



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 22 mars 2023

Le vingt-deux mars deux mille vingt-trois à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 15 mars 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, DESROCHES Damien, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. COELHO Vasco
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme GAULIER Danièle	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme MARTIN Mélisande	mandat à Mme LANTERNIER Lucie
Mme FOURNIER Laura	mandat à M. DRUART Frédéric
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. OMRANE Alain

Étaient absents :

Mme BENKAHLA Malika
M. CHIRrane El Arbi
M. HABI Hacène

Secrétaire de séance : Mme Yamina LAJILI

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
FINANCES.....	4
→ 1. Attribution d'un don à la fondation de France suite au séisme en Turquie et en Syrie.....	4
→ Adoption du procès-verbal de la séance du 8 février 2023	6
→ 2. Approbation d'une convention pour la passation d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour le lancement du marché public portant sur l'acquisition et la livraison de papiers.....	7
→ 3. Approbation d'une convention pour la passation d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour le lancement du marché public portant sur l'acquisition et la livraison de produits, matériels d'entretien et d'hygiène, d'articles de droguerie et arts de la table	8
→ 4. Affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France, perçus par la Commune en 2022	8
→ 5. Actualisation des Autorisations de programme (AP) et de leurs Crédits de Paiement (CP).....	11
→ 6. Création d'une Autorisation de Programme (AP) pour la rénovation énergétique de l'école élémentaire Victor Hugo	14
→ 7. Création d'une Autorisation de Programme (AP) pour la requalification du Centre Technique Municipal (CTM).....	15
→ 8. Vote des taux d'imposition - année 2023	18
→ 9. Vote du budget primitif - Exercice 2023 - Budget principal.....	20
→ 10. Vote du budget primitif - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings	38
→ 11. Cession de matériel inutilisé de la cuisine centrale située 1 rue Robert Péary suite à la sortie de la commune du Syndicat Intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO)	39
→ 12. Mise en place d'un tarif pour l'achat d'un café au sein du self municipal.....	40
DIC.....	42
→ 13. Présentation nouvelle instance vie associative dénommée CVAC - Conseil de la Vie Associative de Choisy-le-Roi	42
DGST	49
→ 14. Approbation de la signature de la convention d'autorisation d'occupation du domaine public pour un kiosque avec la société DECAUX	49
URBANISME	51
→ 15. Approbation de l'avenant global modifiant le taux de rémunération des conventions de portage foncier signées avant le 1er septembre 2022 avec le SAF 94.....	51
ENFANCE.....	54

→ 16. Présentation du projet d'activités sportives organisé par le service péri et extra-scolaire à destination des enfants en situation de handicap mental, cognitif ou psychique et /ou porteur d'une maladie psychiatrique	54
COMMERCE	58
→ 17. Approbation de la charte d'engagement des Centres villes vivants.....	58
JEUNESSE	61
→ 18. Approbation d'une convention de partenariat entre le collège Henri Matisse, l'ALCEJ et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise en place d'un atelier remobilisation scolaire	61
Administration Générale	62
→ 19. Rapport d'activité 2021 du SIGEIF	62
→ 20. Rapport d'activité 2021 du SIPPEREC	63
→ 21. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	65
QUESTIONS DIVERSES	65
→ Vœu de l'opposition.....	67

La séance est ouverte à 19 h 48 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Chers collègues, bonsoir. Vous avez été convoqués, comme d'habitude, dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Madame Yamina Lajili, puisqu'elle est volontaire. Y a-t-il des objections ? Non. Très bien, merci.

(Mme Yamina Lajili est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe donc la parole à Monsieur Baranger, notre directeur général des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

M. le Maire : Merci. Nous allons aborder le point numéro un.

FINANCES

→ **1. Attribution d'un don à la fondation de France suite au séisme en Turquie et en Syrie**

M. le Maire : Comme nous nous y étions engagés, il s'agit d'un don à la Fondation de France en soutien aux victimes du séisme qui a eu lieu en Turquie et en Syrie, à qui nous réitérons bien sûr nos pensées et notre solidarité. La parole est à Monsieur Damien Desroches.

M. Desroches : Bonsoir Monsieur le Maire, merci. Bonsoir chers collègues, bonsoir aux choisyennes et aux choisyens. En effet, une fois n'est pas coutume, j'ouvre le bal de ce Conseil municipal et malheureusement pour une triste raison. Donc j'apporte moi aussi mon soutien à toutes les victimes turques et syriennes de ce terrible séisme. Et comme nous nous étions engagés lors du Conseil municipal précédent, nous allons faire un don à la Fondation de France qui sera à hauteur de 5 000 euros, qui sera réparti, on pense, équitablement 2 500 euros pour la Turquie et pour la Syrie. Donc je sou mets à approbation ce don pour ce soir. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci Monsieur Desroches. Y a-t-il des observations sur ce point ? Je n'en vois pas. Je pense que nous sommes tous d'accord... Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Merci Monsieur le Maire. Non, juste quelques mots pour nous associer à ce geste. Je crois que le Conseil municipal le fait au nom de la population choisyenne qui a été marquée par ce drame. Je me félicite évidemment que ce soit fait, que l'on passe par la Fondation de France. Je veux juste dire que la situation là-bas est dramatique et sera dramatique pour longtemps.

Dimanche dernier, j'ai participé à la kermesse d'hiver de l'Association franco-turque du Val-de-Marne, qui est une association laïque et qui regroupe très largement les Turcs de notre département et qui procède justement à des collectes de fonds, aussi bien d'ailleurs des demandes d'aides tout simplement, mais aussi qui veut s'inscrire dans l'accompagnement des reconstructions qui vont être très longues.

Peut-être que notre commune, c'est une suggestion que je fais, au-delà de cette aide ponctuelle à la Fondation de France en urgence, pourrait prendre attache avec cette association Val-de-Marnaise ? D'ailleurs, j'y ai croisé des choisyens assez nombreux. Nous pourrions voir s'il n'y a pas là des projets que notre Ville peut accompagner peut-être sur le plus long terme, tant la destruction a été vraiment massive et tant la reconstruction va être longue et très importante dans une région qui a été déjà marquée, chacun le sait, par des conflits armés importants qui avaient déjà profondément marqué les populations et même évidemment les villes et les habitations.

M. le Maire : Merci. Écoutez, je partage. Je partage d'autant plus que dans la dernière parution du Choisy Infos, je me suis exprimé là-dessus et j'ai fait un appel effectivement à des associations qui avaient, entre guillemets si l'on peut dire, "pignon sur rue" en Turquie, de se rapprocher de nous pour organiser des collectes. Donc, que cette association se rapproche de nous, on peut ouvrir un centre pour faire des collectes. Parce qu'effectivement, le sens de cet appel, c'est parce que ce n'est pas en quelques mois que cette situation va se résoudre, tant les dégâts sont importants. Et nous pouvons effectivement tous ensemble là-dessus, avec les choisyens, organiser un point de collecte. Alors, si c'est l'Association franco-turque, très bien, s'il y en a d'autres, ce pourquoi je leur ai demandé de nous contacter, et ce qui est important, et ce pourquoi nous avons pris le temps de la réflexion sur l'association ou l'ONG à qui donner cet argent, la Fondation de France qui présente vraiment toutes les garanties, c'est ce que nous voulions et nous voulons aussi être sûrs que tout ce qui sera collecté parvienne à la population. Non pas que l'on en soupçonnerait certains, pas du tout, mais parce que c'est tellement complexe, des opérations comme cela. D'ailleurs, j'ai entendu qu'il y avait aussi quelques équipements qui s'entassaient parce qu'il faut toute une logistique à mettre en œuvre. Et j'espère que ce sont des gens qui connaissent bien la Turquie, qui ont de quoi faire les transports et faire parvenir tout cela à la population. Bien sûr, Choisy-le-Roi sera là pour aider, participer, mettre à disposition une salle avec un point de collecte. Il n'y a aucun souci là-dessus, bien sûr. Je pense que nous sommes tous d'accord.

Y a-t-il d'autres questions ? Monsieur Id El Ouali.

M. Id Elouali : Merci beaucoup. Pareil, j'abonde complètement dans le sens de la proposition qui vient d'être faite. J'apporte juste une petite nuance, mais il me semble qu'on la partage. Il me semble que l'on va passer de besoins que je qualifierai "urgentistes" à des besoins de reconstruction et je pense que l'aspect financier reste toujours important, mais je ne pense pas que ce soit le seul besoin. Aujourd'hui, il faut que l'on parte sur une sorte d'analyse des besoins, vraiment, pour savoir quelle nature de besoins ces populations auront besoin à l'avenir. J'espère que l'on a paré au plus urgent. Je l'espère, je n'en sais pas grand chose, mais je pense que la reconstruction est un grand défi. Je note bien sûr que l'urgence reste d'actualité, il me semble, les premiers besoins, les besoins fondamentaux. Mais la reconstruction va être longue, d'où l'intérêt de continuer de manifester un soutien sans faille à la population turque et syrienne.

M. le Maire : Merci Monsieur Id Elouali. Y a-t-il d'autres observations ou pouvons-nous voter ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci pour eux. Merci pour cette population qui est dans une situation effectivement dramatique.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian.

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité

→ Adoption du procès-verbal de la séance du 8 février 2023

M. le Maire : J'ai été emporté dans mon élan de vous présenter le déroulé du Conseil et j'étais surtout impatient de faire voter aussi cette aide, mais j'ai oublié deux points que je vais rappeler, bien sûr. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 8 février avec la convocation.

Est-ce qu'il y a des observations sur ces procès-verbaux ? Je n'en vois pas. On peut donc adopter.

Le procès-verbal de la séance du 8 février 2023 est adopté à l'unanimité.

M. le Maire : Y a-t-il également des observations sur l'ordre du jour que vous avez reçu avec votre convocation ? Je n'en vois pas non plus. Merci.

Vous trouverez également sur table un vœu qui est déposé par le groupe Gauche, communistes, socialistes, écologistes et citoyens. Nous verrons cela en fin de séance.

J'ai une information importante que je dois vous donner pour l'ensemble des conseillers. Comme vous le savez sans doute déjà, l'année 2023 verra l'élection des sénateurs de ce qu'on appelle la série 1, vous savez que les sénateurs sont donc élus par tiers. Donc là, actuellement, il s'agit de notre circonscription et donc de nos sénateurs du Val-de-Marne, dont il faudra renouveler ou pas l'élection qui se tiendra le 24 septembre 2023, enfin, c'est le Conseil des ministres qui décidera de la date a priori. Pour l'instant, à ce que l'on nous a dit, ce serait le 24 septembre 2023. Donc si je vous dis cela, c'est qu'il faut prendre ses dispositions pour les vacances puisque ce vote, vous êtes tous ici présents des grands électeurs, c'est comme cela que l'on vous appelle, et c'est une obligation pour les grands électeurs de participer à ce vote. C'est pour cela qu'il est important que vous ayez l'information. Les conseillers municipaux sont des délégués de droit, mais s'ajoutent à ces derniers des délégués supplémentaires et des suppléants qu'il est nécessaire d'élire. Donc, c'est ce que nous ferons. Et je crois que dans ce cas-là, eux (les conseillers, les suppléants et autres) ne seront pas des élus. C'est bien, cela ? Voilà. Alors bien sûr, cela se fait dans

une proportion par rapport à notre assemblée ici et toutes les explications vous seront données. Et, à la limite, on fera peut-être aussi, comme il y a beaucoup de nouveaux venus, une formation pour l'ensemble des conseillers municipaux, tous confondus, parce que nous avons tous cette mission à faire, bien sûr, et que la formule consacrée " Que le meilleur gagne", vraiment le meilleur, parce que notre pays en a besoin, permettez-moi d'ajouter cela, mais c'est le choix des électeurs.

Donc, la date de la réunion du Conseil municipal pour procéder à l'élection des délégués supplémentaires et des suppléants est fixée par l'État et devrait intervenir, sauf bien sûr changement ou surprise, avant les congés scolaires d'été. Le scrutin précédent avait eu lieu le vendredi 30 juin 2017. Donc ce serait bien qu'ils nous donnent au plus tôt les dates puisqu'il y a quand même les vacances, cela fait du bien aussi, donc certains ont sûrement envie d'en prendre. Une note détaillée vous sera transmise ultérieurement dès que nous aurons l'assurance des dates. Et je pense qu'il sera bon, pour ceux qui le souhaitent, que j'organise une formation pour tous et toutes, que l'on se mette bien d'accord parce qu'il y en a qui découvrent cela pour la première fois et c'est important que tout le monde ait les informations. Voilà.

Donc, nous abordons l'ordre du jour propre à notre commune. Bien sûr, le vote de solidarité en faisait partie. Alors le point numéro deux.

→ 2. Approbation d'une convention pour la passation d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour le lancement du marché public portant sur l'acquisition et la livraison de papiers

M. le Maire : La parole est à Madame Francisot.

Mme Francisot : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues. Donc ce soir, il vous est demandé d'approuver la convention de groupement de commandes pour la constitution de marchés publics portant sur l'acquisition et la livraison de papier, mais aussi dans la délibération suivante pour l'acquisition et la livraison de produits, matériels d'entretien, d'hygiène et d'articles de droguerie. C'est une délibération classique qui permet notamment aux CCAS d'accéder à des marchés plus importants en étant dans ce groupement de commandes. Voilà, tout simplement.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

Vote de la délibération n°2

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian.

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Le point numéro trois.

→ 3. Approbation d'une convention pour la passation d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS pour le lancement du marché public portant sur l'acquisition et la livraison de produits, matériels d'entretien et d'hygiène, d'articles de droguerie et arts de la table

M. le Maire : C'est toujours Madame Francisot qui nous présente cela.

Mme Francisot : C'est fait. Je pense qu'il n'y a pas plus à dire que la précédente.

M. le Maire : Oui, c'est la même chose que le point précédent. Pas d'observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité

→ 4. Affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France, perçus par la Commune en 2022

M. le Maire : Madame Francisot, c'est toujours à vous.

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. Donc la Ville a l'obligation de présenter au Conseil les actions de développement social urbain et les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants qui ont été financées par la Dotation de Solidarité Urbaine et le Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France.

Elle doit également présenter les conditions de financement de ces actions comme décrites dans les tableaux annexés à la délibération. En 2022, la Ville a perçu 2 979 590 euros au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine et 3 720 129 euros au titre du Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France.

L'enveloppe de la DSU est répartie sur différents travaux de rénovation globale et thermique des écoles, équipements sportifs, équipements et ouvrages urbains et locaux municipaux. Comme les années passées, nous y joignons également le fonctionnement des équipements de la jeunesse, l'écrivain public et le soutien à l'association HEP.

En ce qui concerne le Fonds de Solidarité Île-de-France, la répartition se fait comme à l'accoutumée entre le fonctionnement du CCAS, le soutien aux associations sportives et au fonctionnement des structures sportives, la participation au déficit du centre municipal de santé, le fonctionnement des activités scolaires, périscolaires et des structures de petite enfance ainsi qu'au fonctionnement de la médiathèque et du conservatoire sur le volet culturel.

M. le Maire : Bien. Merci Madame Francisot. Des observations sur ce point ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Oui, juste une explication qui concernera aussi d'ailleurs les délibérations suivantes, nous avons demandé, par la voix de notre présidente de groupe lors de la conférence des présidents qui s'est tenue lundi, à ce que nous commencions nos débats par le vote du budget dans son intégralité, puisqu'en fait les délibérations qui viennent, que ce soit celle de la répartition de la DSU et du SRIF, mais aussi l'actualisation des autorisations de programmes, la création d'autorisations de programmes, sont en fait des éléments du budget et des éléments qui prennent place dans le budget, y compris, nous vous avons dit que pour le coup, si nous votions d'abord le budget, nous aurions pu avoir des positions différentes sur des éléments qui sont contenus dans ces délibérations. Pour le coup, vous nous l'avez refusé, c'est bien évidemment votre plein droit et donc pour notre part, évidemment, nous ne pouvons pas, je vais couper le suspens de la soirée, nous n'allons pas voter le budget de la commune, mais je pense qu'il y avait peu de suspens donc je ne fais pas de *spoils*, comme on dit maintenant, tonitruant. Donc pour le coup, nous ne pourrions pas non plus voter ces délibérations puisqu'en fait elles sont intégrées au budget et donc cela reviendrait à nous prononcer par ce biais pour le budget. Donc voilà, nous vous indiquerons nos votes sur les différentes délibérations.

Juste une remarque que nous nous sommes faite au ROB et que nous nous sommes faite aussi à nouveau en commission des finances, c'est la fragilité, et nous en sommes tous conscients et c'est arrivé par le passé, de l'attribution de la DSU à notre commune, et donc l'attention, mais je suis sûr que les services y veillent, ainsi que le Monsieur le Maire, j'imagine, à ce que notre commune reste bien à une place dans le classement qui nous permet de toucher cette dotation de solidarité urbaine sans laquelle les finances de la Ville se retrouveraient, on le voit bien aujourd'hui, dans une situation dramatique.

M. le Maire : Je comprends bien votre question, Monsieur Guillaud-Bataille, mais nous on ne vous refuse rien. On m'a expliqué que techniquement ou juridiquement, c'est dans cet ordre-là que doivent être présentées les choses. C'est uniquement cela. Moi, je ne voyais aucun inconvénient à ce que l'on vote d'abord le budget.

Cela dit, sur le fond, cela ne vous empêche pas d'apprécier l'utilisation de la DSU, même si c'est dans le budget puisque de toute façon vous voterez contre. Mais sur ce point spécifique, vous pouvez nous éclairer de position. Il nous est arrivé dans l'opposition de

voter la DSU et de ne pas voter le budget. Vous voyez, c'est une utilisation. En fait, cela ne veut pas dire que vous serez pour le budget. Bon, peut-être que vous auriez affecté à d'autres choses que ce que nous avons choisi. Peut-être que là où nous avons décidé de l'affecter vous convient. Moi dans l'opposition, il y a des choses qui me convenaient. Donc c'est pour cela que ce n'est pas rédhibitoire de prendre part ou de voir si vous voulez vous concerter. Mais cela ne remet pas en cause votre vote contre le budget dont personne ne doutait.

Un autre scoop que je lance... Peut-être qu'un jour, dans la joie, nous voterons tous le même budget. Ce serait fantastique. C'est une orientation globale. Mais bon, cela c'est... Je pense que quand même, là où nous avons affecté les choses, c'est vraiment ce pourquoi doit être faite une DSU.

Vous voulez vous concerter trois minutes ou vous restez sur votre position ?

M. Guillaud-Bataille : Non, Monsieur le Maire. Je vous ai donné notre position.

M. le Maire : Très bien, d'accord. Parfait.

M. Guillaud-Bataille : Mais qu'il soit bien noté que ce que j'ai dit c'est que nous ne prendrions pas part au vote.

M. le Maire : Ah, d'accord. Bon. Très bien.

M. Guillaud-Bataille : Je n'ai pas dit que nous allions voter contre cette délibération, j'ai dit que nous ne prendrions pas part au vote.

M. le Maire : Écoutez, je vais approfondir pour le prochain budget parce que là, apparemment techniquement et juridiquement... Oui, excusez-moi, Madame Francisot. Mais attendez, à ce moment-là, je donne la parole à Monsieur Aoummis, comme cela vous pourrez aussi répondre aux deux.

M. Aoummis : Très rapidement. Merci Monsieur le Maire. À titre personnel, je voterai la répartition parce qu'elle me convient bien évidemment et parce qu'il n'y a pas de scoop pour la suite. Évidemment, le moment venu, je m'exprimerai.

M. le Maire : Merci Monsieur Aoummis. Alors, Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. Alors tout d'abord l'affectation de la DSU et du FSRIF concerne 2022. Il n'y a pas de nouveauté dedans. C'est quelque chose qui a toujours été fait à peu près comme cela. C'est quelque chose de récurrent. D'autre part, il n'est pas possible de faire l'inverse, de voter le budget avant de voter les AP-CP puisque par exemple, on crée des AP-CP, on ne peut pas voter quelque chose qui n'est pas créé, qui n'existe pas. Il faut d'abord qu'on le crée pour le voter, d'où cet ordre. Effectivement, l'affectation de la DSU, on pouvait le voter avant ou après, cela on s'en fiche, cela concerne l'an dernier. Mais pour ce qui concerne les AP-CP, c'est dans cet ordre parce qu'on ne peut pas voter des choses qui n'existent pas, tout simplement.

M. le Maire : Y a-t-il une autre observation ? Non. Donc alors des votes contre, il n'y en a pas, d'après ce que j'ai compris, des abstentions non plus. Il y a donc ceux qui ne participent pas aux votes. Oui, donc vous êtes cinq à ne pas participer. Et alors les votes pour. Très bien. C'est bon ? Merci à vous.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, AOUMMIS Hassan, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

N'ont pas pris part au vote :

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité

→ 5. Actualisation des Autorisations de programme (AP) et de leurs Crédits de Paiement (CP)

M. le Maire : Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci. Donc, la gestion des autorisations de programmes et crédits de paiement favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Aujourd'hui, 7 opérations sont encore ouvertes sur notre ville. 5 opérations qui avaient été créées en 2020 pour la rénovation intérieure et extérieure du groupe scolaire Langevin-Mandela, l'agrandissement du groupe scolaire Marcel Cachin, les travaux de voirie, le passage en basse tension de l'éclairage public et le renouvellement des aires de jeux pour enfants. En 2021, l'opération pour le renouvellement urbain du quartier sud avait été créée et en 2022, celle pour la plantation d'arbres.

Il convient d'actualiser chaque année les crédits de paiement de ces programmes afin de tenir compte des réalités d'exécution budgétaire. Je ne citerai pas l'ensemble des programmes, mais il me paraît important de parler de la refonte globale du groupe scolaire Mandela-Langevin, qui s'est poursuivie en 2022 avec l'aménagement des cours d'école élémentaire. En 2023, il est prévu la désimperméabilisation et la végétalisation de ces cours d'école pour un montant de 214 000 euros. Je mentionnerai également l'opération de passage en basse tension de l'éclairage public qui sera clôturée cette année après le paiement des derniers travaux effectués en 2022 pour un montant de 247 000 euros. Je citerai enfin le programme de plantation d'arbres. Maintenant que nous avons une connaissance exacte du patrimoine arboré de la ville, les travaux de plantation pourront débuter et sont estimés à 500 000 euros pour 2023. Voilà.

M. le Maire : Merci Madame Francisot. Des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Une simple observation, mais j'aurai l'occasion d'y revenir au moment du budget, c'est de me féliciter du fait que le rapport d'orientations budgétaires a permis que vous entendiez un certain nombre de choses que nous avons pu dire. Ainsi, nous vous avons fait remarquer, dans votre PPI, que le lissage faisait que plus de 30 % de vos investissements étaient affectés aux années 2026 et suivantes, et il y a eu une modification de tableau qui fait qu'il n'y a plus "des années 2026 et suivantes", mais "des années 2025 et suivantes". Donc c'est une écoute qui a été apportée à ce que nous disions. C'est surtout un tour de passe-passe que nous voulions faire remarquer aux choisyennes et aux choisyens qui nous écoutent.

M. le Maire : Bon, je n'avais pas remarqué qu'il y avait des magiciens dans notre groupe. J'allais dire prestidigitateur. Écoutez, je ne sais pas si l'on vous a écouté, mais un ROB sert à présenter des orientations et ensuite le budget primitif fixe les choses. Donc le travail ne s'arrête pas aux ROB. Les finances travaillent en continuité et nous allons travailler parce qu'il risque d'y avoir des décisions modificatives, des budgets supplémentaires et autres. C'est un travail en continu. Mais si vous dites que l'on vous a écouté, et que vous nous félicitez, cela me convient très bien. Nous avons toujours été à l'écoute des choisyennes et des choisyens, nous sommes là pour eux et vous aussi êtes choisyen. Mais je pense très sincèrement que c'est surtout le résultat du travail des finances, bien sûr. Ce qui compte surtout, ce sont les financements pour les écoles que nous ne supprimons pas, que nous accélérons même. Donc nous continuons nos investissements qui sont importants malgré une période difficile. Nous en parlerons avec le budget.

Y a-t-il d'autres observations là-dessus ? Non. Est-ce que l'on vote les trois ou une par une ? Bon, ce n'est pas grave, on va prendre une par une.

M. Id Elouali : Monsieur Guillaud-Bataille, du coup vous allez voter cette délibération ? Puisque vous vous en êtes un peu inspiré en fait. Non ? Puisqu'on parle de passe-passe...

M. Guillaud-Bataille : Là, vous faites un tour de passe-passe. J'ai essayé d'être délicat, mais j'ai été moqueur.

M. Id Elouali : Vous n'allez pas voter contre quelque chose que vous... Si ?

M. Guillaud-Bataille : J'ai essayé d'être délicat, mais j'ai été moqueur. C'est-à-dire que là, il y a un problème, peut-être que je m'exprime très mal, cela m'arrive, comme cela nous arrive à toutes et tous. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a un mois, vous nous présentiez un tableau qui montrait votre incapacité à réaliser votre programme dans le temps du mandat parce qu'il y avait une colonne "2026 et suivantes" et que cette colonne a disparu. Donc, je note juste que cette colonne ayant disparu, mais que les sommes étant les mêmes... voilà, vous avez simplement pris en compte le fait que le ROB mettait en exergue les difficultés auxquelles est confrontée votre majorité dans la mise en place de ses décisions et de son programme. Donc vous essayez là de le maquiller en supprimant une case. Je relevais simplement ce fait pour les choisyennes et les choisyens qui nous écoutent. Voilà, c'est tout.

Donc évidemment notre vote, ce n'est pas parce que j'essaie de le faire sur le ton de l'humour que cela change notre vote puisque nous savons, nous, que la réalité du tableau c'est celui que nous avons eu il y a un mois.

M. le Maire : Mais la question de Monsieur Id Elouali...

M. Guillaud-Bataille : Nous nous abstiendrons.

M. le Maire : Ah, donc vous votez ? C'est cela la question, parce que comme tout à l'heure, vous ne vouliez pas prendre au vote parce que cela venait avant le budget, la question c'était de savoir si vous aviez la même position de ne pas prendre part au vote ou si là, vous votez.

M. Id Elouali : Ils s'abstiennent.

M. le Maire : Oui, mais ils votent. S'abstenir, c'est voter.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, vous permettez quand même, puisque Monsieur Guillaud-Bataille invite les choisyens à assister au tour de passe-passe, je les invite de mon côté aussi à voir que l'on ne vote pas, que l'opposition s'abstient sur un programme puisqu'en fine c'est surtout ce qui intéresse les choisyens, c'est ce qui se passe dans les écoles et que ce que porte la majorité, vous le ne votez pas alors que c'est dans l'intérêt des choisyens. C'est quand même absurde, d'autant plus que vous dites que vous avez inspiré le fait que... C'était vous qui avez plus ou moins été inspiré pour faire en sorte de...

M. le Maire : OK. On a compris. Je dirai un mot. Monsieur Aoummis veut prendre la parole. Allez-y.

M. Aoummis : Juste pour expliquer mon vote qui sera favorable dans la mesure effectivement où l'on parle de la délibération de l'école Mandela, le groupe scolaire Cachin, et même s'il y a un report, la voirie et l'éclairage d'aires de jeux, etc., et surtout la partie NPNRU du quartier sud qui est aussi un travail qui a été lancé par l'ancienne mandature. Donc mon vote sera favorable.

M. le Maire : Très bien. Merci, Monsieur Aoummis. Juste pour en terminer là-dessus, on parle de magicien, de passe-passe, cela me rappelle mon enfance, j'adorais la piste aux étoiles. J'attendais le moment des magiciens et surtout d'Achille Zavatta. Il n'est pas présent ce soir, paix à son âme ce soir, mais il nous aura bien fait rigoler, donc permettez-moi cette petite distorsion.

Ce qui est important, comme l'a relevé M. Aoummis, c'est le fond. C'est ce que nous allons faire pour les écoles. Mais, contrairement à ce que dit Monsieur Guillaud-Bataille, notre majorité n'a jamais été en difficulté sur nos programmes, absolument pas. Nous sommes dans la difficulté que connaissent toutes les communes de France, voire d'Europe, par rapport aux périodes difficiles que nous traversons. Mais nous ne sommes pas en difficulté. Voilà.

La difficulté, bien sûr, est de trouver les budgets, de faire preuve d'imagination parce que vous le verrez tout à l'heure, si nous étions en difficulté... Nous avons été en difficulté pour bâtir le budget qui a été extrêmement difficile, mais pas dans notre volonté de continuer des investissements importants et de rendre tous les services aux choisyennes et aux choisyens qui les attendent. La meilleure preuve, c'est que l'on aurait pu faire comme la plupart des villes qui nous entourent, c'est augmenter le taux communal sur la taxe foncière, ce que, pour la troisième année de suite, nous n'avons pas fait alors que tout le monde nous conseillait de le faire et que c'est près de 80 % des communes de France qui l'ont fait. Donc voilà. Mais que la période soit difficile, chacun et chacune le sait. Voilà, mais nous avançons. Merci de vos réflexions.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Alors on va les faire une par une. Donc on va commencer. Alors, la 5 : actualisation des autorisations de programmes. Y a-t-il des votes contre ? Non, je ne vois pas de vote contre. Abstentions ? Que Monsieur Guillaud-Bataille ?

Non ? Je ne comprends pas, là. Par solidarité du groupe ? C'est bien, c'est une bonne raison. Donc 5 abstentions. Et vote pour ? Très bien. Bon, merci.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, AOUMMIS Hassan, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence

N'ont pas pris part au vote :

La délibération n°5 est adoptée à la majorité.

→ 6. Création d'une Autorisation de Programme (AP) pour la rénovation énergétique de l'école élémentaire Victor Hugo

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. Cette fois-ci, nous créons une autorisation de programme pour la rénovation énergétique de l'école Victor Hugo. Les travaux envisagés sont l'isolation de la toiture, la végétalisation, l'isolation et le bardage des murs extérieurs ainsi que le remplacement des réseaux de chauffage. Le montant total de cette opération est estimé à 1 910 000 euros et les crédits de paiement s'élèvent à 1 million d'euros pour 2023 et donc 910 000 euros en 2024, puisque ce programme est prévu sur deux années budgétaires. Il bénéficie des subventions de l'État, de la Métropole et du SIPPEREC pour un montant total de 980 000 euros.

M. le Maire : Des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille ? Allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Oui, malgré ce que nous avons pu échanger, en faisant remarquer quand même à Monsieur Id Elouali que sa remarque sur le fait que l'opposition ne vote pas, on peut le faire aussi sur le budget puisque l'on va voter contre le budget. À ce moment-là, tous les éléments qui peuvent être positifs pour la population dans le budget, vous pouvez dire : "Vous voyez, ils ne le votent pas." Donc cela ne marche pas. Et c'est pour cela que la méthode...

M. le Maire : Vous pourriez vous abstenir sur le budget. Parce qu'il y a de bonnes choses.

M. Guillaud-Bataille : Non, on expliquera pourquoi on ne peut pas s'abstenir. Mais surtout, Monsieur Panetta, vous savez bien que ce qui fonde l'idée même de majorité et d'opposition, c'est quand même la position sur le budget. Je veux dire, il n'y a pas... Voilà. C'est ce qui...

M. le Maire : Il y a des ententes positives.

M. Guillaud-Bataille : Voilà. Juste, évidemment, en revanche, malgré le fait que l'on n'ait pas été entendu sur d'autres choses, nous voterons pour la création de cette AP.

M. le Maire : Bon, je vous en remercie parce que c'est très bien pour nos écoles. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité. Merci à vous. Et surtout pour nos écoliers.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

→ 7. Création d'une Autorisation de Programme (AP) pour la requalification du Centre Technique Municipal (CTM)

Mme Francisot : Les services techniques regroupent aujourd'hui les services des bâtiments et patrimoines, des parcs et jardins, de la propreté urbaine, de la voirie, le garage et le service de l'événementiel. Ils sont aujourd'hui dispersés à divers endroits de notre ville, dans des locaux peu adaptés à leurs besoins.

L'enjeu de la création de cette autorisation de programme consiste aujourd'hui à rationaliser et actualiser l'outil de travail existant aux besoins actuels et futurs de la collectivité, tout en nous assurant du respect des règles du Code du travail, notamment pour ce qui concerne les règles de sécurité, d'hygiène et de bien-être au travail. Le projet devrait permettre d'accueillir sur le même site la partie administrative des services techniques avec la création de 19 bureaux supplémentaires. Au rez-de-chaussée, toute la partie technique sera desservie par les deux rues intérieures, ce qui permettra un accès direct aux camions pour décharger le matériel. Menuisiers, électriciens, plombiers, serruriers, garagistes et jardiniers devront disposer chacun de leur espace. Tous bénéficieront de vestiaires et de douches en bon état. Ce projet devrait être également agrémenté d'une salle de convivialité qui permettra aux agents de consommer leur repas et de salles de formation et de réunion. Il est prévu également une rénovation énergétique des bâtiments qui devrait être subventionnée et dont le montant sera connu dès que l'étendue des travaux sera précisément définie.

Les dépenses totales sont estimées à 2 650 000 euros, dont 300 000 euros dès 2023, destinés à réaliser les travaux urgents comme la rénovation de vestiaires et les études nécessaires à l'évolution du projet. Les recettes sont pour l'instant estimées à 370 000 euros. Et comme la question m'avait été posée en commission, ils viennent du SIPPEREC et de la Métropole du Grand Paris.

M. le Maire : Merci Madame Francisot. Des observations ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Une question, Monsieur le Maire. J'ai bien compris qu'il s'agit de regrouper un certain nombre de services dans un lieu dédié à un travail collaboratif. C'est ce que j'ai compris. Ma question, c'est sur le local situé au 11, rue Paul Carle, dédié aux fêtes et cérémonies. Qu'est-ce qu'il devient, ce local ?

M. le Maire : Alors, ils seront regroupés. Ce local, effectivement, sera désaffecté et nous comptons le vendre pour financer cette opération. Parce que quand on m'a annoncé la somme, je ne vous cache pas que ce n'était pas dans notre programme, j'ai frémi. Tout cela a démarré avec le fait qu'il fallait absolument refaire les vestiaires.

Vous savez, lorsqu'on parle de pénibilité au travail, moi je reste convaincu que pour régler la pénibilité au travail, bien sûr que s'ils ont deux jours de congés supplémentaires par an, cela fait plaisir, mais cela ne règle pas pour moi la pénibilité au travail. La pénibilité au travail ne sera réglée que par justement rendre plus facile, moins fatigant, le travail. Et donc les agents, cela faisait longtemps qu'ils attendaient cela et toutes les villes essaient de réorganiser sur un même point les services techniques, ne serait-ce que pour les échanges. Donc on gagne en efficacité, on gagne du temps et c'est quand même moins fatigant de courir après les collègues ou le matériel, etc.

Au début, c'était une affaire de vestiaire, où là on a eu des plaintes terribles, qu'il fallait absolument refaire. Petit à petit, sont venus d'autres sujets et finalement nous avons pris la décision et c'est l'intérêt de l'AP, c'est de voter cet AP. Mais effectivement, nous attendons aussi des subventions parce que c'est un gros projet que l'on ne pourra pas faire en une seule fois. Donc, si l'on peut tout réaliser avant la fin du mandat, j'en doute. Mais c'est inscrit et donc ce peut être aussi, d'année en année, reporté, c'est l'intérêt. Mais nous comptons aussi sur certains locaux qui ne seront plus utiles, nous comptons nous en servir pour amener des recettes pour réaliser cette opération qui est ambitieuse, importante et très attendue par nos agents.

Madame Després.

Mme Després : Oui. J'avais demandé la ventilation par rapport aux travaux et le service me l'a donnée. Je les en remercie beaucoup. Toutefois, je voudrais avoir une précision. Je voudrais savoir, puisque cela concerne le personnel, est-ce que ce projet est passé au CT ? Est-ce que les agents concernés ont été informés ?

M. le Maire : Bien sûr, c'est une demande déjà des agents, qui ont commencé par les vestiaires. Donc ils sont informés puisque c'est une demande des agents. Maintenant, Vasco, c'est passé au CT ou pas encore ? Mais cela passera.

M. Coelho : Oui, nous avons été alertés, lors de la visite d'un CHSCT, par la problématique de ces vestiaires. C'est vrai que bon, il y a des douches, mais bon vu le nombre d'agents qui doivent utiliser le même endroit, c'est vraiment pénible pour eux. Et donc pour passer au CT, encore par rapport à cette délibération, elle n'est pas encore passée, mais elle va être

présentée à ce qui n'est plus le CT, mais le CST. Voilà exactement. Donc cela va être présenté. Et les syndicats sont demandeurs et les agents aussi. Voilà.

M. le Maire : Pour nous, il est important de voter cette AP. Mais bien sûr que cela peut évoluer aussi. Et bien sûr, il y a des concertations. Nous serons à l'écoute des agents et les présentations se feront en CT. Pour l'instant, il vous est expliqué ce qui va démarrer pour ce qui est urgent. Bien sûr, tout le reste en découlera. Et là, on est vraiment en symbiose et à l'écoute des agents.

Y a-t-il d'autres observations sur ce point ? Madame Després ?

Mme Després : Après concertation rapide, on va donc voter pour. Mais bon, j'aimerais, si c'était possible, que cela repasse au Conseil municipal pour nous donner l'avis quand même des agents.

M. le Maire : Si vous le souhaitez, il n'y a pas de souci.

Mme Després : C'est toujours mieux qu'il y ait un aller-retour comme cela.

M. le Maire : On peut même vous faire part des échanges des CHSCT.

Mme Després : Tout à fait. Parce que je pense qu'il risque d'y avoir des modifications entre temps. Les agents, comme l'a dit Monsieur Coelho, risquent de demander d'autres choses, donc ce serait bien que l'on soit au courant. Merci.

M. le Maire : Par rapport à ce qui doit être fait, c'est une évaluation. Mais bien sûr, sur plusieurs années, les choses, bien sûr, seront certainement amendées en plus, en moins. Et bien sûr, on vous tiendra au courant. Il n'y a aucun souci.

Mme Després : Je vous en remercie d'avance.

M. le Maire : Merci. D'autres observations ? Non. Alors il y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Il y a une abstention, deux abstentions, trois abstentions. Bien. Vous pouvez expliquer votre abstention ?

Mme Lajili : C'est très simple. On avait fait une demande pour avoir plus d'informations, parce que cela reste flou. Du coup, sur la demande immédiate concernant les locaux et les agrandissements pour les agents, pour le stockage, on était d'accord. De l'autre côté quand on lit, on descend plus bas, on voit 19 bureaux, etc., un éclatement. Pour moi, le truc me semble flou. On me dit que c'est à la demande des agents, comment elle a été formulée parce que je n'en ai pas du tout eu écho, moi en tant qu'élue. Donc pour l'instant, moi, cela reste flou et je n'ai pas vraiment une projection. Je ne vais pas aller voter quelque chose en sachant que l'on parle quand même d'une grosse dépense. Si c'est pour le bien être des agents, je suis complètement favorable. J'aurais bien aimé avoir plus d'éléments avant de voter quelque chose.

M. le Maire : Alors ce que je viens d'expliquer, c'est que les éléments que j'ai donnés, c'est le propre d'une AP. Comment cela a commencé ? Par une manifestation devant la mairie. Oui, mais on a donné ces explications. Cela a commencé par une manifestation devant la mairie, notamment la CGT que j'ai rencontrée par la suite. Comme je l'ai expliqué, cela a commencé par une demande de faire des vestiaires et c'est très simple, tous les services de la Ville sont éparpillés un peu partout sur la Ville et toutes les villes travaillent à corriger cela. C'est tout ce dont il s'agit pour l'instant.

Donc une évaluation a été faite pour regrouper les services. Et comme l'a dit Madame Després, au fur et à mesure que nous déciderons des travaux, ce sera repositionné, présenté bien sûr en CT et au Conseil municipal. Voilà, c'est le propre d'une AP. Donc on a demandé des estimations par rapport à ce qu'il faut faire. Et ce sont les explications que l'on vous a données. Pour l'instant, je suis désolé, mais c'est très clair.

Mme Lajili : Pour vous. Maintenant, du coup, c'est pour cela qu'on n'est pas contre. On s'abstient. Mais parce que voilà, on est d'accord sur ce qu'il y a à faire dans l'immédiat et sur la continuité, parce que le projet, il est quand même beaucoup... On parle de 19 bureaux, on parle de ci, on parle de cela... Pour moi, ce n'est pas clair. Il y a une partie qui est claire, une autre qui ne l'est pas. Voilà pourquoi je m'abstiens. Merci.

M. le Maire : Très bien. Donc alors des votes contre, il n'y en a pas. Donc abstention ? Il y a trois abstentions. Les votes pour ? Très bien, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus : LAJILI Yamina, BRULANT Marina, OZCAN Canan

La délibération n°7 est adoptée à la majorité

→ 8. Vote des taux d'imposition - année 2023

M. le Maire : La parole est à Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci. Nous devons, comme chaque année, approuver les taux d'imposition. Comme nous nous sommes engagés à le faire en début de mandat, malgré le contexte budgétaire contraint par l'inflation notamment, nous ne touchons pas au taux d'imposition des choisyens. Ce taux reste bloqué à 39,84 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 124,75 % sur les propriétés non bâties et de 24,19 % pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Je précise, et je m'adresse plus particulièrement ici aux choisyens et aux choisyennes qui nous écoutent ce soir, que comme chaque année, bien que nous n'augmentons pas nos taux, le montant de votre imposition va évoluer. Elle ne dépend pas de nous, Ville de Choisy-le-Roi, puisqu'au-delà du taux que nous définissons et auquel nous n'avons pas touché depuis la dernière mandature, d'autres éléments composent notre imposition. D'abord, celle-ci comprend la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, dont le taux est aujourd'hui décidé par l'établissement public territorial qui est en charge des ordures ménagères.

Comme chaque année depuis son transfert à l'EPT, ce taux devrait évoluer. Mais plus encore que l'évolution du taux de la TOM, la valeur locative, cette valeur qui est décidée par l'État, évolue chaque année en fonction de l'inflation constatée. L'évolution de ces valeurs locatives retenue par l'État pour cette année 2023 est de 7,1 %.

En cette période inflationniste, nous pouvons regretter que l'État n'ait pas atténué cette évolution pour soutenir les ménages de ceux qui ont fait le choix d'investir dans leur résidence principale et qui subissent comme tout autre cette inflation sur l'énergie et l'alimentaire pour leurs besoins essentiels et qui vont devoir subir encore une fois et de façon assez brutale cette inflation sur leur imposition.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations sur ce point ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Très rapidement. D'abord, pour dire qu'évidemment je partage ce que vient de dire Madame Francisot concernant le choix qui a été fait par l'État d'une augmentation des bases cette année qui est très élevée par rapport à la normale quand même. Quand on regarde historiquement, c'est très rare que cela atteigne une telle augmentation. Lorsqu'on interroge les parlementaires qui s'en occupent, on nous explique de savants calculs de spéculation, d'augmentation de machins, etc., mais à l'arrivée, on sait bien que s'il y a des propriétaires de nombreux logements qui sont touchés par cette taxe foncière, ceux qui sont touchés le plus durement dans leur budget parce que c'est un budget plus petit, ce sont bien les propriétaires occupants, c'est bien les choisyennes et les choisyens qui habitent le logement dont ils sont propriétaires.

Donc évidemment, cette hausse, même si on le verra plus tard, participe grandement à l'équilibre budgétaire, comme dans toutes les communes, elle est évidemment, je crois, condamnable. Mais je pense aussi que la question de la fiscalité locale va devoir se reposer dans sa globalité et totalement parce qu'à force de nous couper les ailes et la suppression de la taxe d'habitation en est un exemple, encore que la taxe d'habitation ne fût pas l'impôt le plus juste que l'on puisse connaître. Je pense que cela, tout le monde peut en convenir.

Je voulais attirer l'attention, évidemment, sur une nouvelle taxe, en tout cas une taxe qui apparaît parce que justement la taxe d'habitation a été supprimée, qui est la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale. Vous décidez aussi de ne pas faire évoluer ce taux. Je comprends parce que ce sont bien souvent les occupants qui le payent, pas le propriétaire. Pour autant, nous avons eu ici même un débat sur l'arrivée, et c'est un fait métropolitain, c'est l'élargissement de la zone qu'on va appeler Airbnb, de location de meublés touristiques. Et, de fait, une question va se poser, je pense, sur cette taxe et sur les meublés non alloués à l'habitation principale de Choisy dans cette dynamique d'élargissement de la location. Donc je pense qu'il faudra être attentif à cette taxe, comme il fallait être attentif au projet qui nous avait été soumis sur la question du temps de location pour des appartements que l'on n'habite pas. Je crois que là, il y a peut-être un levier sur lequel il faudra réfléchir à l'avenir.

M. le Maire : Très bien, Monsieur Guillaud-Bataille. Effectivement, je peux partager ce que vous dites puisque j'en ai déjà fait part ici et, effectivement, on parlait de tour de passe-passe, mais là, bien sûr, il s'agit d'un vrai tour de passe-passe de la part de l'État. Il s'agit d'un vrai tour de passe-passe de l'État puisqu'en fait, l'État est bien conscient qu'il asphyxie les collectivités, bien sûr, et plutôt que de prendre ses responsabilités et d'augmenter nos dotations, il fait payer le citoyen. Et cela, effectivement, je suis résolument contre, surtout par rapport aux périodes que nous vivons. Je pense que malheureusement, vu la situation de notre pays, ce n'est pas fini. Donc nous serons, bien sûr, attentifs.

Pour notre part, nous respecterons jusqu'à la fin notre décision de ne pas augmenter la part communale puisque ce n'est pas possible. Il faut savoir qu'à Choisy-le-Roi, nous sommes parmi ceux dont la taxe foncière et autres sont les plus élevées du département. Donc, nous nous y tiendrons, malgré la tentation par rapport au manque de recettes assez effrayant qu'il y a actuellement. Mais oui, il faut, il faut être vigilant là-dessus.

Y a-t-il d'autres observations ? Non, je n'en vois pas. Bien. On peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

→ 9. Vote du budget primitif - Exercice 2023 - Budget principal

M. le Maire : Nous arrivons sur le budget. Le gros morceau, le vote du budget primitif, donc l'exercice 2023, bien sûr. La parole est à Madame Francisot.

Mme Francisot : Merci Monsieur le Maire. Donc, après vous avoir présenté les orientations budgétaires pour 2023 lors du dernier Conseil, je vous présente aujourd'hui le budget primitif de notre Ville pour 2023.

Si ce soir nous arrivons à vous présenter un budget en équilibre, c'est aussi grâce à tous les services qui ont travaillé dans un contexte toujours plus contraint et incertain cette année, en raison notamment de l'inflation qui touche les ménages et plus encore nos collectivités qui ne bénéficient d'aucun bouclier. Je remercie l'ensemble des services pour cette préparation, mais encore plus en premier Monique DOS REIS, la directrice des finances, que je remercie chaque année, mais qui le mérite amplement au regard de son investissement pour nous fournir des documents précis et d'une grande qualité, me permettant de vous présenter ce budget. Je dois également remercier l'ensemble de l'équipe de direction avec qui j'ai passé de très longues heures à affiner ce budget pour arriver à un résultat traduisant notre volonté à améliorer le cadre de vie des choisyens, nos investissements pour l'avenir de notre ville et nos équipements dans le contexte actuel.

Je m'arrêterai donc d'abord sur la section de fonctionnement avant de vous présenter l'investissement.

Nous équilibrons la section de fonctionnement à environ 77,69 millions d'euros, contre 73,9 millions d'euros l'an dernier, soit une évolution de 5,13 %. Regardons de plus près les dépenses : les dépenses réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 72,6 millions d'euros, soit une augmentation de 6,86 % par rapport à 2022. Cette année, nous avons demandé aux services de prévoir au plus juste leur budget en visant un objectif de stabilité des charges à caractère général, en raison notamment des contraintes qui pèsent sur nos ressources, qui sont essentiellement liées à l'augmentation du coût des matières premières et fluides que nous subissons tous, aux éventuels besoins sociaux qui pourraient découler de ce contexte inflationniste, mais aussi de la nécessité de dégager de l'autofinancement afin de pouvoir financer nos nouveaux projets. Nous avons pu à cette occasion réviser l'ensemble des lignes budgétaires des services en nous appuyant sur leurs besoins, habitudes, mais également sur les prévisions en matière énergétique.

Les charges à caractère général sont prévues en augmentation de 13,64 % par rapport au BP de 2022. Cela s'explique principalement par l'augmentation du coût de l'énergie, des matières premières, des contrats de prestation de services pour l'entretien des espaces verts et le nettoyage de la voirie notamment. En page 3 de la notice, vous pourrez constater d'abord l'évolution du budget prévisionnel destiné aux fluides. Celui-ci, prévu à environ 2,3 millions d'euros au budget primitif 2022, a atteint près de 3,2 millions d'euros. Bien que jusqu'au mois de juin, nous ayons encore des tarifs négociés par le SIPPIREC sur l'électricité stable, une hausse est déjà annoncée et les prix du gaz continuent de grimper, raison pour laquelle nous prévoyons 600 000 euros de plus que le réalisé en 2022. En commission, il m'a été posé la question de savoir pourquoi nous prévoyons une enveloppe inférieure au consommé en 2022 sur l'eau, cette consommation en 2022 est essentiellement due à des événements imprévisibles, des fuites, notamment à la piscine, fuite qui a mis du temps à être retrouvée. Nous prévoyons donc une enveloppe globale de 3,72 millions d'euros pour les dépenses de fluides cette année. Les dépenses prévues pour la restauration collective restent identiques à celles de l'an dernier, soit 2,28 millions d'euros. Les budgets consacrés aux services jeunesse et centres sociaux évoluent également sensiblement pour atteindre 319 000 euros. Le budget de la médiathèque évolue également puisqu'il passe de 109 000 euros à 150 000 euros avec l'objectif de réaliser en 2023 un salon du livre. Nous mettons toujours plus l'accent sur l'entretien de l'espace public, la voirie, les espaces verts, la propreté, le contrôle des jeux d'enfants, et cetera, puisque ces dépenses évolueront de plus de 140 000 euros en 2023 pour atteindre 408 000 euros. Au chapitre des services extérieurs, nos dépenses de nettoyage du domaine public devraient atteindre 1,54 million d'euros, soit 540 000 euros de plus qu'en 2022. Pour la première fois depuis notre arrivée, le montant consacré aux assurances est en légère diminution, d'environ 12 000 euros, notamment grâce aux changements de prestataire pour les assurances statutaires. La participation au déficit du Centre municipal de santé est en baisse cette année puisqu'il était estimé à 500 000 euros en 2022 et à 311 000 euros en 2023. Avec le renouvellement de la DSP de la crèche Tony Lainé en 2022, nous réalisons une économie de près de 30 000 euros en année pleine pour 2023. Pour finir sur ces principales charges à caractère général, nous poursuivons nos actions pour animer la ville avec notamment cette année l'anniversaire des jumelages ou encore le carnaval et bien sûr les fêtes traditionnelles et le marché de Noël qui, depuis deux ans, rencontre un vrai succès. Le détail des dépenses est indiqué en pages 43 à 46 de la maquette budgétaire.

Les charges de personnel sont évaluées à 42,3 millions d'euros, soit une évolution de 4,91 % par rapport à ce qui a été réalisé en 2022. La masse salariale représente 58 % des dépenses réelles de fonctionnement au BP 2023. L'évolution de ces charges de personnel résulte d'abord d'effets mécaniques incompressibles que sont la revalorisation du point d'indice en année pleine et le glissement vieillesse technicité, mais aussi des besoins de recrutement principalement à la DGST et dans la direction de la prévention et de la sécurité.

Nous enregistrons une légère diminution des atténuations de produits. En 2022, nous avons enregistré une forte baisse de celle-ci en raison du transfert de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale vers l'EPT en 2021. En 2023, 40 000 euros sont prévus afin de reverser à l'EPT les redevances spéciales facturées par la Ville jusqu'en 2020 et non encore encaissées en 2022. La participation au Fonds national de garantie individuelle des ressources, qui est un fonds qui sert à compenser les communes de la perte de la taxe professionnelle, reste stable depuis 2013 à 2,08 millions d'euros. Enfin, pour terminer avec les atténuations de produits, la Ville étant classée dans les 250 communes les plus pauvres, nous devrions être exonérés de participation au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales en 2023. Bien que l'EPT peut décider d'une répartition différente entre les communes membres et notamment d'augmenter leur part afin de compenser sa propre contribution, il n'en est pas pour l'instant question concernant 2023.

Nous inscrivons une augmentation des autres charges de gestion courante, on retrouve notamment dans ce chapitre les indemnités des élus qui augmentent légèrement du fait de l'impact de la hausse de la valeur du point d'indice de 3,5 % depuis juillet 2022. Le budget prévisionnel minimal à allouer à la formation des élus, ne pouvant être inférieur à un plancher fixé à 2 % du montant total des indemnités des élus, est fixé cette année à 8 100 euros. Un montant de 40 000 euros est prévu au BP 2023 pour les créances irrécouvrables. L'augmentation de 6,92 %, soit 361 000 euros des participations obligatoires, s'explique principalement par l'inscription d'une dépense de 228 000 euros pour financer les indemnités de sortie du SIRESCO. Il s'agit d'une provision, le montant n'étant toujours pas fixé à ce jour. Une participation en hausse de 50 000 euros de la Ville aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers, puisque 850 000 euros étaient prévus au BP 2022. Or, 889 000 euros leur ont été versés. Le montant de la FCCT, le fonds de compensation des charges transférées aux territoires, qui est en constante augmentation de 1,86 % cette année, soit 70 000 euros par rapport au BP 2022. Les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2022, bien que l'enveloppe globale soit en légère diminution, notamment en raison du départ de la compagnie La Rumeur. La liste des associations et des enveloppes budgétaires ainsi que les montants attribués sont en page 158 de la maquette budgétaire. La subvention au CCAS a fortement augmenté en 2022 puisqu'elle était de 993 000 euros de plus par rapport à 2021, en raison notamment du transfert budgétaire de 25 agents du CCAS qui étaient payés jusqu'en 2021 sur le budget de la commune. Le montant de la subvention versée au CCAS en 2022 s'élevait à 2 217 344 euros, dont 1 864 200 euros étaient prévus dès le BP 2022. En 2023, elle s'élèvera à environ 2 039 000 euros, soit plus 7,8 % par rapport à la subvention versée en 2022. Nous espérons d'ailleurs qu'elle sera un soutien plus grand au plus grand nombre en cette période que l'on sait difficile. La subvention au théâtre-cinéma Paul Éluard proposée au BP 2023 est de 876 000 euros. Il est proposé d'inscrire une subvention de 559 000 euros, identique à celle prévue au BP 2022 pour les parkings. Les charges financières sont évaluées en 2023 à 730 000 euros, en hausse de 222 000 euros par rapport à 2022. Cette évolution s'explique principalement par les prévisions d'évolution à la hausse des taux variables et du profil d'extinction de la dette, ainsi que par les emplois nouveaux qui sont prévus au BP 2023 pour financer le programme d'investissements. Les charges exceptionnelles sont estimées à 42 000 euros et concernent les annulations de titres de recettes sur les exercices antérieurs.

Enfin, pour terminer avec les dépenses de fonctionnement, nous prévoyons un virement à la section d'investissement de l'ordre de 2,7 millions d'euros.

Attachons-nous maintenant aux recettes de fonctionnement. Elles sont également en augmentation de 5,13 % par rapport à l'année 2022. En ce qui concerne les recettes réelles de fonctionnement, nous estimons prudemment les atténuations de charges qui concernent principalement les remboursements en matière d'accidents de travail, maladies et indemnités

journalières dans le cadre des assurances souscrites par la Ville. Ces remboursements peuvent subir des variations importantes d'une année à l'autre suivant les accidents de travail ou maladies constatés, d'où la raison de notre estimation prudente à 522 000 euros. Les produits des services et du domaine avaient été estimés à 4,17 millions d'euros au BP 2022 et réalisés à hauteur de 4,54 millions d'euros. Par prudence, compte tenu du contexte économique et social, ces recettes sont évaluées à 4,48 millions d'euros, soit une quasi-stabilité par rapport aux recettes perçues en 2022.

Dans ces recettes, on retrouve les plus importantes liées aux activités périscolaires à 2,67 d'euros ou encore au conservatoire et à l'école de danse pour 325 000 euros. Les recettes fiscales devraient augmenter. L'attribution de compensations versées au titre de la fiscalité économique par la Métropole du Grand Paris s'élève à 13,51 millions d'euros et reste identique depuis 2019. Compte tenu des critères d'éligibilité, dont l'évolution de la population et le rang au classement, on retient une hypothèse prudente de 3,9 millions d'euros pour les recettes au titre du Fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France. Les recettes liées aux impôts directs locaux devraient évoluer de 9,43 %. Cette évolution est la conséquence de la revalorisation forfaitaire des bases locatives décidée par l'État qui, comme on l'a dit, atteint un niveau record de 7,1 % cette année. Ces recettes sont estimées à 37,89 millions d'euros en 2023, soit plus 2,11 millions d'euros par rapport aux recettes perçues en 2022. Il faut également noter qu'une taxe de séjour est instituée sur l'ensemble du territoire de la commune à compter du 1^{er} janvier 2023. Les recettes sont estimées à 40 000 euros en 2023. Les dotations, subventions et participations représentent 17 % des recettes réelles de fonctionnement telles qu'elles ont pu être simulées puisque n'étant pas notifiées à la commune à cette étape budgétaire. La dotation forfaitaire est simulée à 5 927 000 euros et serait en progression de 1,1 % par rapport aux montants perçus en 2022. Pour 2023, on retient une hypothèse prudente d'évolution de la DSU avec une progression de l'ordre de 4,39 %, soit 3,12 millions d'euros pour 2023. La dotation nationale de péréquation est estimée par prudence à 676 000 euros en 2023. Les subventions de l'État, du Département, de la Région et des autres organismes sont estimées à 3,42 millions d'euros, soit une augmentation de 3,71 % par rapport au BP 2022.

Nous prévoyons également une légère diminution du chapitre des autres produits de gestion courante. Il s'agit principalement des recettes issues de la location des locaux commerciaux et des redevances d'occupation du domaine public. Une recette exceptionnelle de 392 500 euros à la suite de la tempête de 2021 est attendue en 2023. Il s'agit principalement du remboursement par les assurances de la réfection de la toiture de la maternelle Wallon. Je passe maintenant à la section d'investissement.

Nous équilibrons la section d'investissement à 23,26 millions d'euros, soit une quasi-stabilité par rapport au BP 2022. 9 opérations sont gérées sous forme d'APCP, elles représentent le quart des dépenses totales d'équipement. Cette année, pour l'immobilisation incorporelle, nous étudions. 684 000 euros seront consacrés aux études. On y retrouvera notamment les études liées à la construction d'une nouvelle cuisine centrale pour 130 000 euros et les études qui devront pouvoir débiter cette année pour la construction d'un nouveau groupe scolaire à Choisy-Nord. Les projets de coopération et de développement avec le Mali étant suspendus par l'État, cette année, au chapitre des subventions d'équipement, il n'est inscrit que la participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers.

En ce qui concerne les immobilisations corporelles, nous poursuivons la réhabilitation des équipements publics et des structures dédiées aux plus jeunes pour près de 1,9 million d'euros. Nous poursuivrons la mise en place du dispositif "Alerte attentat" dans nos écoles. Nous poursuivrons la réfection de l'école Henri Wallon à la suite de la tempête de 2021, nous aménagerons les extérieurs du centre de loisirs de l'Odyssée, nous réaliserons des travaux de réfection et de sécurisation de la cathédrale, des marchés du centre et des gondoles.

Toujours dans nos immobilisations corporelles, nous continuerons à améliorer notre éclairage public en rénovant notre réseau électrique et en passant à des luminaires en LED. Nous mettons un point d'honneur à améliorer le cadre de vie.

Plus de 3 millions d'euros sont prévus pour des travaux de voirie qui devraient concerner le pont Rondu, l'avenue des Pâquerettes, la passerelle de la Cuve, la rue des Liserons, la rue Noël, le cimetière et le stationnement dans Choisy-Sud. Ces 3 millions devraient également permettre l'achat de mobilier urbain et matériel technique. Sur les équipements sportifs, une dépense de 518 506 euros est prévue, avec notamment la rénovation de la tribune du stade de rugby Jean Bouin, le remplacement des sols du gymnase René Rousseau et le remplacement des transports formateurs en tarif vert du stade Jean Bouin.

Pour ce qui concerne les acquisitions foncières, nous devons racheter au SAF 8 biens acquis principalement sur l'avenue Villeneuve-Saint-Georges, pour un montant de 1 859 000 euros, ainsi que les appartements dans la résidence du Parc, dont le portage avait été réalisé par l'EPFIF pour 667 000 euros. Nous poursuivrons le déploiement de la vidéoprotection sur le domaine public pour 1 million d'euros et construirons un ossuaire au cimetière pour 161 880 euros. Vous pouvez retrouver le détail de ces dépenses pages 16 à 18 de la notice ainsi que dans la PPI, annexée au rapport d'orientations budgétaires.

Je ne reviendrai pas sur les AP-CP qui ont fait l'objet des trois précédentes délibérations.

Au chapitre des dotations, fonds divers et réserves, nous inscrivons une dépense de 340 000 euros destinée au remboursement de trop perçus sur la taxe d'aménagement. Nous devrions pouvoir rembourser 4 650 000 euros du capital de nos emprunts cette année. Dans le cadre des opérations d'aménagement urbain, il est également proposé d'inscrire une provision de 10 000 euros en dépenses et en recettes d'investissement afin de pouvoir procéder à des conciliations et des consignations.

Pour ce qui concerne les recettes d'investissement, les recettes réelles inscrites au BP 2023 augmentent de 4,94 % par rapport au BP 2022. Je vais m'arrêter sur les principales recettes. Au chapitre des dotations, fonds divers et réserves qui contiennent notamment les recettes de FCTVA sur l'investissement et la taxe d'aménagement, nous prévoyons 1 300 000 euros de recettes. Nous devrions recevoir 2 365 000 euros de subventions. Ces principales recettes correspondent notamment à 991 000 euros de subventions de l'État et de la Région pour la vidéoprotection, 629 000 euros de subventions de la Métropole, du Grand Paris et du SIPPEREC pour la rénovation énergétique du gymnase Rousseau et de l'école élémentaire Victor Hugo. L'ANRU et la Région continuent de nous subventionner pour la rénovation du groupe scolaire Langevin-Mandela. Le détail des opérations subventionnées est disponible en page 22 de la notice.

Au chapitre de l'emprunt, nous équilibrons notre budget primitif en y inscrivant un emprunt de 12 613 075 euros. La connaissance que nous avons à ce jour de notre résultat de 2022 nous permet de nous projeter sur une diminution de l'inscription de l'emprunt d'environ 4 millions d'euros à la suite du vote du compte financier unique dans quelques mois. Je rappelle également que de 2019 à 2022, il n'a pas été nécessaire de mobiliser les emprunts d'équilibre inscrits au budget primitif. Les emprunts qui ont été mobilisés, 2 millions en 2019 et 3 millions en 2020, correspondaient à deux emprunts qui avaient été contractés en 2018 pour 5 millions d'euros et reportés les années suivantes.

Enfin, nous prévoyons la cession de plusieurs biens pour une recette d'environ 1 154 000 euros. Il s'agit essentiellement de la vente des pavillons route des Chalets, de la maison Rouget de Lisle et de la cession de véhicules. Ce budget d'investissement est un budget qui

traduit notre volonté de renouveau pour notre ville. Nombre de projets ont été étudiés depuis notre arrivée en 2020 et commencent à voir le jour. D'autres projets importants pour notre collectivité seront étudiés ou débiteront.

Dans tous les cas, ce budget que nous présentons aujourd'hui, bien que contraint par l'évolution des prix, est celui qui permet de répondre à différentes préoccupations des choisyens, qui permet d'aller vers l'objectif que nous nous étions fixé devant les choisyens.

J'en ai terminé pour cette présentation.

M. le Maire : Merci. Merci Madame Francisot. Très bien. Alors, il y a déjà une voix qui se lève. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Merci Monsieur le Maire. Le contexte national étant ce qu'il est, je ne vais pas beaucoup m'attarder sur la section de fonctionnement. On relève toutefois une augmentation des charges de l'ordre de 6,86 %. On relève que la masse salariale représente 58 % du budget, soit une augmentation quasiment de 5 %. La création de postes permanents représente à elle seule plus de 1,2 million d'euros et je note au passage que la fixation de la durée hebdomadaire du temps de travail à 37,5 heures et la réduction des heures supplémentaires que faisaient les agents pour compenser leurs faibles salaires, n'ont pas apporté la réponse à l'augmentation du recrutement.

Cependant, la section d'investissement de 23,22 millions en 2022, la Ville est passée à 23,26 millions en 2023, soit une hausse de 0,18 %. Autant dire une stagnation. Avec les 684 000 euros dépensés dans les divers frais d'études, il n'y a rien qui puisse être exaltant. Cette section fait état de programmation des services municipaux de gestion administrative de la Ville. Le gros de l'investissement s'étalant jusqu'à la fin de la mandature et celui réservé au NPNRU du quartier Sud, 30 millions d'euros. 30 millions d'euros, avec des recettes attendues de 16 millions, soit 14 millions de reste à charge pour la Ville. Mais même-là, il s'agit d'un programme initié et porté par l'ancienne majorité de gauche, les engagements devaient donc être continués.

Globalement, le budget d'investissement reste timide et n'est pas à la hauteur des enjeux d'une ville de plus de 45 000 habitants. D'autre part, l'augmentation des charges financières de 222 000 euros en 2022 à 730 000 euros en 2023, induite par les nouveaux emprunts envisagés qui culminent à 12 600 000 euros, un record qui laisse présager des complications à venir.

Dans ce budget que j'ai qualifié de timoré et qui, au regard de l'ampleur de l'emprunt (12,6 millions d'euros), dans un contexte financier mondial des plus tendus, place la Ville dans une incertitude à venir. Je relève de nombreuses incohérences : l'action sociale à destination des agents est bicéphale. On nous demande de voter une enveloppe de 197 000 euros pour le CNAS et dans le même vote, une subvention de 100 000 euros pour le COS. Deux remarques : il s'agit d'abord d'une aberration budgétaire et de gestion que de confier l'action sociale en direction des agents à deux entités, ce qui ne manquera pas de générer un télescopage des attributions et de créer un éparpillement dans les actions. D'autant plus, il n'est nullement mentionné que les deux entités doivent se concerter et se compléter. Deuxième remarque, Monsieur le Maire, vous avez conditionné la subvention au COS à une évaluation de la situation antérieure. Qu'en est-il aujourd'hui de cette situation ? Autant que l'on sache, il y a plutôt une situation de crispation ou de contestation, avec des accusations portées à la connaissance du personnel communal par la CGT contre ce que ce syndicat qualifie de mauvaise gouvernance du COS. Cela, vous ne pouvez pas ne pas le savoir et vous ne pouvez pas ne pas prendre acte de ce qui a été amputé, à raison ou à tort, au COS.

On n'est pas là pour juger, mais on est là pour apprécier, anticiper les risques qui peuvent découler de cette crise. J'ajoute que ce chevauchement CNAS/COS contredit le choix que vous avez fait en portant votre dévolu sur le CNAS. Cet organisme affiche sur son site que le personnel des collectivités territoriales et de leurs établissements publics a droit à une action sociale de qualité. De fait, le CNAS propose, je le cite toujours, une offre unique et complète de prestations de manière à créer la possibilité d'améliorer les conditions matérielles et morales des agents, et qu'en la matière, 94 % des adhérents sont satisfaits de son action sociale. Comme j'avais eu l'occasion de le dire précédemment lors d'un Conseil municipal, soit le COS faisait l'affaire et assumait convenablement ses prérogatives en direction des agents, et dans un tel cas, il aurait fallu le maintenir, soit il ne faisait pas l'affaire et c'est ce que, a priori, vous avez conclu en faisant le choix du CNAS. Dans un tel cas, il faut être cohérent et ne pas donner suite à ces activités.

Dans le même ordre d'incohérence, j'évoque le choix d'ELIOR au lieu du SIRESCO pour assurer la restauration scolaire ainsi que celle des seniors. Ne pas reconduire le SIRESCO relève d'une décision souveraine que vous avez prise. Il n'y a pas à contester le principe qu'une nouvelle majorité fasse un choix en la matière. Le principe de l'alternance veut que toute nouvelle majorité tente de faire mieux et pour ainsi dire, corriger les éventuelles insuffisances des décisions prises par la majorité précédente. Permettez-moi de lourdement souligner que le SIRESCO, comme son acronyme l'indique, est un syndicat intercommunal de restauration collective, donc une entité de service public. Je conviens que ce n'est pas sur cet aspect qu'il faisait l'objet d'âpres critiques de la part de votre majorité dont quelques membres avaient initié pour le contester un collectif dénommé "Bien manger à Choisy-le-Roi", mais les griefs portaient surtout et avant tout sur le fait que le SIRESCO comptait de nombreuses villes adhérentes, ce qui fut qualifié à l'époque par le terme de productivisme. On s'attendait dès lors à ce que votre choix au remplacement du SIRESCO soit orienté vers un organisme à dimension humaine. Or, chose extrêmement paradoxale et incompréhensive, c'est l'inverse qui s'est produit. Vous avez opté pour ELIOR, une entreprise multinationale implantée dans six pays, répartis sur trois continents. ELIOR est présente en Espagne, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Royaume-Uni. La première entreprise de restauration privée cotée en bourse, qui sert plus d'un million de repas par jour, couvrant l'ensemble du territoire français, y compris les aires d'autoroutes. C'est chose étonnante. Je ne parlerai pas des scandales alimentaires dans lesquels cette multinationale s'est retrouvée empêtrée et qui ont fait les choux gras des médias à la fois publics et privés. Que vous mettiez un terme à l'engagement de la Ville avec le SIRESCO, c'est votre droit le plus légitime. Mais au moins, soyez cohérent avec vos engagements électoraux.

Monsieur le Maire, pour toutes ces raisons, il est bien évident que je ne voterai pas le budget que vous présentez. Merci.

M. le Maire : Merci Monsieur Aoummis. Je n'ai pas voulu vous couper. Je voudrais juste rappeler à l'assemblée, parce que sinon la parole bien sûr est libre, mais j'aimerais bien que l'on reste dans le sujet. Si vous voulez un débat sur le SIRESCO, mais je vais me faire un plaisir de le faire. Tellement de mensonges ont été dits et j'irais plus loin, actuellement, il y a une cabale qui est organisée. Sachez que la municipalité ne va pas se laisser faire face à une telle désinformation et aux mensonges qui ont été dits aux personnes. Cela, c'est un premier point et je suis tout à fait prêt parce que, contrairement à ce qui a été dit, il y a eu une réunion publique sur ce choix, et j'en resterai là parce que ce soir, ce n'est ni le débat du SIRESCO, ni du COS. Vous avez désapprouvé nos choix, c'est entendu. Tout le monde le sait. J'en dirai un petit mot tout à l'heure. Mais s'il vous plaît. Vous êtes contre, voilà, les choisyennes et les choisyens vous ont entendu, on n'a pas les mêmes choix. Mais restons dans le budget. Voilà. Donc cela, très bien, j'ai entendu. S'il vous plaît, restons dans le budget. Et si vous voulez rappeler que vous êtes contre notre choix, très bien. Vous pouvez

le rappeler, mais restons, s'il vous plaît, dans le budget, que l'on ne reste pas jusqu'à deux heures du matin. Et si vous voulez, un débat et une évaluation seront faits.

En ce qui concerne le COS, l'évaluation a été faite et plus que faite et j'en dirai deux mots pour information. Voilà. Mais très court parce que ce sera très clair ce que je dirai sur le COS.

Alors qui prend la parole ? Monsieur Guillaud-Bataille, allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Oui, Monsieur le Maire, d'abord, je veux dire que je partage la quasi-totalité de l'intervention de mon collègue Hassan Aoummis, ce qui va d'ailleurs réduire d'autant la mienne. Mais je voulais quand même pointer un certain nombre de choses dans ce budget qui nous est présenté.

Alors il est très détaillé et effectivement, on peut toujours mettre en avant des éléments positifs, comme je le disais, que les choisyens attendent. Monsieur Aoummis rappelait qu'un certain nombre était déjà dans les tuyaux, c'était le débat que nous avons eu d'ailleurs sur le rapport d'orientations budgétaires, et notamment sur le PPI sur lequel je ne vais pas refaire ma remarque acidulée de tout à l'heure. Je veux en revanche noter une autre modification qui a été faite dans la présentation, c'est que vous avez, et d'ailleurs je dois ce soir encore l'avouer, orgueilleusement porté le fait que vous n'avez pas recouru à l'emprunt lors des deux années qui viennent de s'écouler et que cette année, vous allez y avoir recours de manière assez massive puisqu'on parle de 8 millions d'euros. En tout cas, à terme, au moins 12 000 000 euros inscrits. J'avais noté lors du rapport d'orientations budgétaires que c'était le plus mauvais moment pour emprunter. Et que ne pas l'avoir fait pendant deux ans, alors que les taux d'intérêt étaient faibles, voire négatifs, pour le faire au moment où tous les taux directeurs, tous les taux d'intérêt sont en train de flamber, est une erreur de gestion et un risque très important pris pour notre commune et pour les choisyennes et pour les choisyens. Cela dit, du coup, j'ai eu, je ne veux pas dire la surprise, mais en tout cas le plaisir de voir qu'à la suite de cette remarque, dans le tableau qui nous a été donné, ce qui est rappelé, c'est ce que vous aviez prévu d'emprunt au budget primitif 2022. Vous aviez prévu 11 535 175 euros. On le voit dans le tableau qui suit, réalisé : 0. Là, vous nous dites que vous prévoyez 12 615 075 euros moins la reprise de l'exercice, comme nous l'a expliqué Madame Francisot. Mais alors, comment vous croire ? Comment croire cette ligne budgétaire ? Et là, nous arrivons à un moment très difficile d'un budget puisque nous avons là un budget primitif qui nous annonçait 11 millions d'emprunt, qui a réalisé zéro l'année dernière et que l'on nous demande de voter 12 millions cette année, dont nous ne savons pas s'ils seront objectivement faits. Cela pose une question sur la maquette budgétaire elle-même, dans son ensemble. Et là, nous sommes dans un moment, je trouve, qui est très périlleux, mais j'y reviendrai.

Par ailleurs, j'ai évidemment travaillé, je ne reviendrai pas sur le SIRESCO et sur le choix d'ELIOR, mais vraiment, le débat, c'est quand vous voulez, Monsieur le Maire. Puisque vous avez l'air d'y appéter, je vous fais part de mon appétence réciproque. Mais au-delà de cela, je suis allé regarder le plan de relance du gouvernement. Dans ce plan de relance, la direction régionale interministérielle de l'habitat et du logement avait lancé un programme en direction des villes en leur proposant un nombre de constructions, en tout cas un nombre de logements dont il fallait, je dirais, entamer la production parce qu'évidemment ils ne sont pas sortis depuis le début du plan de relance gouvernemental, tous ces logements. Et j'ai pu constater par exemple que ce plan proposait à Choisy-le-Roi de regarder à la création de 599 logements. Il n'est pas mention du type de logement dans ce plan. Pour L'Haÿ-les-Roses, j'ai choisi des villes au hasard, vous allez voir, 400, pour Thiais, 500. Thiais a réalisé 651 logements, en tout cas a lancé 651 logements. L'Haÿ-les-Roses en a lancé 426. Ces deux villes ont donc touché au titre de la DRIHL plus de 600 000 euros pour la ville de Thiais

et plus de 500 000 euros pour la ville de L'Haÿ-les-Roses. La ville de Choisy-le-Roi, elle, a lancé la production de 75 logements, et donc touchera zéro euro de la DRIHL. Vous avouerez, Monsieur le Maire, que dans la situation budgétaire que connaissent les communes, ne pas avoir saisi cette perche du plan de relance de l'État est pour le moins une erreur et en tout cas la preuve d'un immobilisme, d'une absence d'autorisation de construction sur notre ville, alors que le problème de logement est aussi fort et profond dans notre population que dans toute la population francilienne, voire française, en tout cas dans les grandes agglomérations.

Pareil, je voulais noter cela après ce que je viens de dire sur l'investissement et sur le recours à l'emprunt dans des conditions extrêmement dégradées parce que l'on voit à travers ces deux choses-là que sous couvert de bonne gestion, comme l'a décrit Monsieur Aoummis, on fait les choses par-ci, par-là, on fait attention, etc. En fait, il y a des choses dangereuses qui sont faites pour la collectivité, pour les choisyennes et les choisyens. Il y a des rendez-vous ratés de la part de la municipalité et de la majorité.

Je continue sur les charges de personnel qui, objectivement, puisqu'elles augmentent certes de 4,91 % par rapport au réalisé, mais seulement de 3,62 % par rapport au prévisionnel, présagent d'un recrutement très faible. Quand on sait qu'en plus il y a le lissage de la hausse du point d'indice. Or, nous avons constaté lors du dernier Conseil municipal que seuls quelques 800 postes sur les 1 000 postes de la Ville étaient pourvus, donc il y a un besoin de recrutement. Que lorsqu'on parle avec les agentes et les agents de la Ville, tous font part du fait qu'il manque quelqu'un à leurs côtés, qu'il manque quelqu'un dans le service, qu'il manque quelqu'un pour réaliser les missions. Et donc, de fait, votre budget n'a pas prévu de répondre à ce besoin pour travailler des agents, mais qui est aussi le besoin qu'exprime un grand nombre de choisyens pour avoir réponse à leur demande vis-à-vis de la collectivité. Donc cela nous inquiète et cela nous inquiète d'autant plus que les éléments de rémunération dont nous avons pu avoir connaissance pour les postes que vous allez certainement recruter sont particulièrement importants, je parle des postes de policiers municipaux, au regard des grilles indiciaires générales. Et quand on voit le salaire annuel de certains policiers municipaux, on se rend compte qu'ils sont au-dessus de certaines catégories B de notre Ville, et bien au-dessus. Ce qui pose une question, je trouve, dans l'égalité de traitement des personnels. Vous allez me répondre qu'il y a une concurrence aujourd'hui dans le recrutement des policiers municipaux, mais je ne vois pas en quoi cette concurrence peut amener à une distorsion de traitement entre les agents de la commune. C'est une question qui, pour moi, est vraiment fondamentale.

Pour écourter mon propos, je ne viendrai pas sur les charges à caractère général, simplement pour dire que toutes les prévisions aujourd'hui nous disent que s'il va continuer d'y avoir une hausse de l'inflation des énergies, elle devrait se stabiliser sur un plateau (je ne dis pas qu'elle ne va pas continuer d'augmenter) et que l'inflation va par contre continuer d'être aussi forte que l'année dernière, mais elle va porter sur d'autres choses (les produits manufacturés, l'alimentaire, les matières premières) et que là aussi, il y a une question. Ce qui m'amène à ma deuxième remarque : la subvention que vous avez choisi d'attribuer au CCAS, qui est une subvention uniquement de fonctionnement, c'est-à-dire qui ne prend en compte que l'évolution de la masse salariale, je l'ai dit au ROB, je le redis ici puisque rien n'a bougé, il n'y a pas de prévision vis-à-vis de l'impact que la crise du pouvoir d'achat que connaissent nos concitoyennes et nos concitoyens. Les régularisations de charges arrivent dans les ménages au moment où nous parlons et il y a des gens qui vont venir taper à la porte de l'aide sociale. Or, vous n'avez pas même prévu une enveloppe au-delà du budget de fonctionnement du CCAS normal (en année normale). Évidemment, cela nous interroge, cela nous met très mal, et je pense que c'est une erreur de ne pas prévoir cette crise. Si cet argent venait à ne pas être dépensé, cela voudrait dire que les choisyens n'ont pas subi la crise et nous nous en féliciterions. Mais nous pensons qu'il vaut mieux avoir prévu une crise

que de devoir y réagir dans l'urgence, surtout quand elle est aussi évidente et annoncée que celle-là.

Je ne reviens pas sur le PPI malgré les changements de colonnes, je ne reviens pas sur l'emprunt. Je voulais, cela dit, dire une chose sur la vidéoprotection, comme on aime à l'appeler. Évidemment, il y a un élément qui n'est jamais dit, mais je le mets sur la table, c'est que cette vidéoprotection, qui va se déployer, aussi parce que vous avez mis ce centre de visionnage en direct. Le centre de visionnage en direct est la condition pour pouvoir procéder à la vidéo-verbalisation puisqu'on n'a pas le droit de vidéo-verbaliser sur les images de la veille. Il faut le voir en direct. Ce déploiement de vidéoprotection devrait entraîner mécaniquement, si les agents effectuent leur travail, une hausse de la vidéo-verbalisation. Et donc une hausse des amendes de stationnement et de circulation dans notre ville. De nombreux choisyens, de nombreuses choisyennes d'ores et déjà sentent bien l'impact de la création de la police municipale et du nombre d'amendes qu'ils reçoivent. Alors vous nous direz, ils n'ont qu'à payer et se garer correctement. Soit. Pour autant, et on le sait aujourd'hui, et c'est aussi d'ailleurs un des effets délétères des choix de l'État sur les finances des collectivités territoriales, ce budget forfait post stationnement, ce budget amende devient un élément important malheureusement du financement des collectivités. Or, dans le budget qui nous a été remis, dans la maquette budgétaire, dans la présentation de Madame Francisot, rien ne nous donne le montant global que ces amendes rapportent à la Ville. Le seul élément dont nous disposons, c'est les 100 000 euros qui sont budgétés dans le déploiement de la police municipale et de la vidéoprotection dans le PPI. Je me suis renseigné autour de nous. Pas une ville aujourd'hui qui a mis en place le stationnement payant et qui dispose d'ASVP ou de policiers municipaux ne reçoit moins de 300 à 350 000 euros du biais des amendes. Donc une question simple : n'est-ce pas le cas à Choisy ? Donc vous voyez, j'ai là une question importante d'autant que ce déploiement important l'année prochaine, la finalisation du déploiement de votre vidéoprotection, qui aura un impact de vidéo-verbalisation important, va là aussi faire bouger les lignes.

Tout cela, vous le comprendrez, nous amène à considérer que c'est un budget timoré, immobile, en faux semblants. C'est un budget qui marque la continuité de votre immobilisme. Il ne prend pas la mesure ni de la crise climatique, on a entendu le rapport du GIEC sur l'eau, on sait où on en est sur le climat, on a la question de l'énergie, ni de la crise sociale, je viens de l'évoquer, ni de la crise du logement dans laquelle est plongée notre population. Et enfin, par ce choix d'emprunt que vous faites cette année, dans ces conditions particulières, il obère, s'il était réalisé en l'état, la capacité de notre commune à se projeter vers l'avenir.

Voilà, c'est notre regard sur votre budget. Et à partir de ce regard, évidemment, vous comprendrez bien que nous ne pouvons que voter contre la proposition que vous nous faites.

M. le Maire : Très bien. Merci Monsieur Guillaud-Bataille. Alors j'ai bien entendu ce que vous avez dit. Je vais plutôt dire ce que vous répétez ici depuis que vous avez pris place parmi nous. Et ce n'est pas parce que vous répétez des contre-vérités à chaque Conseil municipal d'une manière assurée, laissant entendre que vous avez examiné les dossiers, que cela devient une vérité. Parce qu'une fois de plus, Monsieur Guillaud-Bataille, vous parlez sans connaître les dossiers et je vais donc me faire un plaisir de vous éclairer, de vous expliquer notamment sur la situation de la DRIHL par exemple, dont vous ignorez tout, mais vraiment tout. Mais cela vous importe peu. Ce qui compte, c'est faire des effets de manche, dire que nous sommes immobiles.

Nous sommes immobiles. Nous avons créé une police municipale en à peine deux ans, là où des communes, de gauche et de droite, s'ingénient à en créer une depuis quatre ou cinq ans. Là où des communes élues en juillet 2020, comme nous, en sont actuellement à trois

policiers municipaux et n'arrivent pas à trouver les budgets pour installer de la vidéosurveillance.

Nous sommes immobiles. Nous sommes immobiles là où on a rajouté 20 % sur le budget de la propreté de cette ville et les choisyens en sont ravis. Parce que, bien sûr, il peut y avoir ici ou là des gens mécontents, la plupart, je les connais, ils n'ont pas voté pour nous, donc ils seront toujours mécontents, vous voyez. Mais la plupart des choisyens et des choisyens reconnaissent les progrès incontestables en propreté, dans un domaine aussi difficile.

Et nous serions donc immobiles, nous immobiles, avec tous les investissements que l'on propose là, alors que nous héritons d'une situation où pendant 30 ans, les principaux investissements dus aux choisyennes et aux choisyens n'ont pas été réalisés. Je parle de la piscine dans une situation effrayante. Effrayante ! Nous sommes allés la chercher derrière les murs. Ce n'est pas réjouissant, je ne sais pas si elle va tenir trois ans. Je parle du stade Léo Lagrange, ce n'est pas réjouissant non plus. Nous travaillons actuellement (nous serions immobiles ?) à construire une nouvelle piscine et un nouveau gymnase.

Nous sommes immobiles ? Nous lançons enfin la réfection des rues. Là aussi, 30 ans de retard. La moitié des rues de notre ville à refaire. Nous sommes immobiles ? Nous sommes immobiles ? On vient de vous l'énoncer, on a encore mis des rues à notre programme. Dans une situation plus que contrainte. Deux ans de Covid ! Plus cette guerre en Ukraine qui fait flamber les prix, vous l'avez dit, dont aucune commune ni aucun élu en France n'est responsable. Et nous serions immobiles ! Et de plus, nous ne nous cachons pas derrière cela parce que pendant tout ce temps, nous travaillons.

Personne dans ma majorité n'est immobile et les résultats, sans doute à par vous, mais c'est normal que vous ne les voyiez pas, les résultats, vous ne voulez pas les voir, ils ne vous intéressent pas, vous n'allez quand même pas nous dire que l'on a très bien travaillé et qu'il y a des progrès dans la ville. Jamais vous ne nous direz cela. Jamais !

Donc, j'écoute ce que vous dites, mais cela ne repose sur rien. Et pourquoi vous ne connaissez pas vos dossiers, Monsieur Guillaud-Bataille ? Parce que la DRIHL nous a joué un tour pendable, cher Monsieur. Parce que la construction des logements, nous l'avons engagée alors que nous étions là depuis à peine deux ans. Vous citez Thiais, il en est à son sixième mandat. Croyez-moi, si je fais six mandats, c'est quatre fois plus que lui que je ferai de logements. Tout est lancé depuis dix ou quinze ans ou vingt ans. Et c'est là où vous ne connaissez pas vos dossiers parce que je vous le dis et je vous le répète, entre le moment où l'on imagine un programme et qu'il se réalise, il faut sept ans. Et vous dites que l'on est immobile. Nous avons très exactement 700 logements lancés. Et nous avons perdu 790 000 euros de primes de la DRIHL uniquement à cause de la préfecture qui a scandaleusement bloqué nos projets. On se demande ce qu'il y a derrière cela. On attend les réponses. On commence à imaginer si ce n'est pas des réponses politiques qu'il y a derrière cela, très sincèrement. Le quartier du Port, c'est la première chose à laquelle nous nous sommes attelés, 380 logements. Tout était déposé, tout allait très bien. Cela doit passer par la préfecture. Il aurait suffi qu'ils acceptent les permis déposés, ils avaient jusqu'au 30 août 2022 pour accepter les crédits. Nous avons déposé les permis au mois de mars, ils avaient largement le temps. Qu'ont-ils fait ? Ils ont botté en touche. Ils ne les ont pas refusés, mais ils ne les ont pas acceptés. À ce jour, nous attendons encore l'explication. Et je vous invite à consulter votre ami communiste, maire de Villejuif, avec qui je travaille sur ce sujet. Parce que voyez-vous, c'est un projet qui est mené avec la SADEV. Et que ce soit lui ou moi, on est consterné par une telle attitude. Et on ne nous a donné aucune raison, sinon une raison complètement vaseuse que, soi-disant, ces logements étaient près d'une ligne de chemin de fer, alors que la ZAC du quartier du Port date d'il y a quinze ans, que toutes les premières constructions ont été faites près des lignes de chemin de fer et que nos logements à nous

sont au bord de la Seine. Non, cela, ils ne l'ont jamais écrit parce que c'est tellement ridicule et j'ai fait remarquer à la préfète que si c'était cela la raison, il n'y aurait donc plus aucune construction possible en Île-de-France, de Melun à Paris, puisque les seuls terrains disponibles, ce sont des friches qui sont près des voies de chemin de fer, à commencer par le projet des Grandes Ardoines de vos amis qui se trouverait amputé de près de la moitié puisque la moitié des logements seraient près de la ligne de chemin de fer.

Donc vous voyez, je veux bien entendre ce que vous dites. Mais venez nous poser des questions, on vous répondra. Donc nous étions mieux engagés que la ville de Thiais, mieux engagés que la ville de L'Haÿ-les-Roses, mais on commence à se demander si l'on n'est pas victime d'une cabale contre Choisy-le-Roi. Peut-être que cela déplaît que nous ayons pris cette ville, enfin que les choisyennes et les choisyens nous ont choisi pour gérer cette ville. Mais je commence à me poser de sérieuses questions. Et nous étions plus que préparés, malgré le fait que c'était notre premier mandat.

Aucune ville, vous entendez, aucune ville autour de nous n'a fait autant que nous lors d'un premier mandat. Personne, quel que soit le domaine, que ce soit la sécurité, la propreté, la construction pour les agents, les agents dont vous dites... Oui, la masse salariale, bien sûr, a augmenté. Il y a les 4 % de revalorisation, dont je me réjouis, pas compensés bien sûr par l'État. Mais il y a surtout notre politique extrêmement sociale, plus qu'avant, Monsieur, plus qu'avant. Ma première décision en tant que maire, c'est que j'ai libéré le passage de grade. Parce qu'ici, c'était honteux : un agent avait un accident de travail, son avancement de grade était bloqué, et cela a eu une répercussion sur la masse salariale, bien sûr. Alors vous parlez du COS, qu'il fallait faire une analyse. Mais elle a été faite, l'analyse, elle a été faite par les agents... Mais comme il a déployé pendant deux heures, je ne peux pas non plus laisser dire... Quand même, il y a des gens qui nous écoutent. Si un jour il faut faire un débat, nous le ferons, je veux quand même dire deux mots là-dessus.

Propos inaudibles

M. le Maire : Mais non, Monsieur Guillaud-Bataille, je m'adresse à tout le monde. D'ailleurs, je m'adresse à mes collègues, aux choisyennes et aux choisyens. Je n'en veux à personne, la parole est libre. Je comprends ce que l'on peut dire, mais j'ai des informations quand même à vous donner. On dit sur des ressentis ou des on-dit. Nous, nous ne faisons qu'écouter la volonté des agents. Contrairement à ce que vous pouvez penser, les agents ont réclamé le CNAS et ils sont très heureux actuellement. Et j'ai estimé qu'il fallait aussi garder une part du COS. Pourquoi ? En symbiose avec l'analyse que j'ai faite, que mon adjoint aux ressources humaines, Vasco, et mes services ont faite pour compléter parce que je voulais que nos agents aient la meilleure offre possible. Le COS n'était pas parfait, le CNAS n'est pas parfait. Donc les agents ont la possibilité de prendre le meilleur dans le CNAS et le meilleur dans le COS. Et ce sont eux qui administrent cela, et non pas une petite bande de syndiqués qui, depuis des années, avaient mis la main là-dessus à des fins pas toujours avouables. Cela, à Choisy-le-Roi, a volé en éclats et des agents qui étaient avec un certain syndicat pour gérer le COS ont ouvert les yeux, s'en sont séparés et ont accepté de gérer le CNAS et se rendent compte des bienfaits du CNAS. Pour preuve, je peux les citer : la CGT, fort marrie d'avoir perdu son bras armé, le COS, a essayé de faire ce que l'on appellerait un coup d'état. Ils ont essayé, par multiples pressions, de remettre la main sur le COS. Que s'est-il passé ? Nous nous en sommes mêlés ? Pas du tout. C'est une association, il y a les statuts, ils ont procédé à un vote qui s'est passé la semaine dernière. On n'a absolument pas mis notre grain de sel là-dedans. La CGT, qui se pensait encore il y a deux ans, trois ans, quatre ans, quand elle faisait ce qu'elle voulait, quand elle faisait croire ce qu'elle voulait, a voulu une fois de plus tromper les agents. Cette fois-ci, ils ne se sont pas laissés faire. Il y a eu un vote massif par rapport aux personnes qui gèrent le COS actuellement, ils en sont contents. Il y a eu 60 voix pour le maintien, 12 contre. Ils sont

repartis la queue entre les jambes avec une gifle qu'ils n'avaient jamais reçue ici. Mieux, les élections professionnelles. Si tel était le cas, si nous étions tellement méchants, tellement... Il y a eu des élections professionnelles. Que nous a-t-on dit ? Vous allez voir ce que vous allez voir, et ceci et cela. Pour la première fois, la CGT a perdu un siège. Elle défendait les positions que vous venez de dire à ce Conseil. Elle disait la même chose. Sans doute, vous devez vous en inspirer. Je m'adresse à vous puisque c'est ce que vous dites, vous parliez des agents à ce niveau-là. Ce n'est pas du tout le même écho que j'ai avec les agents, parce que quand je vais voir les agents, j'écoute attentivement et nous faisons le maximum pour eux et parfois nous disons non. Et ils savent que nous, on ne manipule pas. Quand il faut dire non, nous disons non et quand nous pouvons faire, nous faisons. Et depuis que nous sommes là, nous avons beaucoup fait. Et d'ailleurs, les élections l'ont démontré.

Pour revenir à cette affaire de logement où nous serions immobiles, parlons de l'EPA ORSA : 300 logements bloqués. 350 au quartier du port, 300 à l'EPA ORSA. Et là, je suis désolé, c'est une affaire complexe, l'EPA ORSA, mais je suis obligé, Messieurs-dames de l'ancienne majorité, mais qu'avez-vous fait pendant toutes ces années ? Alors, c'est compliqué parce que c'est un drôle de machin l'EPA ORSA. Mais nous, nous sommes arrivés sans aucun dossier, on ne nous a rien laissé. Pas un dossier, rien. Pas une explication, pas une continuité, pas une note de travail dans l'intérêt des choisyennes et des choisyens. Rien, des tiroirs vides, des armoires vides, tout avait disparu. Nous avons dû tout reconstituer par nous-mêmes et nous nous sommes attaqués à l'EPA ORSA. Nous avons prévu là aussi près de 300 logements. Nous avons travaillé pendant deux ans. Et au moment de déposer le permis, que nous dit l'EPA ORSA, organisme public auquel vous tenez tant ? Alors qu'ils avaient travaillé avec l'ancienne majorité : "Ah oui, mais non, on ne peut pas déposer tout de suite parce que les terrains Frazzi, non, nous ne les avons pas encore acquis." Comment ? On n'entend parler que des îlots Frazzi, Cavers et autres où doivent être construits ces logements et à aucun moment, on ne me dit que l'EPA ORSA ne s'est pas rendu propriétaire de ces parcelles. Deux ans de travail foutu par terre. Vous voyez, je ne vous en veux pas, mais quand même, avant d'affirmer des vérités et des contre-vérités comme vous venez de le faire, que nous ne sommes pas à la hauteur. Nous avons été plus qu'au rendez-vous. Quelle équipe qui démarre aurait pu lancer, mettre au point 600 logements d'un coût bloqué par l'administration ? Un, par la défaillance de l'EPA ORSA, deux, par l'opacité, on ne sait pas pourquoi et parlez-en à Monsieur le maire de Villejuif, parce que tous les deux nous sommes dans le même bateau, c'est un programme SADEV. Et nous avons les mêmes interrogations, et nous étions éligibles à cette fameuse prime de la DRIHL, 790 000 euros qui, grâce à notre travail, grâce au travail de la direction des élus, de mon premier adjoint à l'urbanisme, de moi-même, de tous les autres élus, nous avons obtenus de haute lutte. Oui, c'est exact, c'est scandaleux ! Les villes autour de nous l'ont eue. Et nous, qui avons un programme bien plus important et avec un nombre de logements supérieur, on nous l'a fait perdre. Ces 790 000 euros se sont ajoutés effectivement aux difficultés de bâtir un budget, mais nous les avons surmontées.

Alors je veux bien que l'on soit en désaccord sur notre volonté politique, sur ce que nous voulons faire pour la Ville. Que vous ayez d'autres orientations, très bien, c'est le jeu de la démocratie, mais s'il vous plaît, n'affirmez pas des choses infondées. Je suis prêt à vous donner tous les documents et les informations qui vous permettront d'être contre notre programme si vous le voulez, mais au moins de connaître la réalité factuelle des choses. Et c'est grave ce qui s'est passé pour notre ville. C'est grave parce que ce sont les choisyennes et les choisyens qui en payent le prix parce qu'ils avaient besoin de ces logements.

Ensuite, vous revenez sur le fait que nous allons emprunter au moment où les taux s'envolent. Cette bonne blague ! Mais qu'est-ce que vous nous conseillez de faire, M. Guillaud-Bataille ? On n'emprunte pas ? On ne fait rien ? Nous sommes arrivés en juillet 2020. Quinze jours après, on va voir la Banque des Territoires et on va leur dire : "Ben voilà,

donnez-nous 10 millions, 5 millions, 15 millions.” Non, cela ne marche pas comme ça. Je vous l'ai dit lors du précédent Conseil, on ne peut emprunter que sur des projets. Lorsque nous sommes arrivés en juillet 2020, nous avions des projets, si vous voulez, c'était notre programme, mais matériellement, ils n'étaient pas réalisés, il faut les monter. Et donc, c'est ce que nous avons fait. Et maintenant qu'ils arrivent à maturation, nous allons donc emprunter pour qu'ils se réalisent. Et toutes les communes de France en ce moment, et notre Territoire qui est de votre tendance, qui est de gauche, auquel j'appartiens, non pas à la gauche, mais au Territoire, emprunte au même taux que va emprunter la ville de Choisy-le-Roi. Ce n'est pas nous qui avons demandé que les taux augmentent, parce qu'il faut bien réaliser notre programme. Voilà. Mais d'ici là, je vous rassure, lorsque nous en serons à notre troisième mandat, nous aurons fait bien plus de logements et de choses et d'équipements que les villes autour de nous. Croyez-moi, vous ne pourrez pas dire le contraire. Nous allons emprunter. Il le faut pour le bien de notre ville, pour réaliser tout ce qui est mentionné ici.

Lorsque vous dites que nous sommes immobiles mais enfin, vous avez lu la liste des investissements que la précédente municipalité n'a pas faits ? Je le dis sans méchanceté, c'est une réalité. Et nous devons, nous, corriger tout cela maintenant, et nous allons le faire et nous sommes bien partis pour.

Alors de nouveau, la police municipale. Mais les agents de la Ville sont libres de se faire embaucher et de demander une mutation interne pour devenir policier municipal, ils auront le même salaire que les collègues de la police municipale. Vous savez, on vient de perdre trois policiers municipaux parce qu'ils ont eu une meilleure offre ailleurs. On n'a pas suivi. Il y a des limites, il y a des limites. Mais actuellement, un policier municipal, le salaire, c'est tant. Sinon on n'en a pas. Et s'il y a une volonté forte affirmée aujourd'hui dans toutes les villes, de gauche et de droite, des citoyens, c'est un droit parce que c'est un droit à la sécurité. Et je suis désolé. Ils nous ont demandé de créer une police municipale et de la vidéoprotection. Alors vous nous dites que les choisyens voient qu'ils ont des contraventions. Mais venez aux réunions de quartier. Souvent vous avez une personne qui va dire : “J'ai reçu une contravention”, et l'autre à côté qui va dire : “Mais non, la police municipale ne fait rien, elle ne met pas assez de contraventions.” Je leur ai dit : “Accordez vos violons !” Qu'est-ce que l'on doit faire ? Donc, est-ce que c'est un début de votre programme ? Vous allez supprimer la police municipale ? Vous allez embaucher des agents alors qu'en lissé, sur l'année on est à 1 200 et une commune comme la nôtre, le grand plafond, c'est 800. Je ne dis pas que les agents ne font rien. Je découvre des agents très investis dans notre commune, je les remercie et ils savent que je suis sincère. Mais embaucher plus que ce que nous faisons en ce moment, ce n'est pas possible. Là, l'équation, c'est le mur. Et au Territoire, qui sont de votre tendance, ils ont le même souci, amplifié. D'ailleurs, cette réforme des territoires et je crois que nous sommes d'accord là-dessus, ce n'est quand même pas normal d'avoir des strates supplémentaires, territoires et métropoles, ce qui devait amener des économies d'échelle, ce qui devait nous permettre d'avoir moins d'agents. Or, nous avons le même nombre d'agents qu'avant, nous n'avons pas d'économies et nous avons un plus mauvais service. Au moins, là-dessus, nous sommes d'accord. Et moi, je milite pour supprimer le Territoire et la Métropole. Donc là, nous récupérerons des agents et je suis sûr que nous nous rendrons un meilleur service aux choisyennes et aux choisyens. Ça, c'est ma position.

Alors les Navigateurs. Oui, vous nous dites que nous avons mis 11 millions d'euros et qu'on ne l'a pas fait. Mais ce sont les vicissitudes de toutes les villes et de l'ancienne majorité, ce que je comprenais très bien. Et pourquoi on ne l'a pas fait ? Mais là encore, on hérite d'une situation aux Navigateurs où il était prévu de faire un centre socioculturel, et là aussi, vous ignorez ce dossier. Vous n'étiez pas là, mais vous pourriez vous renseigner, vous dire : “Tiens, je vais les attaquer là-dessus”, au moins, plutôt que d'avoir l'avis des gens qui veulent nous déstabiliser, venez me voir, je vous assure, je vous donnerai toutes les

informations. Il se trouve qu'un centre socioculturel avait été budgétisé par l'ancienne majorité où ils se sont complètement plantés. Et je ne leur en veux pas parce qu'ils ont peut-être été victimes de mauvais conseils, vous savez, les fameux bureaux d'études. Malheureusement, Monsieur Guillaud-Bataille, ils sont incontournables, nous sommes obligés pour monter nos dossiers d'avoir référence à eux. Donc nous partons pour ce centre socioculturel qui devait coûter 12 millions d'euros, nous faisons les études, on reçoit les devis et vous savez quoi ? Au lieu de 12 millions, on nous annonce 19 millions. Qu'est-ce que vous auriez fait, Monsieur Guillaud-Bataille ? Nous allions dépenser 19 millions là où étaient budgétés 12 millions ? On a été obligé de ne pas le faire tout de suite, de refaire des études pour qu'ils cadrent aux 12 millions, voire 13 ou 14, mais pas 19. Et donc effectivement, ces 11 millions n'ont pas été utilisés. Et cela arrive dans toutes les villes. Et ce n'est pas parce qu'on est immobile, au contraire. Nous étions allés très vite, là aussi.

Nous sommes très actifs et on le voit dans la Ville. Et vous allez le voir bientôt avec ce centre d'imagerie médicale qui sera le plus grand d'Île-de-France, dont les choisyennes et les choisyens vont pouvoir bénéficier. Oui ! Vous savez, il s'agit tout simplement, nous qui sommes immobiles, de ce qu'on appelle les coques Orix qui appartenaient à la Ville. Oui, mais cela compte. Vous me dites qu'on est immobile. Nous avons simplement débloqué une situation sur laquelle deux maires s'étaient cassé les dents avec l'EPA ORSA et cela depuis douze ans. Là, c'était immobile, il ne se passait rien. C'était à nous, les coques Orix ! Et la Ville ne pouvait rien en faire. Parce qu'il y avait un syndic qui bloquait, on ne passait pas chez le notaire, etc. Pendant mes deux ans de premier mandat, je me suis battu et là, personnellement, avec les dents, je suis allé chercher la signature chez le notaire. En deux ans, j'ai débloqué une situation qui était bloquée depuis dix ans, et c'est ce qui va permettre maintenant aux choisyens d'avoir le plus beau centre d'imagerie médicale d'Île-de-France.

Nous sommes immobiles ? Je ne le pense pas. Et les choisyennes et les choisyens ne le pensent pas non plus, ils nous le disent bien lorsqu'on se promène dans la rue. Mais qu'il y ait des différences de programmes entre nous, très bien. D'ailleurs, on commence à comprendre quel sera votre programme : plus de police municipale, on va embaucher... Voilà...

Propos inaudibles

M. le Maire : À partir du moment où vous dites que c'est trop cher, que l'on a eu tort de le faire, que cela vous dérange et tout, la solution, ce serait de la supprimer. Il faut être cohérent. La solution, ce serait de la supprimer.

Propos inaudibles

M. le Maire : Alors si vous me donnez... Alors vous savez, ce que je vais vous proposer pour vous mettre un pied à l'étrier, si un jour, après tout ne sait-on jamais, si un jour vous nous remplacez, je suis prêt à vous former, Monsieur Guillaud-Bataille. On peut travailler ensemble. Écoutez, venez avec moi et dites-moi...

Propos inaudibles

M. le Maire : Écoutez, je subis quand même des attaques où vous n'y allez parfois pas de main morte, y compris surtout dans les tracts, excusez-moi, mais quand même, Monsieur Guillaud-Bataille.

Propos inaudibles

M. le Maire : Parti communiste, NUPES, ce n'est pas vous ? Là, il s'agit des affaires de la Ville. Non, je ne suis pas énervé. Je vous dis simplement... Non, parce que cette histoire des salaires de la police municipale, cela commence à bien faire. Si quiconque ici m'explique et me dit comment faire pour embaucher un policier municipal en dessous du salaire qu'octroie Choisy-le-Roi qui est déjà en dessous de certains salaires que présentent certaines villes, parce que des gens ont fait le choix de venir à Choisy-le-Roi alors qu'ils avaient une proposition financière encore plus importante dans d'autres villes, notamment notre responsable, Monsieur Rachid Benatta, que je remercie, qui a eu une offre extrêmement importante de la part de la Mairie de Paris et qui a préféré rester chez nous. En aucun cas, nous n'aurions pu nous aligner de toute façon. Donc, si quelqu'un sait comment nous faire embaucher des policiers municipaux bien en dessous du salaire que nous proposons actuellement, nous sommes preneurs. Nous sommes preneurs.

Mais en fait, comme vous l'avez fait souvent, Monsieur Guillaud-Bataille, c'était plus un trait d'humour que de la condescendance. Je vous respecte, il n'y a aucun souci. D'ailleurs, nous avons certaines positions que nous pouvons avoir en commun, il y a des choses... notamment par exemple avec Monsieur Roussel. En ce moment, je partage beaucoup de choses avec Monsieur Roussel, vous voyez, donc tout n'est pas impossible, notamment sur le monde du travail, il m'enchanté lorsque je l'entends parler comme cela. Mais il n'est pas mal par rapport à certains.

À moins que j'aie oublié de répondre à quelque chose, mais non, moi, je veux remercier tous mes élus, je veux remercier la direction générale, la direction financière, parce qu'effectivement, boucler un budget en 2023, quelle que soit la collectivité, si l'on ne travaille pas beaucoup, si l'on reste les deux pieds dans le même sabot et si l'on n'est pas imaginatif, c'est pratiquement impossible aujourd'hui de boucler un budget. Il n'y a qu'à voir notre Territoire à qui, il y a encore quinze jours, il manquait 3 millions d'euros pour boucler le budget. Je n'invente rien. Ils ont d'ailleurs fait des propositions aux villes que nous avons dû refuser puisque nous payons le FCCT et ils projetaient de nous l'augmenter encore pour boucler leur budget, ce que nous avons refusé.

Donc je crois que j'ai tout dit sur le CNAS, le COS, enfin je crois que l'on va encore discuter de plein de choses. Mais alors, vous voulez apporter des précisions ? Madame Francisot voulait apporter des précisions. Ensuite, on peut peut-être voter ? Monsieur Aoummis ? Allez-y.

M. Aoummis : Si d'autres groupes ne veulent pas prendre la parole, c'est juste pour une précision à méditer. Vous êtes le maire de tous les choisyens, de ceux qui ont voté pour vous, de ceux qui ont voté pour d'autres listes, mais aussi pour les 60 % de choisyens qui n'ont pas voté. Donc le raisonnement de dire : "Ceux qui ont voté pour moi et ceux qui..." non, car vous êtes le maire aujourd'hui, vous êtes installé là où vous êtes. Vous l'avez dit au début de vos propos, ceux qui disent que tout va mal ce sont ceux qui n'ont pas voté pour moi.

M. le Maire : Ah non, mais cela, c'est autre chose.

M. Aoummis : C'est ce que vous avez dit.

M. le Maire : Cela ne veut pas dire que je ne suis pas leur maire. Je suis d'accord avec vous.

M. Aoummis : Vous êtes le maire de tous les choisyens, y compris des 60 % des gens qui n'ont pas voté.

M. le Maire : Je reçois tous les samedis des choisyens qui n'ont pas voté pour moi et je m'occupe de leurs dossiers. Mais le fait de dire que très souvent que je constate que ce sont des gens qui n'ont pas voté pour nous qui ont les critiques les plus véhémentes, cela ne veut pas dire que je refuserais. Là, on ne parle pas de la même chose, Monsieur Aoummis, moi, je suis d'accord avec ce que vous dites. J'ai eu mon exemple tout à l'heure à midi. Lors de la présentation du SIRESCO, il y a une dame qui s'est levée, qui m'a dit que je ne représentais rien, sans aucune raison, parce que le débat était très courtois, etc. Voilà, c'est ce genre de personnes. Mais bon, je sais très précisément puisque je la connais, puisque j'habite cette ville depuis 60 ans comme vous, vous connaissez beaucoup de monde aussi, je sais pourquoi elle a dit cela, mais cela ne veut pas dire que si un jour elle a un problème ou quoi que ce soit, nous allons nous occuper d'elle. Bien sûr. Encore samedi, j'ai reçu deux personnes qui, je sais très bien car on se connaît depuis longtemps, n'ont pas voté pour moi et cela, je m'en fiche. On va voir avec mon adjoint Fred Druart, c'était un problème de logement, comment on peut faire pour faire avancer son dossier parce qu'elle a une situation qui se dégrade fortement, qui risque de la mettre en danger et là on va voir ce que l'on peut faire. Je souscris totalement, bien sûr. Et j'ai autant de plaisir à discuter avec des gens qui n'ont pas voté pour moi que des gens qui ont voté. Il y a un temps pour tout, il y a les élections, après on doit s'occuper de la Ville.

Propos inaudibles

M. le Maire : Ils n'ont pas voté pour vous non plus. Pour le coup, je suis désolé. Je crois que quand même, on a fait un score très important et très bien. C'est tout. Cela ne veut pas dire par ailleurs... Il y a des gens qui ne votent pas, mais qui apprécient notre travail. C'est ça, cela ne veut rien dire. Vous savez, il y a une masse silencieuse qui ne se fait pas entendre, mais ce serait intéressant effectivement d'essayer de savoir ce qu'ils pensent vraiment. Mais bon, écoutez de toute façon la démocratie, les gens s'expriment, ils votent pour qui ils veulent.

Comme je dis, il y a un temps pour les votes, il y a un temps pour s'occuper de la gestion de la Ville. Et je partage volontiers avec vous et j'accepte nos désaccords quand il y a des désaccords, il n'y a pas de souci. Mais ce que je voulais dire, je ne peux pas laisser passer des choses qui sont fausses, notamment cette histoire de la DRIHL qui nous a coûté 790 000 euros alors que nous avons tout fait. Nous sommes dans les clous. Vous voyez quand on parle de travailler pour l'intérêt général, y compris avec le maire de Villejuif qui est président de la SADEV puisque c'est l'aménageur. Alors après, il y a l'opérateur qui est BNP Paribas Immobilier, il y a le maire, tout cela, on est dans le même bateau et on n'arrive toujours pas à savoir le fin mot de l'histoire. Résultat, 790 000 euros perdus pour la Ville, ce qui est une injustice complète. D'ailleurs, je me réserve, une fois que cette affaire est réglée, je me réserve peut-être le fait d'aller demander des explications au tribunal administratif parce que c'est trop gros, ce que l'on nous a fait. C'est trop gros. Qu'ils refusent par exemple un permis, OK, mais qu'ils en donnent la raison. Là, ce qui est ubuesque, c'est qu'ils n'ont ni refusé ni accepté. En revanche, le temps a passé et comme fin août nous n'avions pas l'acceptation parce que c'était cela la condition, ce n'est pas de réaliser les logements, c'était d'avoir les permis acceptés. Comme les permis n'ont pas été acceptés, nous avons été la ville qui avait le programme le plus important et qui n'a rien eu de la DRIHL. Il y a quand même de quoi là, pour le coup, vraiment se mettre en colère.

Madame Francisot voulait apporter des précisions.

Mme Francisot : Deux précisions sur deux questions que vous avez évoquées. D'abord la subvention CCAS. Effectivement, elle a évolué. Elle avait diminué ces dernières années parce qu'il fallait reprendre des excédents qui existaient. Cela avait déjà été fait avant et cela a été fait. Cette année, cela a évolué, mais elle n'a pas évolué qu'en raison de l'évolution de

la masse salariale en fait, elle a évolué parce qu'il y a aussi d'autres choses, il y a des contrats de prestations, le coût des matières premières, de l'énergie aussi, qui évoluent. Et cela ne veut pas dire non plus, c'est un budget primitif, cela ne veut pas dire que le montant de la subvention allouée au CCAS, si elle est nécessaire, ne peut pas évoluer en cours d'année. Donc, il n'y a pas de raison aujourd'hui de s'affoler, le CCAS comme depuis quelques années, bien que l'on ait réussi à réduire cet excédent, cela veut dire que les choses repartent malheureusement, mais que le CCAS fonctionne bien. On a bien réussi à réduire cet excédent. Il reste encore un tout petit excédent que nous avons laissé. Cette année, nous avons décidé de ne pas en tenir compte, justement compte tenu du contexte social, pour pouvoir appuyer de plus en plus de choisyens.

Sur la question des recettes aux amendes, encore une fois, vous vous trompez. Les recettes des amendes que vous voyez sur la notice ne correspondent pas au forfait post stationnement qui est donné au choisyen mal stationné ou qui n'a pas réglé son stationnement. Cela correspond aux amendes que perçoit l'État qui redistribue cet argent dans les départements selon la façon dont il décide. Le FPS que nous collectons est au niveau du chapitre des recettes à caractère général, il me semble, et cela représente une somme assez ridicule. Donc on ne se basera pas sur des recettes de FPS pour faire notre budget.

Enfin, vous parlez de l'emprunt et je crois qu'à cette question, Monsieur le Maire a déjà répondu au dernier Conseil, on n'emprunte pas pour faire de la trésorerie. On ne fait pas d'emprunts d'avance dans une collectivité, dans le secteur public. Donc c'est la raison pour laquelle nous sommes forcés de faire des emprunts quand on en a besoin. Et malheureusement, oui, les taux ont augmenté, mais ce n'est pas de notre fait. Mais on ne peut pas rester à ne rien faire parce que les taux ont évolué.

Voilà, je vous remercie.

M. le Maire : Peut-on procéder au vote ou y a-t-il de dernières observations ? Non, je n'en vois pas. Très bien. Y a-t-il des votes contre ? 6 ? D'accord. Très bien, merci. Des abstentions ? Une abstention. Très bien. Et les votes pour ? Le reste pour. Bien, merci.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence,

Se sont abstenus :

HUTIN Sébastien,

La délibération n°9 est adoptée à la majorité.

M. le Maire : Bon écoutez, si à un moment j'ai pu paraître... Comment avez-vous dit ? Bon, je veux bien m'en excuser. Ce n'était pas le but pour moi, c'était un trait d'humour, ce n'était pas de la condescendance. Je n'ai de condescendance envers personne. Je nous situe tous au même niveau. Il se trouve que j'ai effectivement les responsabilités de maire, comme l'a rappelé M. Aoummis, de toutes les choisyennes et les choisyens et je fais de mon mieux dans ce sens pour tout le monde. Voilà.

→ 10. Vote du budget primitif - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings

M. le Maire : Madame Francisot.

Mme Francisot : Je serai beaucoup plus rapide cette fois-ci. Donc, nous équilibrons la section de fonctionnement du budget des parkings à 1,4 million d'euros. La plus forte progression des dépenses étant celle à caractère général qui évolue de 36,94 %, en raison notamment de l'accent mis sur les prestations de nettoyage des parkings. Le détail des dépenses d'exploitation se trouve en page 12 de la maquette budgétaire.

Comme dit dans la délibération précédente, la subvention de la Ville reste stable à 359 000 euros avant reprise de l'excédent. Le détail des recettes d'exploitation se trouve en page 14 de la maquette budgétaire. La section d'investissement du budget des parkings s'équilibre à 429 000 euros et vous retrouverez le détail des dépenses et recettes d'investissement en pages 15 et 16 de la maquette budgétaire.

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur le budget annexe des parkings ? Vous savez que l'on n'aura plus le droit d'abonder le déficit. Je vous informe que, bien sûr, nous n'avons pas le choix. Comme pratiquement toutes les villes, nous travaillons sur une DSP parce que si l'on ne peut plus abonder, je ne vois pas comment on peut faire. La Cour des comptes qui reviendra contrôler ces observations si nous avons pris... Comme vous le savez, lorsqu'ils émettent des observations, ils viennent contrôler que nous avons bien pris les décisions nécessaires. Donc, on nous avait accordé un délai d'un an ou deux ans. Mais il faut que là, en fin d'année, il y ait un appel d'offres. Bien sûr, il va falloir que cela aboutisse. Voilà.

Alors s'il n'y a pas d'observations, y a-t-il des votes contre le budget annexe des parkings ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET

Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ 11. Cession de matériel inutilisé de la cuisine centrale située 1 rue Robert Péary suite à la sortie de la commune du Syndicat Intercommunal pour la Restauration Collective (SIRESCO)

M. le Maire : Madame Francisot.

Mme Francisot : À la suite de sa sortie du SIRESCO, du matériel reste entreposé dans les locaux de la cuisine municipale. Soucieuse de lutter contre le gaspillage, de favoriser le réemploi de matériel encore en bon état et d'effectuer une gestion des deniers publics, il est proposé d'une part, de faire appel aux services municipaux afin qu'ils récupèrent le matériel qu'ils jugeraient nécessaire à leur activité. Pour exemple, une trancheuse est déjà partie dans le centre de vacances de Morillon.

Il est proposé aussi de céder au SIRESCO une liste de matériels établie contradictoirement pour un montant de 58 000 euros. Il s'agit de matériel que le SIRESCO a souhaité récupérer pour réutiliser sur certains sites et du matériel plus ancien repris pour les pièces détachées qui peuvent être difficiles à trouver au regard de l'ancienneté des machines. Les matériels vendus au SIRESCO sont une machine à laver la vaisselle à capot, une thermoscelleuse Duotrack et tout ce qui l'accompagne, scelleuse, couteaux plastiques, sous-plaques de chauffe, imprimantes et autres périphériques pour ce type d'outil, un lave-cagettes, une sauteuse basculante, une table mobile avec étagères basses et pour l'utilisation des pièces détachées deux chariots Variomobil de sauteuse, une sauteuse basculante électrique.

Il est enfin proposé de mettre en vente le reste du matériel, notamment sur un site de courtage de vente aux enchères en ligne ou en direct auprès d'autres acquéreurs potentiels. Il s'agit de matériels de cuisine, hottes, balances, marmites, combinés mixeurs, chariots, cuvier, cellules de refroidissement, étagères, coupe-légumes, trancheurs ou faux, armoires de rangement, et cetera, que les services n'auraient pas choisi de conserver. Voilà.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Madame Després.

Mme Després : Oui, comme nous l'avons dit à la commission des finances, même si Madame Francisot vient de faire un état du matériel restant, nous nous abstiendrons sur cette délibération parce que nous n'avons pas exactement le matériel restant et nous en avons besoin pour voter de manière adéquate.

M. le Maire : Vous n'avez pas quoi ? Excusez-moi.

Mme Després : La liste du matériel restant.

M. le Maire : La liste du matériel restant.

Mme Després : Oui. Nous avons demandé. Nous l'avons demandé à la commission de finances et nous ne l'avons pas. Donc on s'abstiendra.

M. le Maire : Alors, je ne l'ai pas là, mais on peut vous la donner. Je n'ai pas la liste exacte. Ce qui s'est passé, c'est qu'il y a une partie du matériel dont nous avons besoin, par exemple pour le centre de vacances. Comme cela a été dit, nous l'avons expédié au centre de vacances. Il y a une partie du matériel que le SIRESCO nous a demandé si l'on voulait bien le revendre, comme nous n'en avons pas besoin et qu'eux en avaient un besoin, nous avons accepté et nous nous sommes mis d'accord sur le matériel vendu. Et il y a du matériel restant dont le SIRESCO n'a pas besoin et nos services de la Ville non plus. Donc ceux-ci, on va essayer de les vendre à des professionnels, vous savez, qui vendent du matériel d'occasion. On pourra vous donner la liste. Je voudrais quand même vous dire qu'on a été victime d'une drôle d'aventure. Le SIRESCO s'est quand même permis de venir enlever la totalité du matériel de la cuisine qui ne lui appartenait pas, de l'emmener dans ses cuisines. C'est quand même de drôles de procédés et nous avons dû envoyer une lettre recommandée où je leur ai demandé de restituer ce matériel sous 48 heures, sinon je portais plainte pour vol. Je tiens quand même à ce que cela se sache, ces procédés, quand même. Pour autant, nous avons quand même accepté après de leur vendre le matériel dont ils estimaient avoir besoin. J'étais quand même abasourdi lorsque j'ai appris cela.

Mais bon, on comprend si vous vous absteniez, on pourra quand même vous donner la liste du matériel qui reste, entre celui qui a été vendu et celui que nous gardons. À ce moment-là, il faudra le détruire, je ne sais pas.

Voilà. Il y a des observations ou l'on passe au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Très bien, cinq, six abstentions. Les votes pour. Bien. Merci.

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence

La délibération n°11 est adoptée à la majorité.

→ 12. Mise en place d'un tarif pour l'achat d'un café au sein du self municipal

M. le Maire : Pourquoi un café ? Ce sont déjà des restrictions budgétaires ? Un seul café ? D'accord. C'est Madame Francisot qui présente cela.

Mme Francisot : C'est toujours moi. C'est la dernière pour ce soir. Donc, avec la mise en place du nouveau marché de restauration, on a voulu rendre l'heure du déjeuner un peu plus

sympa pour nos agents, un peu plus agréable, en leur proposant un café de meilleure qualité que ce qu'ils trouveraient dans nos machines qui existent déjà. Et simplement, comme cette tarification n'existait pas, il est donc proposé à un montant de 0,50 euro pour qu'ils puissent s'acheter un café Richard. C'est le même prix qui est aujourd'hui pratiqué dans les machines, par exemple, dans le hall de la mairie. Voilà.

M. le Maire : Très bien. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Bon puisque l'on est dans le café, les cuisines, etc., et qu'il y en a qui mangent déjà, en fait, on m'a appris que c'est le début du ramadan. Nous avons sur notre territoire, bien sûr, des amis musulmans à qui nous souhaitons de passer un bon ramadan, comme nous souhaitons à toutes les fêtes qu'il y a, quelles que soient les origines, la culture, de passer de bonnes fêtes. Parce qu'une chose dont je suis fier dans notre ville, c'est que pour l'instant, nous avons près de 22 nationalités différentes, que les choses se passent bien dans le respect de chacun et chacune et des cultures, et que nous tous et vous aussi, j'en suis convaincu, nous faisons le maximum pour que ce soit ainsi. C'est une des raisons pour lesquelles je m'oblige à faire, peut-être pas tous les mariages, mais presque, des adjoints m'en veulent parce que je tiens à leur passer le message de ce qui nous permet de vivre côte à côte, ce sont les lois de la République et c'est grâce à cela que l'on peut vivre ensemble dans le respect de chacun et de chacune. Et c'est important parce que célébrer un mariage, c'est aussi un acte républicain, il se passe dans ma commune et pour moi, ce n'est pas anodin. Je me permets ce petit aparté. Et donc bon ramadan à nos amis musulmans. Ils auront sans doute du café.

Il faut voter le café ? Bon, d'accord. Y a-t-il des votes contre ? Oui ?

Mme Brulant : Est-ce que le café sera proposé également aux personnes qui viennent déjeuner au self ? Les seniors notamment. Comme tu ne parlais tout à l'heure que des agents...

M. le Maire : J'étais ce midi là-bas. Le café, c'est pour tout le monde. À partir du moment où ils ont leur repas, le café, c'est pour les agents et les seniors. En l'occurrence, il y avait du café pour tout le monde.

Mme Francisot : Il deviendra payant à partir du 1^{er} avril.

M. le Maire : Au passage, les seniors étaient ravis du repas puisque j'y étais moi-même, j'ai goûté, c'était bon. Les seniors et les agents m'ont dit : "Avant, on ne venait pas tout le temps..." Et maintenant, il y en a qui m'ont dit : "On vient tous les jours." J'y étais ce midi. Je peux vous présenter les agents qui ont dit cela.

Allez, on va passer au point suivant. On n'a pas encore voté ce café ! Je ne pensais pas que ce serait aussi dur, cette délibération. Alors y a-t-il des votes contre le café ? Non. Des abstentions ? Non, alors c'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN

Canan, MARQUES Henrike, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

DIC

→ 13. Présentation nouvelle instance vie associative dénommée CVAC - Conseil de la Vie Associative de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Monsieur Matthias, va nous l'expliquer, mais ce n'est pas nous qui avons choisi ce nom. Donc je vous donne la parole, Monsieur Fondeneige.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues, bonsoir chers choisyennes et chers choisyens qui nous écoutent. J'ai donc l'honneur aujourd'hui, je dis bien l'honneur, de vous présenter au vote le résultat d'un travail qui a été lancé en septembre 2020, qui a, bien sûr, au vu des conditions sanitaires nous empêchant de nous réunir, pris plus de temps que nous l'aurions souhaité.

Un travail qui visait à revoir l'instance de représentativité de la vie associative, c'est-à-dire de reconstruire une nouvelle entité, une nouvelle instance en remplacement du CLVA. Cette instance sera un organe consultatif, un lieu de réflexion et de conseil formulant des propositions. Son objectif principal est d'offrir à l'ensemble du monde associatif un outil démocratique de réflexion et de débat.

Durant l'année 2022, nous avons mené une concertation auprès des associations ainsi que plusieurs réunions de travail. Le but étant de mettre en place et d'impliquer et coconstruire avec les associations et avec les bénévoles du monde associatif, pour que nous puissions arriver à un texte et à une instance qui conviennent au plus grand nombre. Je précise que cette instance est ouverte aux associations de type loi 1901. À la suite de la consultation, la dernière consultation qui s'est terminée sous peu, le nom de cette instance qui a été retenu parmi plusieurs noms qui avaient été proposés, est donc, comme nous l'a dit Monsieur le Maire, CVAC, le Conseil de la vie associative de Choisy-le-Roi. Nous avons eu une première concertation en 2021 qui s'est d'abord faite sous forme de formulaire, et dont l'objectif était de connaître un peu le sentiment et le niveau de connaissance des associations sur la précédente instance, c'est-à-dire le CLVA, et d'identifier leurs attentes quant à la création d'une nouvelle instance. Cela a été fait en ligne sur la base des listings existant au service associations et en version papier également, qui était disponible à la Maison des associations. Les résultats ont ensuite été présentés à l'ensemble du tissu associatif choisyen le 24 mai 2022, suivi d'une session de questions-réponses autour du projet. Nous avons par la suite organisé six séances de travail avec les associations qui duraient de 2 h à 2 h 30. L'ensemble des associations recevait en amont un courriel les informant de la thématique future abordée et des documents servant de base de travail. Les réunions ont eu lieu le mardi, le jeudi ou le samedi matin, le but étant que le plus de personnes puissent venir en ne figeant pas qu'une seule soirée ou qu'une seule matinée dans la semaine pour tout le travail puisque, comme vous le savez, les personnes qui sont dans l'associatif, bien sûr, font de l'associatif sur leur temps libre. Et les activités des associations ont lieu toute la semaine.

Je ne vais pas vous détailler les différentes réunions que nous avons eues, vous les avez dans la notice, qui pourra vous redonner le travail fait et les thèmes que nous avons évoqués et travaillés tous ensemble. Vous aurez également aussi le détail de la concertation concernant le nom.

Voilà donc en ce qui concerne l'instance, le calendrier, c'est bien évidemment aujourd'hui le vote de cette nouvelle instance. Ensuite, de fin mars jusqu'au 28 avril, si bien sûr ce texte est adopté ce soir, nous aurons la présentation et la désignation des candidats et candidates par les associations. Une période de vote pour désigner les nouveaux et nouvelles membres de l'instance du 2 au 13 mai. Le 13 mai, il y aura une clôture, le dépouillement et la désignation des 14 membres. Et en mai-juin, nous aurons la désignation de la présidence et de la vice-présidence de l'instance par les membres élus et la mise en place de la première réunion de l'instance.

Je vous remercie pour votre attention. Monsieur le Maire, si vous permettez, je souhaiterais, un petit oubli, remercier le service DLC qui a suivi le portage de cette instance, de ce travail, ainsi que toutes les personnes qui ont participé au nom de leurs associations lors des différentes réunions par les consultations et qui nous ont amené énormément d'éléments et énormément de réflexions.

M. le Maire : Merci Monsieur Fondeneige. Y a-t-il des observations ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Oui, Monsieur le Maire. Monsieur l' élu à la vie associative. Un petit retour en arrière pour apporter un éclairage. L'idée d'un conseil local de la vie associative, CLVA, instance représentative de la vie associative à Choisy, a été lancée en 2014. Un groupe participatif a travaillé pendant un an sur ce projet pour élaborer un projet consensuel de charte, des relations partenariales, des engagements réciproques entre la Ville et le monde associatif local. La charte fut adoptée par le Conseil municipal le 30 septembre 2015.

Cette instance a prévu des groupes sectoriels réunissant des représentants des sept secteurs associatifs que vous devez connaître : les migrants, solidarité internationale ; cultures, mémoires, anciens combattants ; logement, cadre de vie, environnement ; loisirs, animation locale ; bien être, santé, handicap ; éducation, prévention, formation, insertion ; droits fondamentaux, action sociale. Chacun des groupes sectoriels, pilotés par deux membres associatifs du CLVA, avait pour objet d'analyser les besoins spécifiques des associations du secteur, d'en référer au CLVA, afin de créer les conditions de mutualisation des expériences et de se doter de moyens pour bâtir des projets en commun.

Dans ce que vous présentez devant nous aujourd'hui, vous dupliquez le principe représentatif. Et cela, ce n'est pas grave en soi. Ce qui m'interpelle personnellement, c'est que l'on ne voit guère où réside ce que vous appelez redynamisation du tissu associatif choisyen. Hormis le changement de nom et quelques principes vagues tels que l'indépendance, l'autonomie, rien n'est dit sur ce que sera la vie associative post Covid, avec une moindre implication des associations, avec un vieillissement des responsables bénévoles, on le constate au quotidien, avec la baisse des subventions publiques, avec les nouveaux enjeux du vivre ensemble, avec les crispations sociales, avec les difficultés liées au contexte institutionnel, avec des interrogations sur la participation des gens qui ne s'engagent plus comme avant, etc. Vous voyez que les enjeux d'avenir sont multiples et ardues. Ce que vous proposez demeure des objectifs vagues. Ce sont des généralités pieuses.

Ma question, mes deux questions : quelle valeur ajoutée apportez-vous à travers cette instance ? Quelles perspectives tracez-vous à travers cette nouvelle instance ?

Merci pour votre réponse.

M. le Maire : Je vais laisser Monsieur Fondeneige vous répondre, mais ce que je peux vous en dire, ce n'est pas à nous d'apporter la valeur ajoutée, c'est aux associations elles-mêmes. C'est un outil qui a été créé par elles, pour elle. Et ce que nous avons promis dans notre programme, nous le réalisons. Nous n'avons pas d'ingérence dans les associations. Nous avons mis en place un projet, Monsieur Fondeneige va l'expliquer mieux que moi, avec leur contribution. J'y étais personnellement, lorsque cela a été présenté au Royal. Ce sont bien les associations qui se sont exprimées. Elles sont allées jusqu'à choisir elles-mêmes le nom... Avant, ce n'était pas le cas et je crois me souvenir que le président, c'était le maire. Moi, je ne suis rien du tout là-dedans parce que j'estime que les associations doivent être parfaitement autonomes, se décider. Nous, on leur donne juste un outil, on leur finance leurs projets et ils sont autonomes. Et c'est à eux de réaliser les choses avec notre aide, bien sûr, lorsqu'ils nous la demandent et lorsqu'elle est justifiée. Mais Monsieur Fondeneige, qui a bâti cela avec notre service DLC, va vous répondre là-dessus.

M. Fondeneige : Merci, Monsieur le Maire, je vais effectivement répondre. Alors je vais répondre à vos questions, mais je veux aussi répondre à votre présentation, Monsieur Aoummis. Projet consensuel ? Je n'irais pas jusque-là. La création de l'instance CLVA a donné lieu à des tensions entre la Ville, le monde associatif et les élus, puisque vous n'êtes pas sans savoir que deux votes durent être organisés parce que le premier n'avait pas été favorable à l'orientation de la municipalité en ce qui concernait la présidence de l'instance, puisque les membres associatifs portaient plus dans une idée d'avoir un président élu parmi eux et une vice-présidence avec l'élu. C'était le cas du premier vote. Ce vote a été ensuite, par différents éléments de langage, annulé et présenté comme étant trop prématuré par rapport au travail fait sur l'instance. Il y a donc eu un second vote qui a été organisé, occasionnant le départ de plusieurs associations de cette instance qui n'y ont jamais ensuite participé, pour arriver à ce que la présidence de l'instance termine par la présidence à Monsieur le Maire, la vice-présidence à l'élu à la vie associative.

De plus, consensuelle à nouveau ? L'indépendance de cette association était également, j'ose le dire, peu crédible puisqu'une personne siégeant dans ce conseil n'était pas soumise au vote. Une personne était un membre de droit désigné par le maire, ce qui répondra à votre question sur la plus-value puisque dans l'instance que nous avons travaillée avec les associations, Monsieur le Maire n'en sera pas le président, je n'en serai pas le vice-président, et toutes les personnes qui seront présentes dans cette instance seront soumises à un vote désigné par le monde associatif.

La plus-value également, c'est que nous la dotons, cette instance, de la possibilité d'un budget pour un projet inter-associatif sur la ville de Choisy-le-Roi. Un budget que les membres de l'instance pourront mettre en place avec plusieurs associations pour un projet inter-associatif sur notre territoire, projet qu'il leur appartiendra de déterminer et qui aura pour but effectivement de redynamiser le tissu associatif par la création de liens. En ce qui concerne les groupes sectoriels, dans les discussions que nous avons eues avec, encore une fois, les personnes qui ont participé à cette concertation, à ce travail, il a été clairement dit que ces groupes avaient un côté handicapant pour certaines personnes qui se retrouvaient à être sur un secteur de travail pour l'intégralité de leurs mandats, mais que cela ne leur permettait pas une souplesse pour, peut-être une année, travailler un sujet et une autre année avec une autre personne, travailler un autre sujet puisque, certes les associations ont des domaines de "compétences", des domaines d'action qui leur sont propres et qui leur appartiennent, mais les personnes peuvent aussi avoir, en tant que représentants, des appétences, des envies, des idées qui leur sont amenées par d'autres personnes de la vie associative et qu'ils ou elles peuvent porter. Donc c'est là également une valeur ajoutée que de leur permettre cette souplesse.

Les perspectives, justement, nous avons souhaité que cette instance puisse se les donner elle-même avec notre accompagnement, encore une fois, dans une vision d'indépendance. Bien sûr, nous en parlerons avec eux, avec elle.

Ensuite, les perspectives de la vie associative choisyenne sont également portées par la délégation que je représente, par les orientations que nous donnons, que je transmets au service au nom du Conseil municipal et de Monsieur le Maire, et qui seront également suggérées et non pas imposées à ces associations. Je vais juste vous donner quelques chiffres pour vous montrer que ces perspectives ont un dynamisme qui commence déjà à prendre dès le début de ce travail. Lors de la consultation en ligne de 2021, nous avons 65 associations qui ont été représentées par 67 personnes. Je dis 65 associations représentées par 67 personnes, parce que nous avons souhaité que toutes les personnes impliquées en tant que bénévoles ou membres des bureaux puissent parler de la vie associative. Nous ne nous sommes pas, entre guillemets, adressées à une association pour avoir un seul point de vue. Nous voulions le point de vue de tous et de toutes, le point de vue d'un président ou d'une présidente, le point de vue d'un trésorier ou le point de vue d'un bénévole sur le terrain peut être différent et être tout aussi valable et enrichissant. Sur les réunions que nous avons faites, les 6 réunions, nous avons eu 56 participantes et participants qui représentaient 48 associations. Pourquoi avons-nous eu 56 participants et participants ? Parce que nous n'avons pas souhaité créer un groupe de travail spécifique. Nous avons souhaité que chaque personne puisse venir s'exprimer au sein de ces groupes de travail, car certaines personnes pouvaient avoir des choses à dire très intéressantes et ne pouvaient, du fait de leur emploi du temps associatif, leur emploi du temps professionnel et leur emploi du temps personnel, se présenter qu'à une seule réunion et certaines personnes ne sont venues qu'une seule fois et nous ont donné des pistes des plus intéressantes.

Enfin, pour la concertation sur le nom de l'instance où, là, nous avons interrogé les associations, nous avons eu 55 réponses. Ces chiffres sont des taux de participation tout à fait satisfaisants par rapport à la période, par rapport à ce que vous disiez également, c'est-à-dire la baisse d'activité des bénévoles, la baisse de recrutement et notamment dans les bureaux, dont nous sommes conscients et sur laquelle nous travaillons. Mais les acteurs associatifs, les actrices associatives ont déjà répondu présents, ce qui nous laisse présager de belles perspectives de dynamisme. Également pour les perspectives et le dynamisme, je vous rappellerai la création l'année dernière de la première édition d'Asso en scène, première fois que le Théâtre Paul Éluard se met à disposition dans un cadre absolument professionnel pour le monde associatif. Nous avons également ouvert cet événement non pas qu'à l'exclusivité des associations ayant des pratiques artistiques, mais à l'intégralité du monde associatif, puisque certaines personnes peuvent très bien avoir une pratique associative et œuvrer dans une association d'entraide, de solidarité ou d'aide aux devoirs. Nous avons proposé aux bénévoles, et ce sera le cas cette année également, de représenter leur association en venant faire un passage sur scène.

Voilà pour les réponses, au-delà même de cette association, en ce qui concerne les perspectives et la valeur ajoutée, je vous remercie pour votre attention.

M. le Maire : Bien oui, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Il y a quelque chose que je n'ai pas tout à fait compris dans la réponse de l'élu en charge de la vie associative. Ce n'est pas une bataille de taxinomie, l'appellation, peu importe. La question est vraiment une question de fond. Votre élu a exprimé effectivement le souci de prendre en considération les réalités d'aujourd'hui qui font que les associations vivent cette situation de transition assez difficile, assez compliquée à la fois sur le plan institutionnel, à la fois sur le plan humain et à la fois sur le plan des actions, de la pertinence des actions à mener. Donc cela, je le comprends très bien. Le souci, évidemment, de ce que

vous appelez indépendance par rapport à la Ville, je le comprends, mais je le comprends de telle manière qu'il y a quelque chose qu'il faudra que vous m'expliquiez. Cette indépendance, est-ce qu'elle va jusqu'au point où les critères d'attribution des associations seront l'émanation des associations elles-mêmes ? C'est-à-dire que la Ville n'a plus son mot à dire, en tout cas de vision, d'orientation. La vision, peut-être, vous l'avez, mais l'orientation par rapport à des actions souhaitées par la Ville, parce qu'il y a quand même des choses qui intéressent la Ville en termes de hiérarchie des besoins et des urgences. Vous êtes en train de nous dire qu'en fait, cette indépendance, elle peut être traduite par le fait que dorénavant, quand on votera ici même les subventions, ce sont des critères qui vont être l'émanation de cette instance de représentation.

M. le Maire : Si vous voulez répondre. Juste un mot quand même, on ne peut pas à la fois nous accuser, comme je l'ai lu ici et là, de nous ingérer, ce qui est faux, dans la bonne marche des associations, et en même temps nous dire, mais la Ville doit voir ceci ou cela et grosso modo leur dire ce qu'il faut faire. Je caricature à peine ce que vous dites, Monsieur Aoummis, mais bien sûr que si, pour une association, il y a des critères qui ne seraient pas républicains par exemple, ou des actions qui seraient à décrier, qui iraient contre nos valeurs qui sont les mêmes que les vôtres, du vivre ensemble, etc., bien sûr que la Ville a un regard dessus. Mais le propre des associations, nous l'avons écrit et nous le respecterons, c'est qu'elles sont autonomes. Nous, ce que l'on souhaite, c'est qu'il y ait un maximum d'associations qui s'occupent de solidarité, d'alphabétisation, de sport, de découverte, de culture. Et c'est un peu tout cela qu'il y a parmi les 200 associations que nous subventionnons. C'est ce travail qu'ils font et qui nous convient tout à fait. Vous savez, le travail des associations, après tout, elles sont là pour servir leurs semblables ou parfois simplement avoir de la convivialité et se retrouver, comme les repas qui sont faits de différentes cultures de cuisine. Et cela nous convient bien, mais je laisse Monsieur Fondeneige approfondir. Mais de toute façon, il est évident, comme il s'adresse à des publics et qu'ils utilisent des fonds publics, on a un regard, sans nous ingérer, sur ce qu'ils font. C'est bien pour cela que quand ils demandent une subvention, il y a quand même un dossier à établir, bien sûr. Et nous avons un œil, nous contrôlons qu'ils utilisent bien cet argent pour ce sur quoi ils ont fait ce dossier. Alors si vous voulez dire comme cela, Monsieur Fondeneige pourra répondre aux deux.

Monsieur veut prendre la parole, allez-y.

M. Balias : Effectivement, moi j'ai demandé l'autre charte pour comparer les deux, j'ai regardé ce qui était, ce qui existait avant et ce que vous proposiez. Effectivement, le point de gouvernance est l'un des axes majeurs de différence. Je suis plutôt sur la position d'Hassan où l'on a l'impression que vous déléguez aux associations qui sont en fait libres, on comprend que vous ne voulez pas d'ingérence. Cela, effectivement, on peut le comprendre, mais quand même, la Ville, c'est elle qui porte les axes, on est là aussi pour dire les orientations fortes.

Une deuxième question : est-ce que cela va être le seul point d'entrée pour nos associations ? Comment tout cela va s'articuler ? Parce qu'effectivement, une association qui touche plus de 23 000 euros de subvention est obligée de conventionner avec la Ville. Donc, au niveau de la gouvernance, j'ai eu l'impression que tout cela n'était pas bien stabilisé et j'ai bien compris que vous vouliez bien souligner la notion de "pas d'ingérence", mais en même temps, voilà... En tout cas, moi qui viens de la vie associative, je n'ai pas très bien compris l'articulation sur le fondement même de la gouvernance de cette structure.

Voilà, je suis un peu réservé sur la gouvernance et après, effectivement, les associations sont transpartisanes. On essaie tous d'œuvrer au sein d'associations, en tout cas, qu'elles soient dynamiques, qu'elles respectent tout... Effectivement, vous avez, dans la charte,

déroulé tous les principes qui pour moi sont la loi. C'est toujours bien de rappeler la loi. En tout cas, je suis un peu réservé sur la gouvernance de cette structure et ma question importante est : est-ce que c'est le seul point d'entrée ? Du coup, j'ai eu l'impression que cela allait être piloté par le service. On aura un bilan ? J'ai vu effectivement qu'il y aurait des bilans sur les actions qui seraient menées. Mais tout cela n'est pas très clair quand même dans l'organisation.

M. le Maire : Je vais laisser Matthias, mais il y a quand même des choses sur lesquelles je suis quand même surpris parce que vous avez un éminent collègue qui fait partie de votre majorité, qui était sur votre liste, qui n'arrête pas de nous attaquer justement sur le fait. Non, je n'ai pas dit que vous, vous m'attaquez. Je dis que vous avez un éminent collègue qui dit...

Propos inaudibles

M. le Maire : Non, mais j'ai bien compris. Laissez-moi aller au bout. Il dit justement que l'on s'immiscerait dans ceci ou cela. Nous, on vous apporte la preuve que l'on ne s'immisce pas et vous nous reprochez donc le contraire. À vous entendre, il faudrait que l'on s'immisce plus. Mais nous, c'est très simple. Je l'ai dit tout à l'heure, il y a 22 nationalités différentes... Non, mais laissez-moi finir. Donc, le rôle des associations pour nous, c'est de contribuer à ce bien vivre ensemble et à aider les choisyennes et les choisyens soit à régler divers problèmes pour certaines, soit simplement apporter de la convivialité, de l'écoute à faire découvrir le sport, la culture, à les sensibiliser à l'environnement. Il y a aussi des associations qui sont là pour cela. Donc tout cela contribue au vivre ensemble, à la solidarité et à la fraternité que nous désirons tous ici présents. Et nous, tant que ces associations travaillent comme cela, cela nous suffit amplement. Une association, elle a son président, son bureau. On n'a pas besoin d'aller plus loin. Voilà, c'est le rôle dans toutes les villes. Je vous assure que les associations, c'est ce rôle-là qu'elles remplissent. C'est très simple et très clair pour moi, mais je peux comprendre...

Je voudrais laisser M. Fondeneige... Bon, allez-y, Madame, comme cela, il répondra tout seul d'un bloc, surtout sur tout ce qui est technique, le point d'entrée, etc. Je le laisse faire là-dessus. C'est lui qui a les clés pour les points d'entrée.

Mme Despres : Merci. En fait, je pense que l'on a vraiment du mal à comprendre l'articulation entre ce que vous appelez vous-même "garder un œil sûr" et l'autonomie. Voilà. Après, vous nous parlez d'une personne qui vous attaque. On ne voit même pas de qui s'agit. Et sur le fond... Écoutez, dites-nous, parce que là, vous nous faites un mauvais procès. Non, vraiment.

M. le Maire : Oh, je ne vous le fais pas à vous.

Mme Despres : Donc on essaie de comprendre cette articulation. Mais Monsieur Fondeneige va sûrement apporter des éclaircissements.

M. le Maire : Monsieur Fondeneige va vous répondre puisque je lui ai délégué cette responsabilité.

M. Fondeneige : Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je pense qu'il y a une confusion entre la charte de relation partenariale qui existait auparavant et qui avait été liée au CLVA lors de sa création, puisque le travail qui avait été fait sur la création du CLVA avait également concerné la charte des relations partenariales. Et ces deux textes étaient liés par la même délibération.

Le texte qui vous est présenté ce soir n'est que la création de la nouvelle instance. Il ne constitue pas une charte de relations partenariales. C'est un travail que nous avons souhaité scinder qui sera évoqué avec les représentants qui seront élus dans cette instance et qui pourra être le premier chantier.

Le constat qui est fait sur ces chartes, c'est que de toute façon, elles reprennent, comme vous l'avez dit Monsieur Balias, la loi. La question qui se pose, et l'on a eu ce débat avec les personnes qui sont venues, y a-t-il nécessité ou pas de prendre une charte figée qui crée des critères d'attribution pour reprendre la loi ? Sachant que si nous mettons des critères d'attribution qui ne correspondent pas à la loi, bien évidemment, déjà en contrôle de la légalité, après une première délibération, elle serait cassée. Et si elle ne l'était pas, elle serait de toute façon soumise à une délibération négative du tribunal administratif. Donc, c'est une réflexion que nous avons eue lors des séances de travail, notamment lors du ... , nous avons justement eu cette question.

Donc, le document qui vous est présenté ce soir, le budget dont on parlait, qui est dans ce document, qui concerne un projet, ne concerne que cette instance de représentativité, ne concerne pas les entrées de la municipalité au niveau des subventions directes, mais également indirectes puisque nous avons aussi les mises à disposition de salles, de matériel, de véhicules. Donc ce soir, nous ne parlons vraiment que de cette instance, de sa création, de son mode de fonctionnement. Et le contrôle entre guillemets, de la "légalité" de l'utilisation des fonds qui sont versés, qui est aussi le devoir d'une municipalité par la réception et l'étude des bilans financiers des associations, des activités, reste bien évidemment la charge légalement et moralement, j'ai envie de dire aussi, de la municipalité, du service, de l' élu en charge et du Conseil municipal.

Voilà, j'espère avoir dissipé cette incompréhension. Incompréhension qui, je le précise, du fait que l'ancien document était articulé de la sorte, s'était fait jour également lors des séances de travail avec les personnes participantes.

Je vous remercie.

M. le Maire : Écoutez. De toute façon, à la demande des associations, tout cela va vivre, va évoluer. C'est un point de départ qui a été fait avec les associations et ce travail partenarial va continuer.

Bon, je pense qu'on peut passer au vote. Il nous reste quelques points. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Six abstentions. Les votes pour ? Le reste. Très bien. Bon, merci à vous.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence

La délibération n°13 est adoptée à la majorité.

DGST

→ 14. Approbation de la signature de la convention d'autorisation d'occupation du domaine public pour un kiosque avec la société DECAUX

M. le Maire : Pour les plus anciens de notre ville. Vous vous rappelez qu'il y a toujours eu à Choisy-le-Roi, d'abord devant la poste, un kiosque à journaux qui a ensuite évolué...

Propos inaudible

M. le Maire : Non, ce kiosque, auparavant, il était devant la poste. Ensuite, il y a eu des travaux qui l'ont emmené devant le commissariat et le simple fait d'avoir été déplacé de quelques mètres lui a fait perdre de la clientèle. Ensuite, il y a eu les travaux du tramway qui ont carrément vu sa disparition alors que, et ce Conseil se passe bien donc cela m'embête d'en parler, mais quand même, il avait été promis à la dernière exploitante qu'après le tramway, ce kiosque serait replacé. Cela n'a pas été le cas. Bon, on ne va pas ici... Ce qui compte, c'est que ce kiosque est utile pour notre ville parce qu'à part le relais presse à la gare, on ne peut plus acheter de journaux à Choisy-le-Roi à moins d'aller à Thiais. Il n'y a que là, et ce n'est quand même pas normal. Donc ce kiosque, en plus, va embellir cette place puisque ce sera un kiosque haussmannien. Et vous savez bien qu'aujourd'hui, même dans Paris, les kiosques ont tendance à fermer puisqu'il n'y a pas suffisamment de rentabilité. Les personnes lisent moins, achètent moins de journaux, moins de presses et donc il leur sera permis de faire comme celui qui était là avant les travaux du tramway. Une petite restauration qui rendait service, d'ailleurs, c'était une restauration de qualité puisque la dame faisait sur place avec des produits frais achetés au jour le jour.

Donc, nous vous proposons, nous avons été sollicités pour remettre ce kiosque et nous avons bien sûr fait un appel d'offres, mais qui, malheureusement, n'a pas trouvé réponse à part la société Decaux qui va l'installer. Donc, nous vous proposons de concrétiser, d'accepter cette installation qui, je pense, j'ai des choisyens qui le réclament, qui apportera un plus pour notre ville. Et surtout, nous nous battons pour qu'il demeure, parce que la presse écrite, les journaux, c'est bien, c'était aussi un petit lieu de convivialité où les gens se retrouvaient, prenaient un café. Et surtout, nous avons obtenu que ce soit un très beau kiosque haussmannien, pas les trucs carrés en alu. Cela a bien évolué. Voilà de quoi il s'agit.

Donc, y a-t-il des observations ? Oui, Monsieur Guillaud-Batailles ? De plus, cela crée un emploi pour la personne qui va... Cela répare... Parce que cette personne a perdu des sous, elle avait investi, elle voulait même intenter un procès à la Ville. Donc cela va lui permettre aussi de reprendre cette activité puisque, du coup, elle s'est retrouvée au chômage.

M. Guillaud-Bataille : On n'a pas d'opposition, évidemment, sur la réinstallation d'un kiosque. Le besoin de pouvoir acheter de la presse et des journaux sur Choisy est patent. Pour autant, vous l'avez vous-même noté, même dans Paris, parfois même dans des lieux très passants, ces kiosques ferment parce qu'il y a une baisse objective de la vente et de la

lecture de journaux, parce que les technologies évoluent aussi tout simplement et qu'aujourd'hui on s'abonne, y compris aux quotidiens papier, sur internet. Donc on ne va pas aller racheter Le Monde pour le plaisir de l'avoir en papier à la maison. Évidemment, j'ai pris Le Monde, vous avez vu, je suis consensuel. Simplement une question dans ce cadre-là, parce que la convention nous lie à Decaux. Avec une convention assez typique de ce que Decaux propose et présente dans toutes les collectivités, je veux dire qu'il n'y a rien à en dire. Simplement dire l'inquiétude, mais vous avez dit que vous serez attentif, parce qu'évidemment, si jamais l'activité presse et même petite restauration venaient à périlcliter, on pourrait se retrouver avec simplement un espace publicitaire fermé supplémentaire au milieu de la ville, ce qui, pour le coup, là n'est pas souhaitable.

Donc voilà, quels accompagnements sont prévus ? Comment Decaux va gérer son rapport avec l'occupant pour permettre que ce ne soit pas malheureusement, comme on le voit trop souvent très vite, une coquille vide avec des affiches dessus ?

M. le Maire : Oui, tout à fait, bien sûr. Allez-y, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Indépendamment de l'enseigne, c'est une bonne chose en soi que ce kiosque revienne, non seulement pour les raisons que vous avez énumérées, à savoir les services rendus variés, mais aussi parce que ce kiosque faisait partie quelque part de l'identité visuelle du centre-ville. Personnellement, je ne peux qu'approuver cette délibération.

M. le Maire : Bien sûr, personne n'ignore la difficulté. Il y a beaucoup de villes qui se battent pour maintenir des kiosques. La municipalité, avec votre accord bien sûr, tout ce que nous ferons vous sera soumis, fera le maximum pour que cela perdure et que celui-ci perdure.

Par exemple, à la Ville nous sommes abonnés à des journaux, plutôt que de s'abonner à de grands groupes, nous demanderons au kiosquier, nous lui payerons ses journaux, de nous le livrer à la mairie, c'est à deux pas. C'est une petite aide que nous allons lui apporter. Puis nous allons imaginer aussi qu'il peut faire des colis-relais, de la petite restauration, on fera le maximum pour que cette personne puisse tirer un salaire. Elle nous a dit que même si ce n'est pas un salaire complet, elle en a besoin. Même si son mari travaille, cela met du beurre dans les épinards. Et au-delà de cette personne que ce kiosque demeure, comme vous l'avez rappelé Monsieur Aoummis, il faisait partie du paysage choisyen que l'on a toujours connu et, à l'époque, j'en profite pour rappeler aussi pour les plus anciens, il y avait ce kiosque et un peu plus loin, ce marchand de glaces que j'ai tant aimé avec son triporteur où des générations de parents ont acheté eux-mêmes des glaces et après ont emmené leurs enfants acheter des glaces. Il nous a quittés. Je le salue, parce que vraiment, ce monsieur... À la fin, il offrait plus de glaces qu'il n'en vendait et il y avait un attroupement lorsque c'était le Tour de France. Je remercie l'ancien maire à l'époque, c'était M. Le Marchand, que j'étais allé voir avec sa photo et qui m'avait permis d'écrire un hommage dans Choisy Infos puisqu'il était passionné de cyclistes et aux arrivées du Tour de France, il y avait tout un attroupement, toutes classes sociales confondues, où l'on écoutait l'arrivée du Tour de France. Et cela, personnellement, me manque beaucoup, mais je crois que cela manque à beaucoup de choisyennes et de choisyens parce que j'en vois certains qui me reparlent de cela.

Donc voilà, c'est un petit clin d'œil à l'histoire de notre ville et j'entends la remarque, bien sûr. Nous savons que ce n'est pas gagné, mais nous allons réimplanter avec votre accord ce kiosque et nous ferons le maximum pour accompagner la gestionnaire ou le gestionnaire de ce kiosque. C'est pour cela que nous avons accepté cette toute petite redevance de 250 euros annuels qui est uniquement symbolique pour permettre de renouveler, pour permettre

la réussite de cette entreprise. D'ailleurs, il y a même des villes qui ne prennent rien. Bon, c'est juste symbolique.

Y a-t-il encore des observations ou pas sur ce sujet ? On passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci beaucoup.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ 15. Approbation de l'avenant global modifiant le taux de rémunération des conventions de portage foncier signées avant le 1er septembre 2022 avec le SAF 94

M. le Maire : Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Parfait. Merci bien, Monsieur le Maire. Écoutez, il s'agit tout simplement de la demande qui nous est parvenue de la part du SAF, le Syndicat mixte d'action foncière du Val-de-Marne, qui nous demande d'approuver son souhait d'augmenter son taux de rémunération de 3 à 4 % en cas de cession du foncier.

La délibération explique un peu les motifs de cette augmentation, d'abord par un blocage du taux de 3 % depuis la création du syndicat en 96, donc cela remonte, une reprise de l'inflation et, bien sûr, une recherche de financements complémentaires afin d'améliorer ses prestations et ses interventions. C'est pour ce faire, pour ces motifs, qu'il demande à ses villes membres, dont Choisy-le-Roi fait partie, d'approuver la modification de ses rémunérations, de passer de 3 à 4 %.

Ce que ne dit pas la délibération, mais ce sont des éléments contextuels pour une bonne, une meilleure compréhension du contexte également, c'est que la Ville a à ce jour 8 biens en convention avec le SAF 94 pour une valeur de 1 890 000 euros.

Voilà, Madame Francisot, je vois que vous avez encore l'œil sur les chiffres à cette heure tardive.

M. le Maire : Merci Monsieur Ali Id Elouali. Y a-t-il des observations ? Oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Peut-être pour une prochaine séance parce qu'évidemment, nous, en tant que Ville de Choisy, nous ne sommes interpellés que sur cette modification de taux. Cela ne pose pas de problème, de toute façon, c'est le règlement du SAF. En revanche, à la séance du Conseil départemental de lundi, il y a eu une modification plus substantielle du SAF 94 dans sa convention avec le Département sur laquelle il y a eu un débat.

Voilà, et je crois, pour le coup, que, sans en faire un sujet de débat ce soir, il serait intéressant que lorsqu'il y a des modifications comme cela sur un outil, les conseillers municipaux puissent être informés des décisions, notamment parce que la décision du Conseil départemental modifie assez fortement la mission même du SAF, en excluant notamment toutes les communes qui ont plus de 40 % de logements sociaux.

M. le Maire : Oui, on ne va pas faire le débat là-dessus. Mais effectivement, le Département porte une politique. Il n'exclut pas les villes parce qu'il y a d'autres aides aussi. Le SAF remplira parfaitement son rôle dans toutes les communes. Simplement et effectivement, le Département avait annoncé sa politique, et c'est le cas par exemple de VALOPHIS, c'est qu'ils n'apporteront plus leur contribution à la construction de logements sociaux dont les villes sont pourvues déjà de 40 % de logements sociaux. Cela, c'est pour réaliser une vraie mixité sociale et pour avoir un parcours résidentiel qui manque terriblement et que je vérifie tous les samedis matin lorsque je reçois les choisyennes et les choisyens. Vous pouvez être en désaccord là-dessus, mais c'est ainsi. Mais je crois même que ce qui a été pris en exemple, c'est le maire de Bonneuil qui lui souhaite une désescalade puisqu'il doit être à près de 70 % de logements sociaux et il a déclaré dans la presse qu'il souhaiterait redescendre à 50 % puisque finalement il ouvre les yeux et il se prend en pleine face tous les problèmes inhérents lorsque nous sommes dans cette situation. Mais aucune ville ne sera... Alors on ne va pas faire de débat ? Mais si un jour il doit y avoir un débat, pourquoi pas, mais parce que c'est très...

Propos inaudible

M. le Maire : Attendez, c'est très clair. Je l'ai eu à côté de moi lorsqu'il a dit cela. Je suis désolé, mais le maire de Bonneuil a une fâcheuse disposition à dire des choses et son contraire. Moi, ce que je peux vous certifier, c'est que je l'ai entendu dire qu'effectivement il ne souhaite plus monter encore en logement social. Mais chacun peut avoir sa vue là-dessus, sur le logement social. Maintenant, cela a été annoncé avant les élections. Je crois que les Val-de-Marnais ont fait un choix et que donc ce qui a été voté, par exemple chez VALOPHIS ou d'autres bailleurs sociaux, c'est de lancer un vaste chantier de restauration des anciens locaux, d'anciens logements qui en ont bien besoin parce que c'est aussi important que d'en construire des neufs. Et de continuer à construire autant de logements, mais dans les villes carencées qui ont moins de 40 % de logements sociaux, ce qui me paraît quand même assez logique, il faut faire porter l'effort là où par exemple la loi SRU qui est de 25 % n'est pas respectée, et il y a suffisamment à faire, on peut se rejoindre là-dessus. Il me semble quand même que 40 % de logements, sans stigmatiser personne, ce n'est pas du tout l'aspect, mais je pense qu'une vraie mixité sociale, je le vois bien puisque vous le savez, le samedi matin, près d'un rendez-vous sur deux, les gens viennent me parler de logements. Alors il y a ceux qui demandent l'accès au logement social et il y a ceux qui sont dans un logement social, qui n'en peuvent plus et qui veulent partir. Donc là, je peux inviter tout le monde à assister à ces rendez-vous. Cela concerne divers endroits de Choisy, c'est ainsi. C'est une situation complexe.

En fait, ce n'est pas sur le SAF qu'il faudrait faire un débat, mais c'est sur la situation du logement en France bien sûr, sur les obligations qui sont faites à des personnes qui ne peuvent pas se loger dans le social parce que par rapport aux ressources financières, ils sont trop élevés, mais s'ils vont dans le privé, ils ne peuvent pas se loger non plus parce qu'on va leur demander 30 %, il faut que le montant du loyer n'excède pas 30 % de leur salaire, ce qu'ils ne peuvent pas non plus.

Donc ce qui fait qu'il y a quand même tout un entre deux de personnes qui ne trouvent pas de logement. Moi je trouve cela assez scandaleux et j'en parle aux députés et aux sénateurs. C'est à l'État de faire évoluer cette loi. Ce n'est pas possible. D'autant plus que dans le privé, ils disent que c'est 30 %, mais je sais que les personnes ont le choix et ce n'est pas 30 % qu'ils demandent. Ils vont demander des gens qui ont cinq fois, six fois, sept fois, ils vont donner des logements à ceux qui ont sept fois, huit fois le montant demandé en loyer. Ce qui fait qu'un certain nombre de personnes n'a accès à rien. Là-dessus, vous serez d'accord que l'on peut se mettre ensemble pour combattre cela. Cela libérerait des places dans le logement social en aidant à l'accession sociale à la propriété, ce qui est aussi une chose pour laquelle, moi, je soutiens, je me bats. Mais bon, on pourra faire un débat là-dessus.

Là, en l'occurrence, ce qu'il en est, c'est aussi parce que le SAF, eux aussi, prennent de plein fouet la crise, etc. Et cela fait des années et des années qu'ils n'avaient pas augmenté ce taux et là ils demandent de le passer à 1 % parce que sinon ils sont en déséquilibre comme beaucoup.

Y a-t-il d'autres observations ? Non, on peut passer au vote. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté. Merci.

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

ENFANCE

→ 16. Présentation du projet d'activités sportives organisé par le service péri et extrascolaire à destination des enfants en situation de handicap mental, cognitif ou psychique et /ou porteur d'une maladie psychiatrique

M. le Maire : Monsieur Bourven va nous présenter un projet d'activités sportives organisé par le service péri et extrascolaire à destination des enfants en situation de handicap mental, cognitif ou psychique et/ou porteur d'une maladie psychiatrique. Un sujet effectivement très important. Monsieur Bourven, vous avez la parole.

M. Bourven : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, bonsoir à ceux qui nous écoutent. Je suis fier de vous présenter cette délibération, car cela marque une avancée importante pour l'inclusion des enfants en situation de handicap dans notre société et dans notre ville en particulier, ce qui est important à nos yeux.

En effet, sur demande de l'hôpital de Saint-Maurice où certains de nos jeunes concitoyens sont suivis, le service enfance va pouvoir proposer une heure de sport par mois pour huit enfants en situation de handicap, accompagnés par quatre éducateurs sportifs diplômés de la Ville. Ces moments se dérouleront au gymnase René Rousseau en matinée et la fréquence pourra augmenter pendant les grandes vacances. Si jamais la jauge de huit enfants maximum n'est pas atteinte par ceux suivis par l'hôpital de Saint-Maurice, le service enfance complétera avec des enfants en situation de handicap déjà accueillis par le périscolaire. J'ajoute que cela sera aussi un moment de lien et de soutien pour et entre les familles qui pourront échanger pendant ces séances. Cela a été une demande faite post confinement par les familles car elles ont trouvé qu'il y avait eu un manque.

Donc je vous demande d'approuver ce nouveau dispositif qui rentre dans notre programme d'aide et d'accompagnement face aux handicaps.

M. le Maire : Merci Monsieur Bourven. Des observations ? Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Juste une question, Monsieur le Maire. Les éducateurs qui auront la charge des enfants sont-ils formés pour l'accompagnement ?

M. le Maire : Oui, ils ont été formés. La réponse est oui. Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Essonne-Mengue.

M. Essonne-Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Nous allons voter pour parce qu'aujourd'hui le handicap est quelque chose qui touche de plus en plus d'enfants. L'Éducation nationale, ceux qui la connaissent un peu se rendent bien compte que davantage d'enfants sont porteurs de handicaps. À ce titre, et notamment dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, pourquoi ne pourriez-vous pas aller un peu plus loin en proposant des activités qui mêlent à la fois des enfants en situation de handicap et les autres ? Parce que l'on assiste également dans ce cadre à des situations qui peuvent aller jusqu'au harcèlement.

M. le Maire : Mais bien sûr, il y a beaucoup de choses à faire sur le handicap. Nous en sommes conscients. Moi, je suis tout à fait pour des expériences de ce type, expériences qui peuvent perdurer. Nous allons accélérer dans ce sens et c'est déjà le cas...

Mme Hache : Bien sûr, évidemment, tout ce qui peut contribuer à l'inclusion des personnes en situation de handicap est bon à prendre. Je voulais juste préciser que sur le périscolaire,

nous accueillons déjà des enfants porteurs de handicaps et pour certains enfants, nous recrutons des animateurs vraiment dédiés à ces enfants qui ont peut-être parfois un handicap plus important que d'autres. On contribue à la hauteur des moyens dont dispose la collectivité pour permettre l'inclusion des enfants porteurs de handicaps sur nos structures.

M. le Maire : Oui, effectivement, nous sommes tous sensibles à ce sujet et, sans entrer dans les détails, j'y suis personnellement très sensible, j'ai des raisons d'y être sensible, et j'avoue que je ne suis pas un spécialiste et c'est pour cela qu'il faut que l'on s'entoure de spécialistes, de conseil pour avancer dans cette direction. Bien sûr, il est important que nous soyons tous vigilants parce que souvent, ils sont victimes de moqueries, de harcèlement. C'est une chose que sans doute vous, vous ne supportez pas, que je ne supporte pas. On a déjà aussi ce travail de vigilance à faire dans nos écoles partout. Mais effectivement, c'est un terrain qui est en friche et que nous voulons effectivement développer et accélérer.

D'autres observations là-dessus ? Non ? On peut voter. Alors y a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Des abstentions. Très bien. Et l'explication, c'est quoi ?

Mme Brulant : Je suis au regret de dire qu'en fait, ce projet m'a été présenté à la dernière minute. Étant à la délégation du handicap, je trouve dommage de ne pas avoir été associée à ce type de projet qui me tient vraiment à cœur et que, depuis trois ans, je réclame énormément de choses concernant le handicap.

Concernant les animateurs, il m'a été précisé que c'étaient des animateurs spécifiques et non spécialisés dans ce projet.

J'aurais voulu avoir plus de détails et avoir une rencontre avec l'hôpital en question qui a fait cette demande parce que je tiens à ce que ce projet, s'il voit le jour, réponde vraiment aux besoins de ce public spécifique.

M. le Maire : Je peux certifier qu'il répond aux besoins et qu'il y a quand même la surveillance de l'Éducation nationale et que, si vous êtes si fortement impliquée, vous êtes aussi force de proposition, Madame Brulant. Et s'abstenir sur un sujet aussi... si vous permettez, Madame, si vous permettez, s'abstenir sur un sujet aussi sensible et aussi important qui a été porté par un collègue, pour ce que vous venez d'expliquer, alors que l'on vous a donné des explications, je me permets de le dire.

Mme Fourniaud : Moi je voudrais une précision s'il vous plaît, parce que l'on a voté pour. Et on apprend là que ce ne sont pas des éducateurs spécialisés qui vont encadrer les enfants. Donc moi, je veux savoir : est-ce que ce sont des éducateurs spécialisés ou pas ? Enfin, les animateurs ou les éducateurs. Parce que là, Julien Bourven a répondu oui. Et visiblement, Madame dit non. Donc c'est quoi ? On en est où là ?

M. le Maire : Monsieur Bourven...

Propos inaudible

M. le Maire : Oui, c'est expliqué dans le texte. Ils sont formés par l'hôpital. Je veux bien qu'on soit plus royaliste que le roi.

M. Guillaud-Bataille : Là, on touche, Monsieur le Maire, à quelque chose de profond dans l'organisation, de la façon dont est suivi le handicap et bien d'autres choses dans notre société. Il existe un diplôme d'État qui est le diplôme d'éducateur spécialisé et qui, pour le coup, d'ailleurs il ne répond pas qu'au handicap ce diplôme, mais ce sont eux les

professionnels de l'accompagnement du handicap. Or là, vous voyez, des fois on a des défauts d'attention, on a voté pour le projet. Mais parce qu'effectivement la question de Monsieur Aoummis, alors peut-être qu'elle était mal formulée, mais c'est pour être sûr que c'étaient bien des professionnels qui allaient encadrer cette activité. Des professionnels de l'éducation spécialisée et du handicap. Or là, nous apprenons par l'abstention des membres de la majorité que ce ne sera pas le cas. Nous avons là un problème, pour le coup. Parce que la filière d'éducation spécialisée, qui est d'ailleurs très mise à mal par tout le monde pour la faire disparaître, alors qu'elle gère aussi bien l'enfance en danger que l'enfance maltraitée, les enfants placés, les accompagnements d'AMO, les enfants en situation de handicap, ce sont eux qui gèrent les centres pour autistes, c'est une des professions qui tient la société ensemble à tous les points de vue et qui est méprisée aussi bien en termes de salaire que de reconnaissance. Mais si en plus, on se met à décider que sur des initiatives, on peut carrément se passer d'eux et faire appel à des gens formés, quand bien même par un hôpital, alors là, en tout cas nous, notre groupe, nous avons un vrai problème pour valider ce projet si ce ne sont pas des éducateurs spécialisés qui sont sur le terrain.

M. le Maire : Ce qui est expliqué dans la note. C'est le CMP et le CATTP Gambetta, rattachés aux hôpitaux de Saint-Maurice, qui sont spécialistes, qui se sont rapprochés du service périscolaire et extrascolaire afin de développer un projet commun dans l'intérêt des enfants en situation du handicap et de leurs familles. Donc, c'est quand même les hôpitaux de Saint-Maurice qui se sont rapprochés et je pense qu'ils savent quand même ce qu'ils font. Alors Julien, si tu peux préciser. Mais moi je crois que là, par rapport à ce que demandait M. Essonne-Mengue, je crois qu'on va devoir fortement limiter les aides que l'on apporte aux personnes handicapées. Je voudrais vous rappeler qu'il y a des choses que l'on a déjà faites avec le centre qui est rue du Docteur Roux où des personnes porteuses de handicaps avaient été invitées et c'était avec l'ancienne majorité, et j'avais trouvé cela très bien, avaient été invitées par nos clubs sportifs et ce sont les éducateurs sportifs de la Ville, notamment pour le football, qui s'en occupaient aussi. Moi, je veux bien qu'on raye tout cela et qu'on ne fasse plus rien, parce que c'est de cela qu'il s'agit là.

Mais je redonne la parole à Monsieur Bourven.

M. Bourven : Donc, pour être clair, ce sont quatre éducateurs sportifs de la Ville, accompagnés et formés par le service de l'hôpital Saint-Maurice. Qui seront accompagnés et formés. C'était votre question, Monsieur Aoummis, par l'hôpital Saint-Maurice.

M. le Maire : Oui, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Rapidement. Ma question n'était pas une question piège.

M. le Maire : Il n'y a pas de soucis.

M. Aoummis : J'ai eu la charge d'un secteur où ces éducateurs exerçaient. J'ai une entière confiance en leur capacité d'encadrement, leur professionnalisme. Là-dessus, il n'y a aucun problème. Nous avons déjà eu, dans le cadre des anciennes mandatures, des demandes similaires de cette nature. En fait, on n'invente rien. Ce sont des démarches qui existent. Nous avons des demandes qui viennent des hôpitaux qui nous viennent de centres de personnes porteuses d'un handicap et on a toujours répondu présent en mettant à disposition, dans la mesure du possible, les éducateurs sportifs, à condition qu'ils soient accompagnés. Voilà, c'est cela la condition.

Donc en amont, il y a une formation, c'est une petite formation, il y a eu une présence sur le site, avec les éducateurs, de quelqu'un qui connaît très bien la nature et les modalités de handicap. C'était ma question.

Si vous me dites que ces éducateurs ont suivi ou eu à suivre une formation, une mini formation, une sensibilisation, on peut appeler cela comme on veut et qu'il y aurait une présence d'un responsable en charge de ce service sur le site, bien évidemment, il n'y a pas de problème.

M. Bourven : C'est ce que je vous ai dit.

M. Aoummis : Très bien.

M. le Maire : Bon, je redonne la parole à Monsieur Essonne-Mengue. Notre DGA vient de confirmer, comme l'a fait M. Bourven, qu'effectivement ce sont quatre éducateurs sportifs de la Ville, dont je salue le geste parce que tous ne veulent pas le faire, qui ont accepté d'avoir une formation. Effectivement, on me confirme que sur place, ils seront accompagnés par un spécialiste de l'hôpital Saint-Maurice et je vais demander à M. Bourven de bien s'en assurer et de suivre cela.

Effectivement, votre question est justifiée, mais je le dis parce que quelquefois il y a des limites et j'ai des émotions et j'ai le droit de faire part de mes émotions. Et je ne comprends pas que l'on puisse s'abstenir sur un tel projet alors que les choses sont claires et bien expliquées sous prétexte que l'on n'aurait pas reçu l'information, ce qui en plus est faux.

M. Essonne-Mengue : Oui, Monsieur le Maire, outre ce débat, je suis quand même gêné ce soir. Je suis gêné parce qu'à deux reprises déjà, vous avez demandé une explication de vote...

M. le Maire : Oui.

M. Essonne-Mengue : ...après celui-ci. Alors soit effectivement on fait comme tout le monde, c'est-à-dire avant le vote, on donne son explication, on s'en explique et on tient sa position, soit on vote une bonne fois pour toutes. Donc si vous pouviez à l'avenir, une fois que le vote est passé...

M. le Maire : Non, quand il y a, justement...

M. Essonne-Mengue : Parce que nous nous en expliquons avant, nous vous donnons nos explications avant le vote. Or, à deux reprises, avec chaque fois que certains membres de votre majorité se sont abstenus. Oui, vous avez procédé au vote et c'est par la suite que vous leur avez demandé de s'en expliquer.

M. le Maire : Mais bien sûr, tout à fait. Pourquoi ? Parce que nous nous en étonnons. Effectivement, on ne peut pas prévoir, puisqu'ils ne disent rien, qu'ensuite ils s'abstiennent. Donc, permettez-nous, étant étonnés, qu'on demande une explication. Qu'ils s'expliquent avant. Mais vous voyez, encore une fois, nous sommes en toute transparence. Et moi qui suis là depuis deux ans, j'aime bien comprendre les choses. J'apprends aussi des choses. Et donc, vous avez tout à fait raison. On discute avant, on vote. Mais je ne remets jamais en cause le vote. Je demande juste que l'on comprenne l'explication. Vous voudriez, mais les gens sont libres de... Pour moi, ce serait plus facile aussi. Mais les gens sont libres de dire ou de ne pas dire et moi je suis libre de demander une explication de vote et ils sont libres

de me répondre ou de ne pas me répondre. Mais ce qui est certain, c'est qu'une fois que c'est voté, c'est voté et le vote n'est pas remis en cause, cela c'est sûr.

Donc là, ce que je vous propose, c'est de prendre toutes les assurances parce qu'effectivement, si vous voulez, moi, quand j'ai lu que c'étaient les hôpitaux Saint-Maurice qui sont quand même réputés bons et que cela allait dans le sens que vous-même avez dit, que nous pensons tous que c'est un terrain qu'il faut absolument défricher. Voilà, nous allons encore redoubler de vigilance pour que les choses se passent comme on nous les a présentées. On nous les a présentées comme cela, qu'il y aurait quelqu'un d'accompagnant sur place. Donc on ne va pas faire de procès d'intention en imaginant que cela ne se passe pas comme ça. Mais si cela ne devait pas se passer comme ça, nous mettrions fin à l'expérience. Bien sûr, il est hors de question de mettre en danger les enfants.

Donc je propose de passer au vote. Non, il n'y aura pas de polémique. On a dit ce qu'on avait à se dire. Le vote a été fait. Voilà, on a voté.

Propos inaudible

M. le Maire : Non, c'est la polémique. J'ai dit ce que j'avais à dire. Madame Lajili, vous prenez la parole quand je vous la donne. Non, je ne vous donne pas la parole. On a fait un vote, on va passer au point suivant.

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian, DESROCHES Damien

Ont voté contre :

Se sont abstenus : LAJILI Yamina, BRULANT Marina, OZCAN Canan

La délibération n°16 est adoptée à la majorité.

COMMERCE

→ 17. Approbation de la charte d'engagement des Centres villes vivants

M. le Maire : Alors le point suivant, la charte d'engagement des Centres villes vivant. Je vais présenter les Centres villes vivants. Dans un tout autre domaine, bien sûr. Dans le cadre du programme Centres villes vivants, la Métropole du Grand Paris propose un programme de services d'accompagnement qui permet de pérenniser et de développer l'attractivité des centres-villes. La demande d'intégration de cette offre de services est soumise à la signature de la charte d'engagement Centres villes vivants par la relance territoriale, économique et écologique.

Pour accompagner les projets des communes, la Métropole met en place une équipe dédiée Centres villes vivants. Chaque projet de commune qui intègre le programme d'accompagnement aura un référent identifié au sein de l'équipe. Celui-ci pourra mobiliser au sein de la Métropole les expertises et outils complémentaires pour répondre à des enjeux spécifiques du projet : aménagement urbain, habitat, transition écologique, mobilité, économie circulaire, logistique, culture ou encore innovation et numérique. Donc il vous est expliqué, bien sûr, développer l'attractivité de la ville, bénéficier d'un accompagnement juridique. Voilà.

Donc, la Ville s'engage à respecter, bien sûr, les objectifs et le processus d'accompagnement mis en place. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la signature de la charte d'engagement Centres villes vivants avec la Métropole du Grand Paris, liée au programme d'accompagnement stratégique, technique et financier des programmes sur la commune. Elle permettra de déposer une note d'intention adressée au président de la Métropole du Grand Paris afin de pouvoir engager la démarche d'accompagnement et de suivi avec les services dédiés et les partenaires des Centres villes vivants. Donc nous voulons nous attacher l'aide de la Métropole du Grand Paris puisqu'elle est là et qu'elle offre des services, servons-nous-en, même si nous n'avons pas décidé de l'existence des territoires de la Métropole, mais c'est un service qui a déjà été expérimenté dans d'autres villes, qui apporte quand même des choses intéressantes.

Donc on vous demande de bien vouloir approuver ce conventionnement. Y a-t-il des interventions ? Oui, Monsieur.

M. Hutin : Oui, merci Monsieur le Maire. J'ai deux petites questions par rapport à cette délibération. Je vois écrit que c'est un projet pour accompagner sur une période de 2021-2023. Donc ma première question, c'est : pourquoi avoir passé cette délibération en fait pour 2023 et pas plus tôt lors de votre mandat ? Et aussi quel est le projet précis qui est prévu pour le centre-ville ? Je vous remercie.

M. le Maire : Bien sûr. Alors, chaque chose en son temps. On avait beaucoup de travail, nous n'avions pas, comment dire... Le manager de commerce est très difficile à trouver. Donc nous avons, Madame Hivert, actuellement, qui s'occupe de ces dossiers. Il y a eu une période de vacance, si vous voulez, où il n'y avait pas de responsable commerce. Donc le fait de réactualiser, de reconstruire le service, puis de régler des dossiers encore plus urgents, effectivement, le temps a passé. Donc maintenant que les choses se sont stabilisées, on avance avec des projets comme celui-ci.

Bien sûr, l'idée, c'est d'essayer d'apporter quand même une alternative aux commerces actuels, de revitaliser le commerce de notre ville, une mission que nous ont confié les choisyennes et les choisyens, d'essayer aussi d'apporter une diversité qui a disparu de nos villes afin de ne pas avoir que des ongleries, des coiffeurs, etc. Il y a des moyens juridiques d'y parvenir et la Métropole met des spécialistes à notre service pour nous aider dans cette démarche. Parce qu'effectivement, naïvement, je le reconnais, je pensais qu'un maire pouvait choisir quel type de commerce pouvait s'installer sur sa ville selon les besoins. Et non, ce n'est pas le cas et je ne trouve pas cela normal. Il fut un temps où c'était autorisé. Mais quand vous avez un 14^e coiffeur qui vient s'installer dans la ville où souvent dans une rue vous en avez quatre, cinq, six, sept, cela ne me semble pas anormal que je puisse dire : "Excusez-nous, mais non cela va, on est pourvus." L'idée, c'est donc d'essayer de nous apporter les outils juridiques nécessaires, notamment en classant des centres-ville où là, le maire peut intervenir. Et donc d'apporter une diversité de commerces.

Bien sûr, je vous rassure, la ville restera populaire. Peut-être qu'un jour Vuitton demandera à s'installer à Choisy, mais pour l'instant on en est loin. Et franchement, je n'en ai pas besoin. Personnellement, je n'en ai ni les moyens ni le besoin. Mais bon, il y a quand même un Choisy que nous avons connu où il y avait des commerces pour toutes les bourses et très diversifiés. On pouvait acheter de beaux costumes, un costume moyen, on pouvait acheter un pantalon à 3 sous, il y avait les chaussures André, il y avait de tout. On souhaiterait retrouver cela. Sur la dalle, il y avait un salon de thé réputé, il y avait des bijoutiers. Bon, on souhaiterait retrouver un commerce plus diversifié, qui réponde aux besoins des choisyennes et des choisyens.

Alors c'est un vaste programme, c'est difficile. Une aide nous est proposée, on la saisit et on espère que cela va fonctionner. Mais c'est pour en avoir discuté avec des collègues maires. Certains y sont parvenus, mais c'est un travail de très longue haleine. Oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, est-ce que vous me permettez une plaisanterie ?

M. le Maire : Si elle n'est pas condescendante, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Elle ne sera pas condescendante. Mais c'est pour le coup sur un point sur lequel nous avons déjà discuté pendant ce Conseil municipal, sur les strates qui s'empilent. Donc, pour une fois que la Métropole du Grand Paris sert à quelque chose, servons-nous-en.

M. le Maire : C'est ce que j'ai dit. Voilà, ils nous proposent une aide, je la prends. Voilà. Merci. Bien. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Alors les votes. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

Vote de la délibération n°17

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

JEUNESSE

→ 18. Approbation d'une convention de partenariat entre le collège Henri Matisse, l'ALCEJ et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise en place d'un atelier remobilisation scolaire

M. le Maire : Je donne la parole à Madame Lajili.

Mme Lajili : Merci. Bonsoir aux choisyennes et aux choisyens. Comme vous l'avez lu, je pense que vous avez tous pris connaissance du document, c'est un travail qui a été mis en partenariat avec la Ville de Choisy-le-Roi pour une convention avec le collège Henri Matisse et l'ALCEJ pour effectuer un travail partenarial sur différentes thématiques. Là, c'est celle du protoxyde d'azote.

On sait très bien qu'en ce moment, pour nos jeunes, c'est un véritable fléau. On en voit de plus en plus. Donc pour parler un peu de l'objectif du projet, c'est vraiment de réintégrer, parce qu'on s'est dit : "Comment le faire ?". Le service jeunesse a proposé de réintégrer les élèves décrocheurs dans un parcours de découverte professionnelle motivé par la création d'un média. Les revaloriser, leur redonner confiance, les sensibiliser aux conduites à risques et renforcer les actions partenariales. Donc il y a le CSPD qui est dans la prévention des comportements à risques, on a le service jeunesse qui réalise un travail autour du lien avec les collèges, on a l'ALCEJ, prévention spécialisée, et le collège Henri Matisse qui cible les élèves en difficulté. On a déjà d'ailleurs retenu la liste des dix jeunes qui seront sur ce projet. On a déjà la liste de ces dix jeunes. Donc, comme je vous l'ai dit, le sujet, c'est la prévention sur l'usage du protoxyde d'azote. Après échanges avec des partenaires, utiliser ce prétexte afin de travailler avec les élèves en difficulté scolaire et travailler sur l'objectif ci-dessous. La finalité de ce projet, c'est de faire un support vidéo créé et réalisé par les jeunes pour sensibiliser d'autres jeunes sur les dangers de la consommation de protoxyde d'azote.

Donc, il vous est demandé de valider cette convention. Je vous remercie.

M. le Maire : Oui, Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Oui, Monsieur le Maire, c'est une bonne chose en soi, d'autant plus que le sujet est d'actualité parmi les jeunes, notamment les collégiens. J'apprécie beaucoup cette prouesse de faire travailler les animateurs du service jeunesse et des éducateurs spécialisés de l'ALCEJ. C'est très compliqué. Très bien. C'est un projet qui permet... J'ai beaucoup apprécié l'expression "selon la spécificité de chaque partenaire". Donc comprenez qui voudra. Ma question n'est pas sur cela, évidemment je voterai pour.

Ma question est sur l'intervention du service jeunesse au collège Zola. Est-ce que ce programme, qui a été initié il y a quelques années, est toujours d'actualité ou pas du tout ?

Mme Lajili : Quel projet ?

M. Aoummis : La présence des animateurs de la jeunesse à Zola. Ils faisaient le lien entre le collège et le service...

Mme Lajili : Il y a toujours, sur les temps de midi, l'intervention des services jeunesse sur le collège Jules Vallès et Zola. Il y a toujours ce lien. Il y a vraiment toujours la présence des services jeunesse et c'est pour cela qu'aujourd'hui on commence avec Henri Matisse. Mais par la suite, ce sont vraiment des travaux qui vont aussi s'approfondir avec, pourquoi pas, Émile Zola, Jules Vallès. On est là pour recouvrir avec tous les jeunes de la ville et c'est

vraiment une première action pour se dire que l'on a des jeunes qui sont déjà volontaires et qui veulent le faire. Et l'on va continuer ces actions parce que l'on sait que cela touche malheureusement, comme vous disiez, tous nos jeunes. Donc on va aller sur Zola, on va aller sur Jules Vallès, on va recouvrir au maximum.

M. Aoummis : Très bien, merci.

M. le Maire : Très bien, merci. D'autres observations ? Monsieur Essonne-Mengue.

M. Essonne-Mengue : Juste une petite explication de vote en tant que membre du conseil d'administration de l'ALCEJ, pour ceux qui ne le savent pas, l'ALCEJ est un club de prévention spécialisé qui officie sur notre territoire et qui, comme vient de l'expliquer Madame Lajili, est en charge des éducateurs spécialisés. Ce sont des éducateurs spécialisés qui ont un diplôme d'État et donc, à ce titre, Monsieur Balias et moi, qui faisons partie de ce conseil d'administration, ne prendrons pas part au vote.

M. le Maire : Très bien, je comprends. Y a-t-il d'autres observations ? Non. Alors, y a-t-il des votes contre ? Alors, deux personnes ne prennent pas part au vote, Monsieur Essonne-Mengue et Monsieur Balias. Donc des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, c'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, BANCE Stéphane, , OMRANE Alain, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, MARQUES Henrique, LORES Monique, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, DESROCHES Damien, COHEN Rachel, BEZACE Mathilde, DIMNET Jocelyne, FADLI Hafida, GAULIER Danièle, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, BOLLE-DALLIAH Kristian

Ont voté contre :

Se sont abstenus :

N'ont pas pris part au vote :

BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence,

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 19. Rapport d'activité 2021 du SIGEIF

M. le Maire : Monsieur Chirrane a eu un empêchement, donc je vais le présenter à sa place. Approbation du rapport annuel d'activités du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France.

Donc, comme vous le savez, le syndicat assure le contrôle technique et financier des concessions de distribution publique de gaz pour 188 communes d'Île-de-France et 5,7 millions d'habitants. La Ville de Choisy-le-Roi est donc adhérente au SIGEIF pour la compétence gaz depuis le 31 décembre 1903. Le syndicat exerce le contrôle technique et financier des gestionnaires de réseau et veille à la bonne exécution des missions de service public dévolues à ses concessionnaires GRDF, Enedis et EDF Commerce. Le SIGEIF coordonne un groupement d'achat de gaz et de services d'efficacité énergétique pour le compte de plusieurs communes en Île-de-France. Vous l'aurez compris, il négocie des prix très attractifs qu'une commune seule ne pourrait pas obtenir, donc d'où l'intérêt de l'adhésion au SIGEIF et c'est ô combien d'actualité à l'heure actuelle. La Ville de Choisy-le-Roi n'est pas adhérente au groupement d'achat, le SIGEIF le fait pour elle. L'approvisionnement en gaz se fait auprès de l'exploitation du chauffage via un contrat PA de fourniture et gestion d'énergie. Pour la mobilité électrique, le SIGEIF propose à ses communes membres un service complet comprenant les études, l'installation, l'entretien et l'exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Ce service est réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du SIGEIF. Pour l'instant, la Ville de Choisy-le-Roi n'a pas transféré cette compétence au SIGEIF.

Alors, vous avez des chiffres clés à Choisy-le-Roi, je ne vais pas tous vous les lire, la consommation de gaz naturel, la nature des réseaux de gaz naturel, la pression du réseau par les spécialistes, le taux d'endommagement du réseau... Il y en a que cela passionne. Mais cela dit, c'est important quand même. Au moins, vous saurez, rappelez-vous combien de temps met le feu du canon pour refroidir : un certain temps, il y en a qui connaissent leurs classiques. Mais c'est un domaine très sérieux, donc vous avez quand même pas mal de renseignements. Le taux d'endommagement du réseau, c'est important, le taux d'endommagement sur le réseau gaz de Choisy-le-Roi est de 0,61 % alors que celui du CGF est de 0,41 %. Ce dernier est calculé à partir du nombre de dommages aux ouvrages gaz enterrés avec fuites, rapportés à 100 déclarations d'intention de commencement de travaux, toutes maîtrises d'ouvrage confondues. Sur une échelle de trois niveaux (favorable, défavorable, préoccupant), le réseau de Choisy-le-Roi obtient le niveau préoccupant. Il va falloir qu'on s'en occupe. Je me tourne vers le DST.

Propos inaudible

M. le Maire : Je me permettais déjà d'alerter notre DST de savoir quelles informations complémentaires l'on a reçues là-dessus. En fait, ce qui est intéressant, on a lu beaucoup de rapports ici, mais là, je me proposerai de revenir vers vous avec cette phrase qui, moi, me préoccupe. Il y a écrit que le réseau est préoccupant, donc cela me préoccupe. Oui, on va approfondir cela.

Donc là, il s'agit d'un vote ou d'une présentation de commande. Dont acte. On prend acte que le rapport a été présenté et je pense que compte tenu de cette phrase, on va y donner des suites. Voilà.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°19.

→ 20. Rapport d'activité 2021 du SIPPEREC

M. le Maire : Monsieur Coelho va nous en dire un mot qui, j'espère, ne sera pas préoccupant.

M. Coelho : Non, il n'y a rien de préoccupant, il y a plein de bonnes choses. Je vais vous présenter le rapport d'activité 2021 du SIPPEREC.

Choisy-le-Roi et les compétences du SIPPAREC. Le SIPPAREC regroupe 117 collectivités réparties sur l'ensemble de l'Île-de-France. C'est à la fois l'un des acteurs historiques de la Métropole du Grand Paris et l'un des acteurs d'avenir pour relever les défis auxquels l'Île-de-France doit faire face, à savoir une distribution de l'électricité de qualité, le renforcement de la production d'énergies renouvelables, la concrétisation du schéma métropolitain d'aménagement numérique, la convergence des réseaux numériques et énergétiques du service de la ville connectée, la maîtrise des ressources des collectivités. La Ville de Choisy-le-Roi a fait le choix d'adhérer aux outils d'achats mutualisés du SIPPAREC suivant : groupement de commandes d'électricité et de maîtrise de l'énergie, groupement des commandes de services de communications électroniques, SIPP'n'CO, bouquet performance énergétique, réseau internet et infrastructures, téléphonie fixe et mobile, services numériques d'aménagement et de l'espace, services numériques aux citoyens, prestations techniques pour les patrimoines de la Ville.

Rapport annuel du bilan d'activité : conformément à l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le SIPPAREC a transmis aux communes adhérentes un rapport annuel retraçant son activité pour l'année 2021.

Parlons de l'électricité. Tout à l'heure, c'était le gaz, maintenant, c'est l'électricité. Autorité concédante, le SIPPAREC contrôle le service public de la distribution, de la fourniture d'électricité gérée par Enedis et EDF. Le syndicat assure également la maîtrise d'ouvrage et le financement de travaux d'enfouissement de réseaux électriques basse tension. Réseau de distribution dont le rapport mentionne l'existence de 1,9 million de points de livraison. Une dépense en 2021 de plus de 10,6 millions d'euros destinés aux actions en faveur de la transition énergétique. L'enfouissement des câbles des réseaux aériens, finalisation courant 2021 de 29,5 kilomètres de travaux d'enfouissement, 40 kilomètres en étude.

Soutien à l'activité économique et territoire francilien, dotation de plus de 11 millions d'euros du Fonds de partenariat pour les 83 communes de la petite couronne.

L'énergie renouvelable. Le SIPPAREC est le premier partenaire public des collectivités d'Île-de-France pour la production locale d'énergies renouvelables. Le syndicat est le premier producteur public d'énergies renouvelables en Île-de-France. Exemple : le projet développé par le SIPPAREC en 2021, projet de construction d'une centrale de production et de distribution d'hydrogène bas carbone sur l'unité de valorisation énergétique de Créteil. Solaire : le SIPPAREC a conduit le développement de 105 centrales photovoltaïques, 20 grandes centrales photovoltaïques au sol et 300 projets de toitures ombrières.

Le numérique : le SIPPAREC accompagne les collectivités dans leur transition numérique et digitale, il développe depuis 20 ans un patrimoine public de réseau numérique unique par son importance en Île-de-France. Il a plus de 4 500 kilomètres de réseau d'initiative publique en fibre optique déployé en Île-de-France.

L'offre d'achat mutualisée SIPP'n'CO : pour mieux accompagner les acteurs publics dans leur transition énergétique et numérique, le SIPPAREC a souhaité faire évoluer son offre d'achat mutualisé avec la mise en place de la centrale d'achat SIPP'n'CO. L'objectif est de proposer plus de services tout en conservant la proximité du Sipperec avec des adhérents. Le SIPPAREC dispose désormais d'un guichet SIPP'n'CO qui propose huit bouquets de services à la carte : performance énergétique, mobilité propre, réseau internet et infrastructure téléphonique fixe et mobile, services numériques : l'aménagement de l'espace urbain, services numériques aux citoyens, valorisation, information géographique, prestations techniques pour le patrimoine de la ville.

Donc, chers collègues, nous devons acter ce rapport. Alors, Monsieur le Maire, on peut acter ce rapport ?

M. le Maire : Mais oui, c'est une prise d'acte. Donc nous actons que nous avons présenté ce rapport. Y a-t-il des observations avant d'acter ? Non. Donc, nous actons ensemble. D'accord, on a présenté le rapport, merci.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°20.

→ 21. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Ensuite, nous arrivons au point des fameuses décisions de L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il des observations sur ces décisions ? Je n'en vois pas. Là aussi, c'est le compte rendu.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°21.

M. le Maire : Je crois qu'il y a un vœu qui va nous être présenté par nos collègues de gauche, écologistes, communistes. Non, mais je ne sais pas, c'est que j'ai perdu la feuille. Excusez-moi.

M. Id Elouali : Le groupe Gauche, communistes, socialistes, écologistes et citoyens.

M. le Maire : Donc ce vœu va nous être présenté par le groupe Gauche, communistes, socialistes, écologistes et citoyens. Donc je laisse le rapporteur ou la rapporteuse de ce vœu. Allez-y, Madame.

Mme Fourniaud : Question : est-ce que l'on vote le vœu avant les questions diverses ?

M. le Maire : Mais non, les questions diverses, c'était juste un rapport. Il n'y a pas eu d'observations.

Mme Fourniaud : Mais on en avait une autre.

M. le Maire : Attendez, je n'ai pas compris.

Mme Fourniaud : On avait une question diverse. Je l'avais signalée à votre directeur de cabinet.

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire : Excusez-moi. Alors les questions diverses, on les fera après le vœu. C'était mieux avant. On peut poser la question diverse. En principe, les vœux, c'est à la fin.

Mme Fourniaud : D'accord. Donc la question diverse concerne le formulaire qui a été donné aux parents d'élèves pour l'inscription des enfants depuis la passation au nouveau prestataire ELIOR. Il nous a été remonté que concernant le "viande ou sans viande", les parents devaient donc renseigner si l'enfant mangeait ou non de la viande. Mais il se trouve que l'on a été interpellé sur le fait qu'il n'y a pas de différence entre la viande porcine et les autres viandes. En clair, certains parents, musulmans ou juifs, ne souhaitent pas que leurs enfants mangent du porc, mais souhaitent en revanche que leurs enfants mangent toute

autre viande possible. Et comme la case n'existe pas, donc ils ne savaient pas renseigner le formulaire.

M. le Maire : Je vais vous répondre très rapidement si c'était la question de la question diverse. Lors de la présentation des menus, Mathilde va vous répondre, ils ont des plats alternatifs. Voilà, donc allez-y, Mathilde.

Mme Bezace : Bonsoir, je voudrais juste prendre la parole pour répondre. Effectivement, sur le formulaire, la question n'a pas été très bien posée. Donc on a remonté ce problème au service enfance qui va appeler tous les parents ou refaire des mails pour que les parents puissent préciser effectivement le choix. Parce que c'était marqué "viande ou sans viande", tout à fait. On a eu effectivement des remontées, le courrier a été fait un peu dans l'urgence, donc on a tout à fait conscience et l'on va remédier à cela sans problème et les parents qui le souhaitent peuvent contacter le service enfance pour indiquer leur préférence, il n'y a aucun souci.

Mme Fourniaud : Très bien.

M. le Maire : Oui, allez-y, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci bien, Monsieur le Maire. Juste un mot, Madame Fourniaud. Je ne pense pas qu'il faudrait rapporter la question à une appartenance religieuse, donc voilà. Vous avez dit : "des parents musulmans ou juifs". Restons sur quelque chose de factuel, il y a des gens qui ne souhaitent pas manger de porc, musulmans ou pas. Des gens qui veulent manger de la viande, musulmans, juifs ou pas. Voilà, c'est juste une observation.

Mme Fourniaud : Je vous prie de m'excuser pour cette formulation. Simplement parce que je suis aussi enseignante, il se trouve à Choisy et que j'ai été interpellée par des personnes, des parents d'élèves dont je sais les raisons pour lesquelles ils ne mangent pas de porc. Je vous le concède, la formulation n'était peut-être pas adéquate.

M. le Maire : Mais nous en avons compris l'esprit. Effectivement, la question n'est pas très précise. Donc, comme on l'a annoncé lors de la présentation publique, cela fait à peine un mois, donc il y a des ajustements à faire avec ce type de remontées, bien sûr, et donc on va changer, l'on va préciser le questionnaire. Mais nous avons expliqué qu'il y a des plats alternatifs, bien sûr, qui sont prévus. Tu confirmes ? Très bien.

Mme Fourniaud : C'est juste que les parents se posaient la question de comment remplir le document. Point.

M. le Maire : Oui, je comprends. J'avoue que je n'avais pas vu le document, mais je comprends. Je crois que cela a déjà été rectifié. On confirme, il a déjà été rectifié.

M. Id Elouali : Et je peux justement, en regardant Madame la directrice générale adjointe en charge de ces questions, qui me confirme qu'il y aura un nouveau formulaire beaucoup plus clair. On comprend qu'il y a eu, il faut le dire, un petit cafouillage sur l'information au départ. Mais on reprend la trajectoire de l'information. Demain, il semble que Madame Bezace, ma collègue, ainsi que les services auront un premier rendez-vous avec ELIOR pour la mise au point parce que l'on est bien conscient des choses. Voilà, c'est comme cela, c'est le démarrage. Je ne veux surtout pas rentrer dans la polémique. Je rappelle juste pour celles et ceux qui défendaient le SIRESCO, dont je ne faisais pas partie, que l'entrée du SIRESCO, le premier mois, cela a commencé par des lasagnes moisies, au premier mois du SIRESCO.

Je ferme la parenthèse et l'on reprend le cours du Conseil municipal. Je ne veux pas de polémique.

Mme Fourniaud : Voilà, c'est cela. Il vaut mieux toujours le rappeler.

M. le Maire : S'il vous plaît !

Mme Fourniaud : Je vais passer au vœu.

M. le Maire : Oui. Jusqu'à présent, nous avons été un exemple pour l'assemblée. Donc restons comme cela. Nous les inviterons ici pour qu'ils voient comment cela se passe dignement un Conseil. Allez-y, Madame.

→ Vœu de l'opposition

Mme Fourniaud : Bien.

Considérant que le fort mouvement de rejet de la réforme des retraites dans tout le pays, considérant l'unité persistante et inédite de l'intersyndicale nationale, considérant les manifestations d'ampleur inédite dans le pays, notamment dans des villes moyennes et les grèves fortes organisées que nous constatons notamment dans les transports urbains ou l'Éducation nationale sur notre ville, considérant la participation à ce mouvement de nombreuses et nombreux habitantes, habitants de la ville, considérant le rejet tant de l'allongement de la durée de cotisation de l'âge de départ légal à 64 ans par une majorité écrasante de la population, considérant que le peuple français, s'il a élu Emmanuel Macron souverainement, a tout aussi souverainement élu une Assemblée nationale à l'image des attentes de ce même peuple et lui a confié la souveraineté législative, considérant que le gouvernement ne disposant pas d'une majorité dans l'Assemblée, a eu recours à l'article 49-3 et constatant les effets délétères dans notre pays, considérant la méthode employée par le gouvernement loi de finances rectificative dès janvier au lieu d'une loi spécifique, l'utilisation de l'article 47-1 au Sénat, considérant l'index seniors et le chômage endémique chez les plus de 55 ans comme chez les moins de 25 ans, considérant l'inversion historique de la courbe d'espérance de vie en bonne santé dans notre pays, considérant que la réforme ne comprend aucune revalorisation réelle des pensions de retraite actuelles et n'anticipe aucunement le niveau de pension des générations à venir dont la carrière a été historiquement marquée par le chômage, le temps partiel, la précarité depuis les années 70, considérant que la réforme ne prend pas en compte l'inégalité forte des salaires et des pensions entre les femmes et les hommes,

le Conseil municipal de Choisy-le-Roi appelle au retrait de cette loi de finances rectificative et à la mise en place d'un vrai débat démocratique dans tout le pays, affirme son rejet du processus parlementaire choisi par le gouvernement sur la forme et sur le fond, soutient la demande de référendum populaire déposée par plus de 280 parlementaires.

Face à la crise démocratique et sociale de notre pays, seul le recours au vote démocratique permettra une sortie de crise.

C'est ce vœu qui vous est proposé et mis au vote.

M. le Maire : Très bien. Merci Madame. Alors bon, je vous l'ai dit tout à l'heure, normalement c'est cinq jours pour présenter un vœu, mais compte tenu du contexte, je vous laisse bien volontiers le présenter. Bien qu'à titre personnel, ce vœu me gêne beaucoup, non pas sur le fond, mais sur la forme et je vais m'en expliquer.

Je suis cohérent avec moi-même. Lorsque je me suis présenté, j'ai expliqué aux choisyennes et aux choisyens que je ne m'occuperai que des affaires choisyennes en ce qui me concerne. Madame, s'il vous plaît, je termine. Il s'agit là de politique nationale. Je peux en dire un mot, mais j'explique que je vous laisse présenter ce vœu, bien sûr, qui doit être présenté au nom de votre groupe, qui doit être mentionné et je laisse la liberté de chacun et chacune, de se prononcer, bien sûr, et il faudra préciser le nombre de voix pour ou contre.

Pour ma part, pour les raisons que je viens de vous expliquer, je ne prendrai pas part au vote alors que j'aurais beaucoup à dire. Et je peux vous dire déjà que je pense que cette question des retraites tant rabattue n'était peut-être pas la priorité du moment face aux problèmes que notre pays traverse.

Cela étant dit, lorsqu'il s'est agi de parler de retraite, cela a commencé par un gros mensonge et pas de n'importe qui. Cela a commencé parce que le Conseil d'orientation des retraites qui a dit : "Il n'y a pas de problème de retraite." Et par expérience, maintenant, je commence à comprendre que les hauts responsables de ceci ou de cela, de la magistrature, de ceux-ci, du truc médical machin... Ils ont chacun leur avis personnel conditionné par leur positionnement politique. Et je trouve cela assez dramatique. Pour preuve, quelques jours après, il a précisé ce qu'il a dit devant les attaques, non pas du gouvernement, mais de toutes parts, qui lui ont dit, et il a été obligé de préciser que, pour l'instant, il n'y a pas de problème, mais qu'effectivement, dans les années à venir, c'est préoccupant. Ce sont ses termes que je peux vous présenter, qu'il a déclarés. Donc cela démarrait mal, déjà.

Et dans cette affaire, j'estime que je ne sais pas qui dit la vérité. J'estime que les Français, et la manière dont s'est présenté ce débat, sont quelque peu manipulés. De deux choses l'une, soit les caisses de retraite sont en péril et il faut faire cette réforme, soit elles ne le sont pas et il ne faut pas la faire. Mais je suis parfaitement sincère en vous disant que parmi ces deux versions, il y en a qui mentent, et je ne sais pas lesquels. Et il aurait été tout à fait simple de respecter ce qui a toujours conditionné la vie et le déroulement des paiements des retraites, c'est une retraite par répartition qui est gérée par les syndicats et le patronat. On aurait dû laisser les syndicats et le patronat gérer cela. Là, ce n'est pas trop le cas. Et ils sont assez grands pour se rendre compte si les caisses de retraite sont en danger ou pas.

Alors une retraite à 67 ans, c'est inadmissible. Et pourtant, certains pays, la plupart des pays sont tous à plus de 65 ans. Pourquoi ? Un pays que je connais bien, l'Italie, n'a jamais accepté la moindre modification ou la moindre évolution sur les retraites. Que s'est-il passé il y a quelques années ? Le gouvernement était dans l'incapacité de verser des retraites. Gros émoi dans le pays. Et là, ils ont été tellement paniqués qu'ils ont malheureusement accepté la retraite à 67 ans. Je suis vraiment contre. Pour toutes ces raisons, moi, je ne suis pas député, je ne suis pas au gouvernement, je n'ai pas les éléments qui me permettraient de me prononcer objectivement. Je respecte infiniment le combat des travailleurs de ce pays. Je ne leur jette pas la pierre. Mais je vous l'ai dit, ce gros mensonge au départ, suivi d'autres mensonges, la façon dont se sont déroulés ces débats à l'Assemblée, dont chacun qui aujourd'hui voudrait faire croire que ce sont de grands démocrates alors qu'ils ont tout fait pour bloquer toute discussion au Parlement, cela m'interpelle quand même. Et avant tout, je suis républicain.

Sur le fond, que les personnes travaillent le moins possible, cela je suis d'accord. Si l'on pouvait, d'accord, même 58 ans, je serais d'accord. Il y a tellement de propositions à faire, pour la pénibilité, notamment lorsque les gens arrivent en fin de carrière, ils pourraient glisser doucement vers un mi-temps, se servir de leur expérience pour former d'autres personnes. Il y avait tellement d'autres choses à proposer qui n'ont pas été proposées. Mais le 49-3 est constitutionnel. Et jusqu'à présent, j'en ai entendu des politiques dire que c'est scandaleux le 49-3, mais ces mêmes politiques qui le condamnent, à chaque fois qu'ils se

sont présentés à des élections, aucun n'a mis dans son programme de supprimer le 49-3. Et un des personnages politiques les plus illustres de France, François Mitterrand, qui a passé sa vie à batailler contre la Cinquième République et tous ces articles, est celui qui a le plus utilisé le 49-3. C'est le gouvernement de François Mitterrand, avec comme Premier ministre Michel Rocard, que j'admire et que j'admire toujours, cela a été un grand Premier ministre français dont ils ont eu la peau, il a utilisé le 49-3 23 fois.

Je ne remets pas en cause les revendications des travailleurs, mais en tant qu'élu et en tant que républicain, je ne peux pas demander au gouvernement de retirer non pas une loi parce que là, vous vous êtes trompés, là il faut retoquer parce que sinon... Je vous le dis amicalement, vous avez écrit qu'il faut retirer la loi. La loi n'est pas promulguée. Attendons le résultat du Conseil Constitutionnel. Il peut y avoir des surprises. Non, il peut y avoir des surprises. Attendez, vous ne pouvez pas demander de retirer une loi qui n'a pas été promulguée.

Mais ne vous méprenez pas sur ce que je vous explique. Je vous donne sincèrement mes explications pour lesquelles moi, je ne peux pas demander, en tant qu'élu et républicain, à un gouvernement de retirer un texte (là, je parle du texte) qui a été promulgué démocratiquement. Je suis désolé parce que là nous sommes, c'est mon avis, devant un vrai danger. Ce débat a été reporté de décembre à mars et il y a eu des amendements. C'était 65 et 64. Je ne suis pas contre que cela reste à 62. Il ne m'appartient pas à moi d'en juger. Et encore une fois, je vous dis que je n'ai pas les éléments et je pense qu'hormis, comme disait un humoriste célèbre : "Seules les hautes sphères autorisées, on ne sait pas qui c'est" savent seules réellement ce qu'il y a dessous.

Ce que je pense, c'est que cette affaire des retraites en cache d'autres. Et c'est parce que notre gouvernement est acculé, nous parlions de temps de retraite tout à l'heure, Monsieur Guillaud-Bataille, et en fait, comme ils se disent qu'un jour ou l'autre, il faudra faire une réforme des retraites, ils veulent faire de suite une réforme des retraites, quelles que soient les conditions, parce qu'ils ont l'épée de Damoclès des marchés financiers où l'on emprunte chaque jour pour payer les retraites, mais aussi d'autres choses, à des taux élevés et que s'ils ne montrent pas de gage et cela, c'est factuel, je vous assure, les taux vont flamber et ce sera encore pire.

Cela n'élude pas effectivement les demandes des travailleurs qui sont dans leur bon droit de demander ce qu'ils demandent. Moi je serais d'accord pour voter un vœu par rapport à ma conception de la République qui demanderait au gouvernement de se remettre autour de la table avec les syndicats et d'amender ce texte. C'est encore possible. Cela, j'accepte de le signer. Parce que sinon, cela m'inquiète beaucoup. Où va ce pays ? C'est la porte ouverte à tout. S'il n'est plus possible maintenant que nos institutions soient respectées, quelle qu'en soit la cause, moi je veux bien. D'ailleurs, il y a de fortes chances qu'il y ait une dissolution et nous verrons bien ce qu'ils proposeront. D'ailleurs, ce qui m'interpelle, c'est que tout le monde traite ce gouvernement de tous les noms, mais il n'y a jamais de motion de censure qui est votée pour faire tomber le gouvernement. Nous avons quand même là de drôles de députés.

Mais je comprends ce combat, notamment sur la pénibilité. Il y avait tellement, mais je vous assure, tellement de propositions à faire, mais elles n'ont pas pu être faites, et pas forcément à cause du gouvernement. Est-ce que certains avaient réellement intérêt à trouver un compromis ? Je me pose la question. C'est pour cela que je ne peux pas voter en l'état. Mais si vous dites : "nous demandons au gouvernement de se remettre autour de la table, de recevoir les syndicats, de rediscuter, de modifier ce texte", là, je le signe avec vous parce qu'en tant que républicain, là, on est effectivement parfaitement démocratique. Voilà. Mais je ne peux pas demander de retirer un texte. Je sais que la majorité dit que c'est tyrannique, je

ne partage pas. Si c'est cela qui passe, c'est la fin de notre démocratie. Et cela, c'est plus fort, pour moi, que les retraites, qui sont importantes. Il faut absolument en sortir et il y a moyen d'en sortir par le haut. Je pense que la seule condition, c'est que plus personne ne s'entête et que le gouvernement reçoive les syndicats et se remette autour de la table. C'est d'ailleurs ce que demandera peut-être le Conseil Constitutionnel. À mon avis, il ne va pas en rester là. En valorisant le texte, il va retoucher des choses pour qu'ils rediscutent. Et c'est la seule voie de sortie.

Mais sinon, je comprends, je suis prêt. Mais dire que l'ensemble des Français est contre, bien sûr, ils n'ont même pas besoin de faire de référendum. Qui accepte de travailler deux ans de plus ? Personne. Moi aussi, si l'on me demande si je peux travailler moins et être payé... C'est une lapalissade. Personne n'a envie de travailler deux ans de plus. C'est normal, c'est tout à fait normal. Après, les raisons invoquées pour le faire sont-elles réelles ou pas ? C'est cela la question. Et qui a la réponse ? Parce que selon qu'elle aille dans un sens ou dans un autre, les résultats peuvent être dramatiques. C'est arrivé au Portugal, à l'Italie, à l'Espagne, en Allemagne. Moi je voudrais bien que la vérité jaillisse. Mais pour que la vérité jaillisse, il faut absolument qu'ils rediscutent. Il faut qu'ils reçoivent les syndicats et qu'ils discutent. C'est ma position.

M. Id Elouali : Je vais donner la mienne. Nous, mon groupe, on a décidé de la liberté de vote là-dessus. À titre personnel, je voterai le texte. J'aurais aimé y voir également dans les motifs, dans les "considérant", que le projet de retraite est une atteinte également aux milliers de ressources humaines, on parlait tout à l'heure des associations et de ce patrimoine immatériel que sont les, je dirais, les bénévoles et le bénévolat et du coup, le report de l'âge de retraite, c'est autant de ressources dont on se coupera pour la cohésion sociale, pour la solidarité, pour l'aide, pour l'entraide, pour le climat, pour la transition sociale et écologique. Voilà pour ma part. J'aurais aimé voir dans les "considérant" ce motif-là.

Pour autant, je dirais que c'est un appel d'abord à la démocratie, et ça, cela me convainc parce que dans les trois points, il est évoqué, vous appelez en fait à un processus parlementaire, vous appelez à un débat démocratique, vous appelez, au troisième point, à un référendum populaire. Et pour le coup, cela reste assez ouvert.

Juste maintenant, si je peux dire, et si vous rajoutez, si l'on veut un peu prendre en compte l'observation du maire, c'est-à-dire tout simplement d'appeler les acteurs à se remettre à table dans le sens d'un débat démocratique qui met le débat au centre, je pense là, pour le coup, que vous aurez davantage de voix que ce qu'il en est pour le moment.

Voilà pour ma part, mais encore une fois, liberté à chacun de voter dans mon groupe.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Moi aussi, bien sûr, chacun fait en son âme et conscience. Moi, je suis d'accord avec ceux qui disent que franchement, ce débat a été très mal porté. C'est sûr. Mais il n'y a pas qu'un responsable, selon moi. Beaucoup de gens ont failli, dans "chaque camp". Mais il y avait bien mieux à en tirer. Et quand, dans ce pays, arrivera-t-on à réformer ou à se mettre d'accord sur des textes avec des compromis acceptables par tous et toutes sans s'écrier ? Moi, vraiment, j'en rêve.

Mais merci de partager ce que je dis et je comprends ta position. Je ne suis pas loin de la partager, mais pour un républicain élu au suffrage universel, demander le retrait d'un texte qui, quoi que vous en pensiez, je vous assure, parlez avec des constitutionnalistes et parlez avec des gens avérés, pas avec certains journalistes qui présentent aujourd'hui des choses rien que pour faire du buzz, il n'y a rien d'antidémocratique dans ce qui s'est passé et j'invite, s'il y a une dissolution, à tous ceux qui pensent cela de mettre dans leur programme

d'enlever le 49-3. Et là, ils seront bien plus crédibles. Le 49-3 a été emmené à une époque où le pays était bloqué. Quelle que soit la majorité qui ait été aux commandes de notre pays, ils ont tous utilisé le 49-3 parce que, quelquefois, c'est nécessaire pour débloquer une situation. François Mitterrand n'était pas mon idole, mais quand même, j'avoue que sa réforme sur la peine de mort, 80 % des Français étaient pour la peine de mort, pourtant, il l'a imposée. Et avec le recul, on voit bien que c'était nécessaire.

La question que je me pose avec les retraites, comme je vous le dis, comme tout le monde a menti sur cette affaire... Mais tout le monde a menti aux travailleurs, c'est ce qui est grave. Moi je pense que tout le monde a menti. Que tout le monde dise ses vraies raisons. Je ne parle pas des travailleurs dont je respecte leur combat. Eux sont sincères. Je parle de la classe politique. Si j'avais les tenants et les aboutissants, ce serait beaucoup plus facile. Donc la solution pour en sortir par le haut : qu'ils reçoivent les délégations syndicales, qu'ils rediscutent et qu'ils sortent tous par le haut de cette affaire. Monsieur.

M. Guillaud-Bataille : Oui, je vais faire le plus court possible parce qu'il est trop tard. D'abord pour préciser les choses, vous dites qu'il y a eu un gros mensonge du COR au départ. Ce n'est pas ce qui s'est passé, c'est que l'on a posé aux responsables du COR deux questions différentes : on lui a demandé pour la loi de finances, le PLFSS, s'il y avait un problème cette année pour le financement des retraites, il a répondu que non. Après, quand on lui a demandé une projection, il a dit qu'à partir de 2027, oui, il y aura un trou sur lequel il faut réfléchir. Voilà. Mais donc, c'est pour le budget de la Sécurité sociale de 2027 qu'il faut réfléchir. C'est pour cela que la précipitation du débat, moi, m'interroge pour le coup, et là en tant que républicain...

M. le Maire : Je l'ai dit, je partage.

M. Guillaud-Bataille : ... Puisqu'on a la date du budget où il y aura un problème. Cela veut dire qu'on a aussi le temps d'en débattre puisque c'est le budget 2027. Donc, c'est la première chose que je voulais préciser.

La deuxième chose, j'entends votre demande de dialogue, mais on voit bien qu'il y a une volonté de non-dialogue. Et vous l'avez dit vous-même, il y a des marchés financiers qui mettent une pression sans nom sur le président de la République pour qu'il fasse adopter cette réforme. Effectivement, la situation, en plus, est explosive. Nous avons tous vu deux grandes banques américaines plonger et nous avons vu la deuxième banque suisse plonger lors de ces dix derniers jours. Ce n'est pas rien à l'échelle économique mondiale. Tout cela, ce sont des choses qui paraissent complètement déconnectées de nos vies. Enfin, tout le monde a vécu la crise de 2008 où l'on se disait : "C'est Wall Street, c'est Wall Street !", et à la fin, ce sont des emplois en vrai, c'est de la souffrance en vrai pour les gens. Donc il y a aussi ce cas-là qui nous interpelle. Sur le fait de renouer le dialogue, j'entends bien, mais il y a un moment où on est arrivé à un point de crispation, le président de la République encore ce midi, je crois, a joué avec des allumettes au-dessus d'une flaque d'essence alors que l'on essayait justement de poser cette question. Je suis désolé de le dire comme cela, j'ai été déçu de la posture présidentielle, je le dis tranquillement. Non pas que je sois un grand fan, mais il est le président de la République, donc moi, généralement, j'attends des personnes qui occupent une fonction qu'ils occupent et qu'ils habitent cette fonction. Et donc c'est en cela que j'ai été déçu.

Alors pourquoi nous parlons de retrait de cette loi ? D'abord parce que le cavalier, ce que nous expliquons dans les "considérant", il y a eu un cavalier du gouvernement, ils n'ont pas fait une loi spécifique sur les retraites, ils ont décidé, alors qu'ils avaient fait adopter le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, et donc les retraites, de faire le projet de loi de

finances rectificative dès janvier. Alors que le PLFSS avait été voté en décembre. Généralement, on fait cette rectification en milieu d'année. C'est normal, c'est prévu, le projet de loi de finances rectificative, etc. Donc il y a une précipitation, il y a un choix de cavalier budgétaire plutôt que d'assumer une réforme des retraites, justement de mettre en débat. Et donc il y a cet aspect cavalier qui, je crois, brouille tout cela.

Vous avez raison, tout cela met de la tension, voilà. Je crois que depuis 95, personne n'avait vu une unité syndicale allant de la CFTC à SUD tenir pendant neuf semaines. Cela n'a jamais existé dans notre pays. Donc, pour que ces syndicats qui n'ont pas grand chose en commun sur bien des points et bien des sujets, y compris les retraites d'ailleurs, arrivent à se maintenir unis comme cela pendant neuf semaines, c'est que le problème ne vient pas de là. Je le dis comme moi, en tout cas, je le ressens. Et c'est ce qui fait que je crois que l'annonce par le président de la République, qu'il retire cette loi rectificative tout en maintenant l'idée dans le débat démocratique est un pré-requis pour se mettre autour de la table. C'est le sens de notre formulation. Je le dis très tranquillement. C'est pour réunir les pré-requis. Monsieur Id Elouali a bien lu, c'est que la progressivité, c'est de réunir les pré-requis pour un débat démocratique.

Et aussi, sur le fait de retirer cette loi, c'est parce qu'il nous est tout aussi insupportable de voir ce qui se passe dans nos rues, de voir les montées de tension, de voir les montées de violence de partout parce que des gens craquent. Moi, j'étais ce midi encore avec les cheminots de Villeneuve-Saint-Georges, le sentiment de mépris et d'écrasement que ressentent ces salariés qui en plus, nous le notons dans les "considérant", parce qu'il y a beaucoup de jeunes, enfin de "jeunes" qui ont moins de 50 ans, et leur carrière n'a pas été linéaire. Ce n'est pas vrai. Ils ont des trous dans leur CV. Et donc les 44 annuités, avant de les avoir, presque les 64 ans, c'est de l'âge théorique. Pour la plupart, aujourd'hui, des jeunes, des moins de 50 ans, du fait de la structure du salariat pendant ces 50 dernières années, 64 ans, c'est presque théorique. Même aujourd'hui, oui, déjà pour un certain nombre de salariés. Mais c'est presque théorique. Donc ces 44 annuités sont du coup encore plus... Parce qu'elles repoussent... C'est ce qui, je crois, fait la colère.

M. le Maire : Excusez-moi, Monsieur Guillaud-Bataille, ce n'est pas 43 ? C'est 43. Une carrière complète, c'est 43 ans. Mais je suis d'accord avec vous. Pour moi, c'est vrai, je suis contre. Avoir 43 années complètes, à mon avis, il n'y en aura effectivement pas énormément...

M. Guillaud-Bataille : Et y compris... Et on a voulu le pointer parce que c'est un événement historique, cela fait trois ans que l'espérance de vie en bonne santé dans notre pays recule. C'est un événement et c'est à ce moment-là qu'on nous dit qu'il va falloir travailler plus longtemps. Bref, je ne vais pas refaire tout le vœu, mais je crois que c'est tous ces éléments-là... Sur le fait qu'effectivement c'est un handicap pour la vie sociale et la vie associative et la vie démocratique de notre pays que de faire partir les gens de plus en plus tard à la retraite, on sait bien le temps que passent effectivement nos aînés, lorsqu'ils sont à la retraite, à faire vivre la démocratie.

Donc on ne va pas le rajouter là maintenant, mais on va maintenir notre vœu comme cela, parce que justement, j'ai essayé de vous expliquer, nous le pensons, alors peut-être dans un esprit qui est assez proche de ce que vous dites, mais nous le formulons comme cela et nous pensons que, certes, c'est un sujet de politique nationale, mais cela touche vraiment tellement toutes les villes. On a eu des manifestations à Choisy ! Enfin, je veux dire que ce n'est quand même pas arrivé souvent qu'il y ait des manifestations sur un sujet national !

M. le Maire : Si, il y en a eu, par le passé.

M. Guillaud-Bataille : Uniquement à Choisy, il y en a déjà eu deux. Moi, je suis inquiet de la tournure que peuvent prendre les événements et je crois qu'il est important que les représentations qui existent des citoyens puissent dire : "Temps mort." Et l'on se donne le temps démocratique. C'est le sens de ce vœu.

M. le Maire : Monsieur Thiam.

M. Thiam : Tout simplement je vais adhérer au vœu. Mais ce qui me dérange un peu, c'est ce côté "l'exécutif contre le législatif". Il y a un problème, c'est la cinquième République qui risque d'être touchée et on n'a pas d'autre concept. On peut dire ce que l'on veut, il y en a qui parlent de sixième République, ils ne l'ont pas, ils n'arriveront pas à la dessiner et on n'a que la cinquième et toucher au 49-3 et à la stature présidentielle, pour moi c'est très dangereux. Et surtout, on n'a pas parlé de cela, mais un appel au calme aussi parce que quand on parle de la rue, la rue, on la comprend. J'ai vécu le CPE, j'ai vécu énormément de manifestations, certains en ont vécu d'autres. Mais simplement dire que la rue a raison, la rue doit manifester, mais dans la paix. Et à la prochaine échéance présidentielle, ceux qui voudront revenir à une retraite à 60 ans, vous pourrez si vous le voulez, il faut aller voter et la voix du peuple se fait, d'après moi, par les urnes, si je ne me trompe pas.

M. le Maire : Bien. Je comprends tout à fait vos arguments. Pour ma part, permettez-moi, je ne participerai pas au vœu, mais tout en partageant beaucoup de choses de ce qui vient d'être dit.

Moustapha, tu as raison, il faut quand même qu'on lance tous un appel au calme. Cela l'est resté. Il y a eu quelques casseurs, mais dans l'ensemble, il y a eu un certain calme donc j'espère qu'il va perdurer.

Je redis ce que j'ai dit. Je pense qu'il y avait moyen de faire nettement mieux, que ce n'était pas une priorité du moment, effectivement, et oui, il y a des pressions fortes, effectivement, qui sont peut-être difficile à expliquer aux Français qui ne comprendraient peut-être pas, mais je pense que la priorité et la situation qui a amené tout cela, c'est la situation financière de notre pays qui est aussi inquiétante. Mais bon, chacun est libre de voter dans le sens qu'il souhaite.

Madame.

Mme Lajili : Pareil pour moi aussi. Je vais adhérer à ce vœu parce qu'aussi, comme on dit, voilà, c'est peut-être un sujet national, mais c'est un sujet qui touche tout le monde. Pour preuve, on voit les choisyens dans les rues. J'ai beaucoup de jeunes qui me parlent de leur inquiétude aussi de l'avenir par rapport à tout cela et de jeunes choisyens. Donc voilà pourquoi je pense qu'il est important de souscrire et surtout de soutenir aussi ces travailleurs et de se dire que l'on est contre et moi aussi, en tant qu'élue, je rejoins.

M. le Maire : On passe au vote ? Alors, qui ne prend pas part au vote ? On est un, deux, trois, quatre, cinq, six... Ne vous méprenez pas, ne pas prendre part, ce n'est pas être contre. J'ai suffisamment explicité pourquoi. Donc maintenant quels sont ceux qui sont contre ? Contre le vœu, il y a une voix contre. Quels sont ceux qui sont pour ? C'est bon, ils peuvent baisser les bras parce qu'il est minuit. Bon, écoutez, il me reste sincèrement à vous remercier...

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi. Est-ce que vous pouvez prononcer le résultat du vote ? Au moins pour savoir s'il est adopté ou pas.

M. le Maire : Juste une minute, il est adopté. Vous pouvez compter le nombre de voix ? Attendez, on recommence parce que l'abstention ce n'est pas "ne prend pas part au vote". 6 ne prennent pas part au vote. 3 abstentions. 2 contre. 20 pour. Voilà.

Vote de la délibération n°22

Ont voté pour :

ID ELOUALI Ali, BRULANT Marina, LAJILI Yamina, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, GARROUT Karim, OMRANE Alain, CHALBI Yacin, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, OZCAN Canan, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, BEZACE Mathilde, FADLI Hafida, BOLLE-DALLIAH Kristian, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence,

Ont voté contre :

BOURVEN Julien, SASU Hancès

Se sont abstenus :

COELHO Vasco, DESROCHES Damien, BANCE Stéphane, DIMNET Jocelyne

N'ont pas pris part au vote :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, GAULIER Danièle, FOURNIER Laura,

La délibération n°22 est adoptée à la majorité.

M. le Maire : Allez, merci beaucoup de cet excellent Conseil. C'est vrai que l'on peut donner des exemples à l'assemblée. Merci.

La séance est levée à 00 h 40.